

CITÉ DE MAISONNEUVE
GREFFE

Dossiers administratifs
thématiques

Canadian Northern Quebec
Railway Company

16 mai 1906 -
18 janvier 1921

P25/B1,37

No. 264.2

MUNICIPALITES
MAISONNEUVE

Dossiers divers

CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY CO. (Grand Nord)

Années: 1906 Niveau des voies de la Compagnie

1917 Passage à niveau

Pose de barrière

**Archives Municipales
de Montréal**

Si vous vous déposez
sédez de ce document
veuillez en prévenir
sans retard

L'ARCHIVISTE

If you give away this
document, please ad-
vise, without delay,
the

ARCHIVIST

264-1-2

2

Re "LE GRAND NORD"

(Canadian Northern Quebec Rly. Co.)

264/208 à 310

(2)

Toutes correspondances re traverse de chemin de fer.

Correspondance avec le Cté. des Chemins de fer re niveau de la voie. du G.N.

Lettre de M. Jos. DuSault re danger sur les traverses à niveau du chemin du terminal.

Correspondance avec le Cté. des Chem. de fer à ce sujet.

Intercetion des rues Livre à la Cie à ce sujet
Toutes lettres re érection de barrières.

Lettres aux diverses Compagnies sur cette ligne re niveau de la voie. -Ordonnance du Cté. des Chem. de fer à ce sujet.

Lettre de M. J.E. Vanier re profil des rues et du chemin de fer.

Empêchement pour propriétaires ^{pro du marche} Lettre de la Cie à ce sujet.
Correspondances re érection de barrières. Ordonnance du Cté. des Chem. de fer à ce sujet.

Lettre re gardien de nuit.
Demande à la Cie d'appointer un gardien ^{# 116 A} à Grand Nord
durant les courses du 21 au 28 aout 1915

MAISONNEUVE

16 Mai, 1906.

La Compagnie de chemin de fer

Le Grand Nord,

Montréal.

264/901

Messieurs,-

Le Conseil de cette Ville me prie de vous demander de vouloir bien poser des enseignes de traverse de chemin de fer à toutes les intersections de votre ligne et des rues de cette Ville, de même que macadamiser ou empierreter toute la partie de votre chemin de fer à l'intersection des rues de cette Ville.

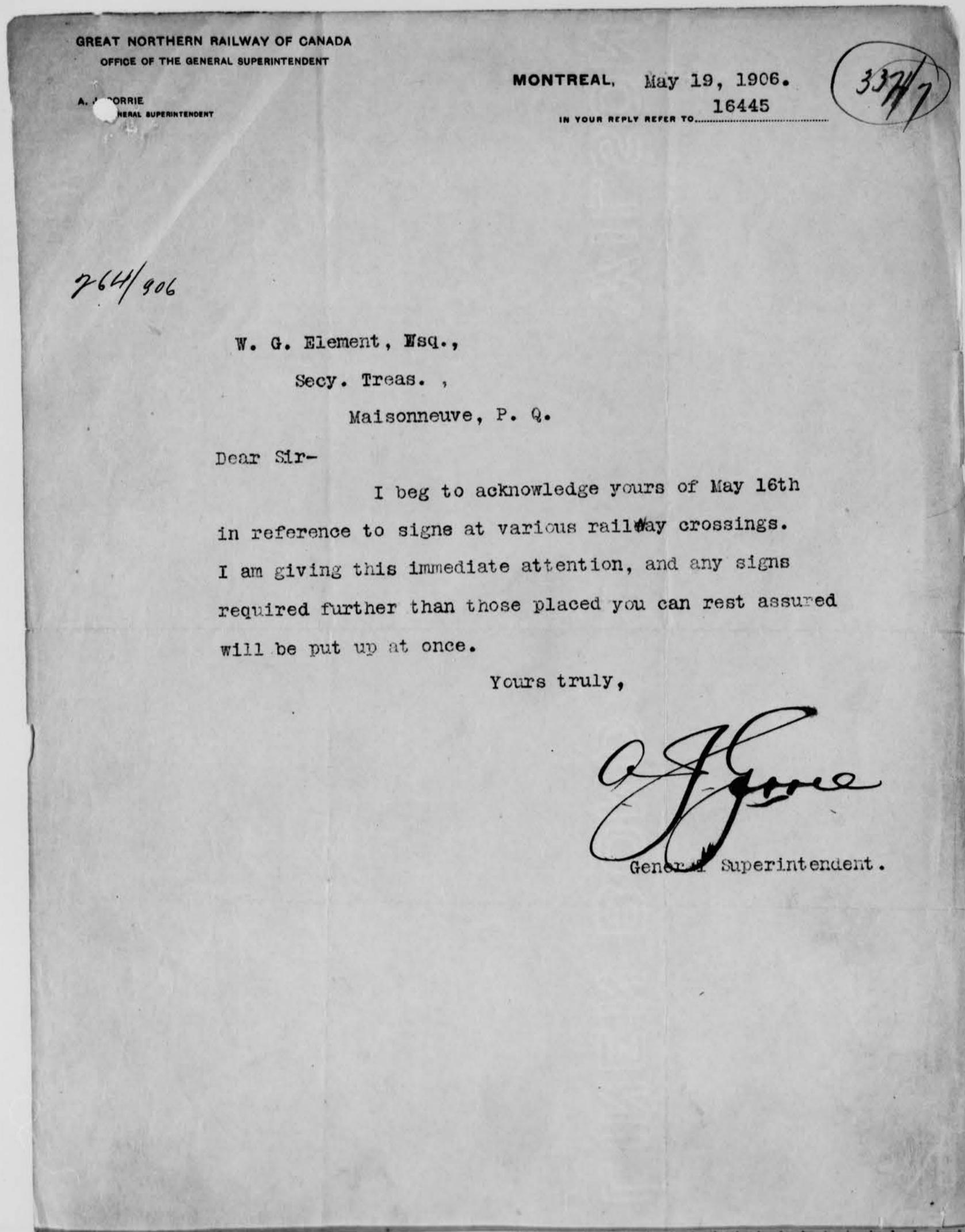
Comme ceci est très important, vous êtes priés d'y voir le plus tôt possible.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur

MS Sec.-Trés.

de la Ville de Maisonneuve.



D25/R1 27

PHOTO SCHAU

2 4 6

23 Juillet 1908.

Comité des Chemins de Fer,
Bâtisses du Parlement,
O T T A W A.

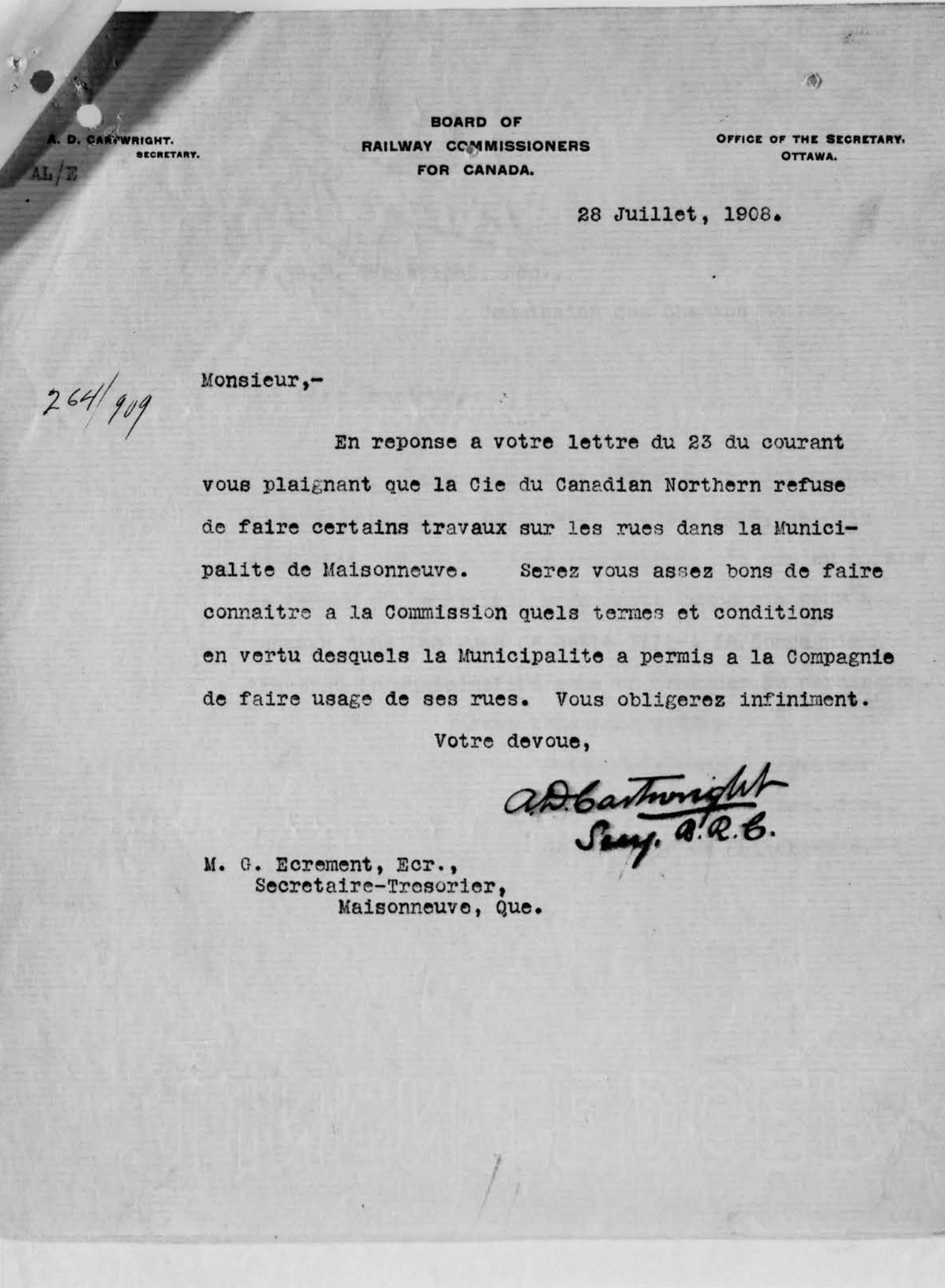
Messieurs,-

264/904

J'ai reçu instructions du Conseil de Ville de Maisonneuve de vous dire que la Compagnie du Chemin de Fer du Grand Nord passant à travers cette municipalité, malgré les notifications qui lui en ont été faites, ne veut pas mettre au niveau de la rue les rails qui traversent les rues de cette ville, et ne veut pas non plus placer de trottoirs sur sa propriété, afin de pouvoir y passer sans inconvenient.

Le Conseil de cette Ville vous demanderait en conséquence de vouloir bien notifier cette compagnie d'avoir à se conformer aux demandes ci-dessus, sans délai.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur
Sec.-Trés.
de la Ville de Maisonneuve.



15/11/08
15/11/08
15/11/08

7 Nov. 1908.

Mr. A.D. Cartwright, Sec.,
Commission des Chemins de Fer.

Mon Cher Monsieur,-

En réponse à la vôtre du 28 juillet dernier concernant la compagnie du Grand Nord, je dois vous dire que la Ville de Maisonneuve n'a pas eu à faire de termes ni conditions avec cette Compagnie pour son passage dans les rues de cette Ville: la Compagnie a traversé la municipalité sans en demander la permission.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur

M.J.S.
Sec.-Trés.
de la Ville de Maisonneuve.



BUREAU DU
SURINTENDANT
DE LA VOIRIE.

TELEPHONE BELL EST 1299

Maisonneuve, 16 Juin 1909

1889

A Son Honneur le Maire et à tous les Échevins de
la Ville de Maisonneuve

264/909

Messieurs
Je disis attirer l'attention de
votre honorable conseil sur les traverses
à niveau du chemin du Terminal
notamment la traverse de la rue
Létourneau, les tramways traversent bien
souvent cette rue à grande vitesse et ne
donnent aucun signal d'avertissement,

J'ai l'honneur d'être
Messieurs,
Vos obéissants serviteurs
J. P. Du Saull
Surintendant de la Voirie

5 Juillet 1909.

Commission des Chemins de Fer,

Ottawa.

Messieurs,-

Re traversee de chemin de fer.

764/909

Le Conseil de cette Ville a reçu à maintes reprises des plaintes au sujet du danger que courrent les citoyens de cette Ville en traversant la voie du chemin de fer du Canadian Northern Que.Rly. et du Terminal. Ces chemins de fer traversent toute la municipalité de l'est à l'ouest. Le chemin, à certains endroits n'a que 50 pieds de largeur à l'intersection des rues dont les quatre coins sont bâtis, et il est impossible de constater l'arrivée des chars à moins d'être sur la voie, de sorte qu'il existe un danger réel et constant à l'intersection de toutes les rues.

Le Conseil désirerait savoir s'il n'y aurait pas moyen de protéger la vie des passants et ce qu'il faudrait faire pour cela: nous croyons que la Commission des chemins de fer pourrait nous renseigner à ce sujet.

Une réponse à la présente sous peu obligerait beaucoup

Votre très humble serviteur

W.M.J. Sec.-Trés.
de la Ville de Maisonneuve.

25 août 1909.

Mr. J. Emile Vanier.

Maisonneuve.

Monsieur,

264/909
Le Conseil de cette Ville vous a autorisé de préparer au désir de la Loi des Chemins de fer, des plans pour l'érection de barrières de protection aux intersections des rues de cette Ville avec le chemin de fer du Canadian Northern & Quebec Railway.

Vous voudrez s.v.p. préparer ces plans au plus tôt, afin que l'aviseur légal de la Ville puisse faire les procédures nécessaires en pareil cas devant la Commission des chemins de fer.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre très humble serviteur.

Sec-Trés.

JP
de la Ville de Maisonneuve.

8 Oct. 1909.

M. L.J.S. Morin,
Montréal.

Mon Cher Monsieur,-

264/
1909
J'ai cru vous avoir transmis des instructions au sujet des plans que vous avez reçus de M. J.E. Vanier concernant la demande que la Ville de Maisonneuve veut faire à la Commission des chemins de fer pour l'érection de barrières à l'intersection de la ligne du Grand Nord et du Terminal et de toutes les rues de cette Ville. -Je n'ai pas trouvé copie de cette lettre et j'en conclus qu'elle n'a pas été transmise.

Pour remettre le tout au point, je dois vous dire qu'à son assemblée du 21 juillet dernier, une résolution a été passée par le Conseil de cette Ville vous autorisant de faire la procédure nécessaire en pareil cas devant la Commission des chemins de fer.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serv.,
Sec.-Trés.
de la Ville de Maisonneuve.

23 Sept. 1909.

The Montreal Terminal Ry. Co.,

&

Le Grand Nord,

Montréal.

264/909

Messieurs,-

J'ai reçu instructions du Conseil de cette Ville de vous dire d'avoir à mettre les voies de chemin de fer de votre compagnie au niveau de la rue aux intersections des rues suivantes, savoir: 1ère., 2ème., 3ème., 4ème. & 5ème. Avenues, et les Avenues-Aird & Bennett.

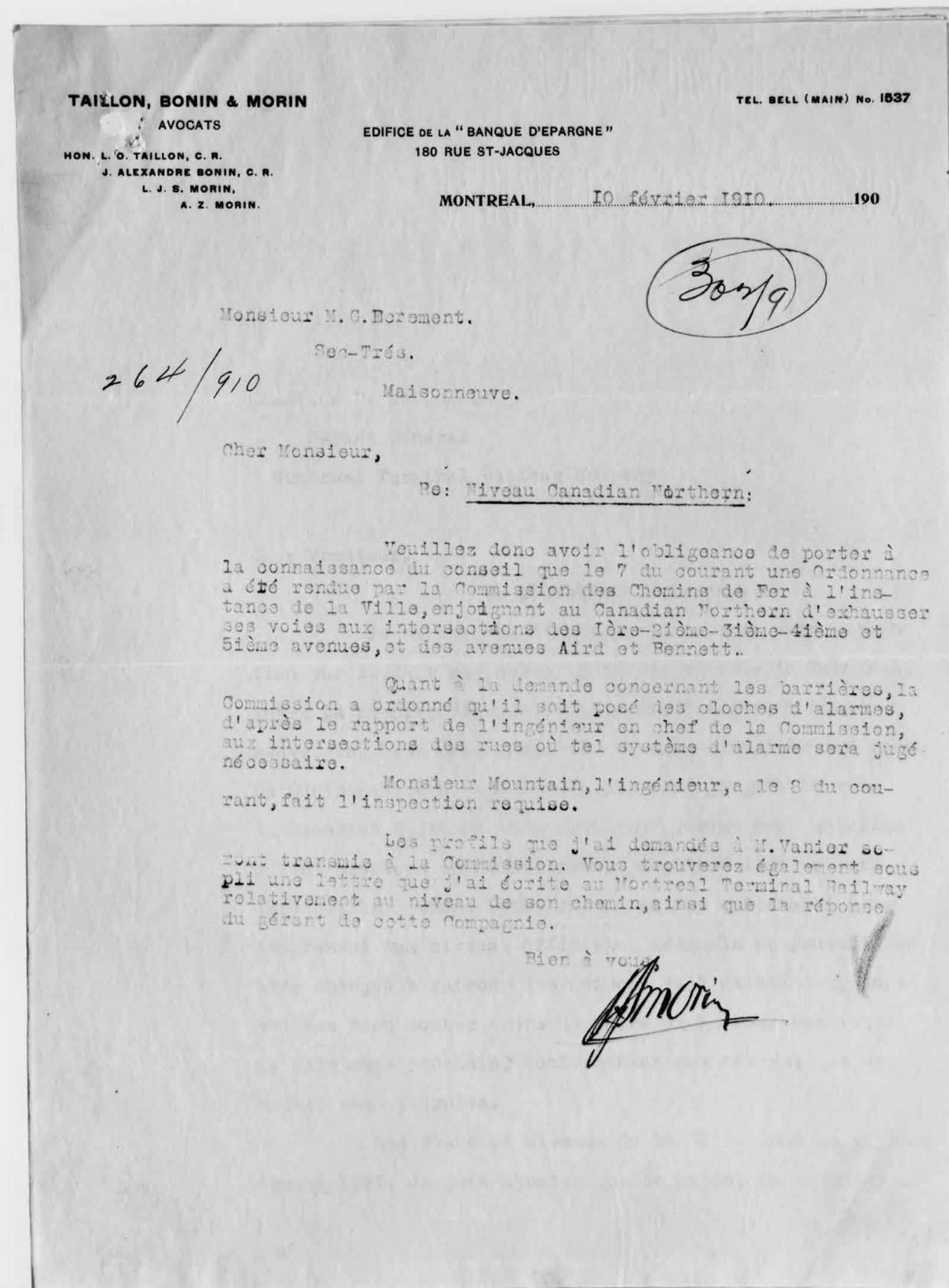
Ce niveau vous sera donné à première requisition par notre ingénieur M. J.E. Vanier; vous n'aurez qu'à m'en faire la demande et immédiatement je verrai à ce que ces instructions soient données. La Ville est actuellement à mettre à leur niveau les rues ci-dessus mentionnées, par conséquent veuillez ne pas retarder l'exécution de votre travail.

J'ai l'honneur d'être

votre très humble serv.,

Sec.-Trés.

de la Ville de Maisonneuve.



MONIN, BONIN & MORIN
AVOCATS
M. L. BAILLON, C. R.
M. ALEXANDRE BONIN, C. R.
L. J. B. MORIN,
A. Z. MORIN.

EDIFICE DE LA "BANQUE D'EPARGNE"
180 RUE ST-JACQUES

MONTREAL, 7 Février 1910. 190

TEL. BELL (MAIN) No. 1837

30/1/1

Monsieur D. McDonald
Gérant Général
Montreal Terminal Railway Company

Cher Monsieur,

Re *Réal* Maisonneuve

Je me permets d'attirer de nouveau votre attention sur le fait que cette partie de la voie du Terminal, entre la première Avenue et l'Avenue Bennett, à Maisonneuve, est bien au-dessous des niveaux officiels des rues. La Municipalité a déjà nivelé ces rues jusqu'à la voie du Canadian Northern et a donné un contrat pour qu'elles soient nivelées et macadamisées jusqu'aux limites Nord de la Ville. Comme votre chemin de fer est établi contrairement aux niveaux officiels, lesquels ne peuvent pas être changés à raison des maisons déjà existantes, vous voudrez bien donner ordre de faire ex-hauser vos voies le printemps prochain, conformément aux niveaux que Mr. Vanier vous fournira.

Les plans et niveaux de la Ville sont en vigueur depuis 1891. Je puis ajouter que ce matin, un ordonnance

BONIN, BONIN & MORIN

AVOCATS

MORIN, L. O. TAILLON, C. R.
J. ALEXANDRE BONIN, C. R.
L. J. S. MORIN,
A. Z. MORIN.

TEL. BELL (MAIN) No. 1537

EDIFICE DE LA "BANQUE D'EPARGNE"
180 RUE ST-JACQUES

MONTREAL.....190

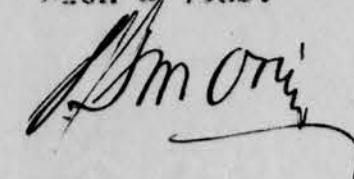
2

a été rendue par la Commission des Chemins de fer, en-
joignant au Canadian Northern, d'élever ses voies en-
tre la première Avenue et l'Avenue Bennett.

Je désire avoir de votre Compagnie, un écrit
que je pourrai mettre devant le Conseil, déclarant que
vous exécuterez ces travaux dès le printemps prochain.
Le délai donné au Canadian Northern, pour ce faire, expi-
re le premier Juin.

J'espère en conséquence, recevoir de vous,
une lettre à cet effet.

Bien à vous.



2

4

6

Journal

Il y a
deux
heures
ment des

Cher Monsieur

Tous deux

Office of THE MANAGER

MR. BONIN & MORN
AVOCATS
11, AVENUE DU MONT-Royal
MONTREAL

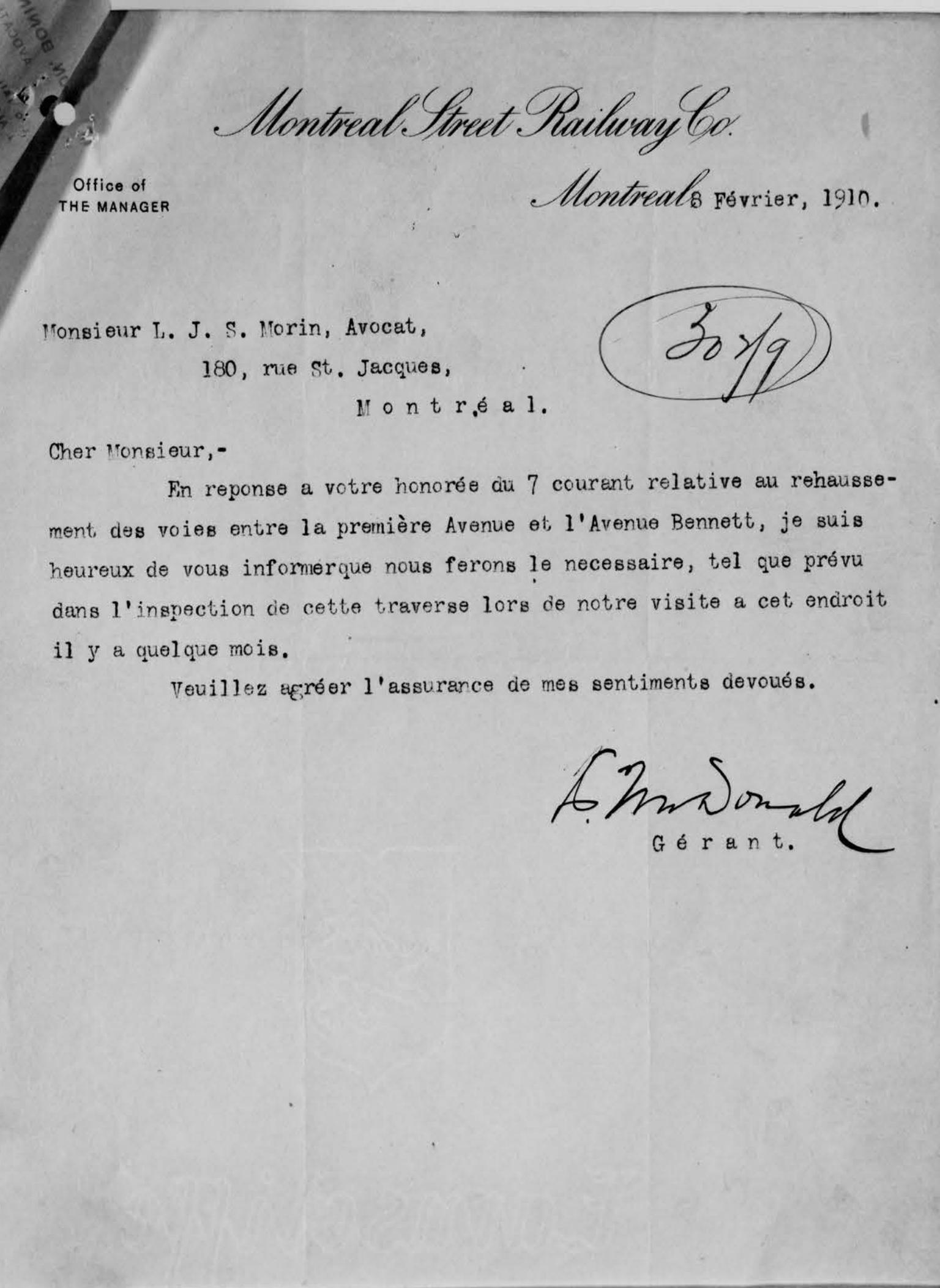
BUREAU DE "LA VILLE DE MONTREAL"
EST UN DES DEPARTEMENTS

100

copie
envoyée
à la
mairie
le 27 fev 1910

Montréal

116, port
Morin & Morin
Montreal
Monsieur



A. D. WRIGHT.
SECRETARY.

BOARD OF
RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.

OFFICE OF THE SECRETARY.
OTTAWA.

Feb. 17th. 1910

30519

File 12453 Case

Dear Sir,

264/910 I enclose herewith certified copy of Order of the
Board No. 9621 dated Feb 7th.

also certified copy of plan in connection therewith.

Please acknowledge receipt.

Yours truly,

A. D. Wright
Secy. B.R.C. ✓

Messrs. Taillom, Bonin & Morin.
Barristers.
180 St Jacques. St.

Montreal Que.

BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.
Examined and certified as a true copy
under Section 23 of "The Railway
Act."
and signed
Secty of Board of Railway Commissioners for Canada,
Ottawa

FEB 18 1910

Order No. 9621

THE BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS FOR CANADA

(3059)

MEETING AT MONTREAL
MONDAY, THE 7TH DAY OF
FEBRUARY, A.D. 1910.

HON. J. P. MABEE,
Chief Commissioner.
HON. M. E. BERNIER,
Deputy Chief Commissioner.
S. J. McLEAN,
Commissioner.

IN THE MATTER OF the applica-
tion of the Town of Maisonneuve, in the
County of Hochelaga and Province of
Quebec, hereinafter called the "Appli-
cant", for an Order directing the Cana-
dian Northern Quebec Railway Company
to raise its railway tracks between First
Avenue and Bennett Avenue, in the ~~sixty~~
said Town, to the level of the said
Avenues as given by the Town Engineers:
File 12458

UPON hearing the application, Counsel for the Railway Company
and the Town appearing at the hearing, and what was alleged; and upon the
consent of the Railway Company--

IT IS ORDERED

1. That the Railway Company raise its tracks between First
Avenue and Bennett Avenue, in the said Town of Maisonneuve, to the grade
of the railway at the said streets, - the said work to be completed by
June 1st, 1910.
2. That in the event of any dispute arising between the parties,
the same be settled by an Engineer of the Board.

(S'G'D.) J. P. MABEE
Chief Commissioner

Board of Railway Commissioners for Canada.

BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.
Examined and certified as a true copy
under Section 23 of "The Railway
Act."
and Bennett
Sec'y of Board of Railway Commissioners for Canada.
Ottawa

FEB 18 1910

18 Mars 1910.

M. J.E. Vanier,
Montréal.

Mon Cher Monsieur,-
Re intersections des rues et du chemin
de fer.

264/910
Veuillez trouver sous pli une lettre en
date du 15 mars du Canadian Northern Quebec Rly. au sujet
du profil des rues de la rue Bennett à la 1ère Avenue avec
l'intersection du chemin de fer, et nous dire si la sugges-
tion contenue dans cette lettre est suffisante. -Je ren-
drai immédiatement une réponse à la compagnie.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur
Sec.-Trés.
M. J. E. Vanier
de la Ville de Maisonneuve.

Chemins de Fer, Tramways, Routes,
Aqueducs, Canaux d'Egouts,
Pavages, etc.

Installation de Pouvoirs Moteurs

ARCHITECTURE

ÉDIFICES PUBLICS ET PARTICULIERS,
ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS, ETC.

ARBITRAGES, EXPERTISES

TELEPHONE BELL: UPTOWN 2816

J. EMILE VANIER

Ingénieur Civil, Architecte et Arpenteur
Provincial

B. A. S.—A. M. C. Soc. I. C.—M. Soc. I. C. de France
M. Soc. des Architectes de la P. de Q.

BUREAUX: No 5, Square Beaver Hall

Montréal, le 23 Mars 1910 19

M.G. Ecrément, Ecr., N.P.
Sec.Trésorier
Ville de Maisonneuve -
264/910

Cher Monsieur,

Re niveaux de la ligne de chemin de fer du GREAT NORTHERN, et la vôtre en date du 18 du courant, j'ai revu les profils de nos rues à MAISONNEUVE, et celui du chemin de fer -

Il résulterait de cet examen que le rail du chemin de fer, se-
rait :

- 1o. A la 1ère AVENUE - au même niveau que la rue
- 2o. à la 2ème Ave. plus haut de 2 pouces -
- 3o. à la 3ème. " " " 1 pied
- 4o. à la 4ème.Ave. " " " 1 1/2 pouce
- 5o. à la 5ème. " " " 4 pouces
- 6o. à la rue AIRD " " " 2 3/4 "

C'est dire que nos profils de rues peuvent rester ce qu'ils sont, quitte à la 3ème Avenue de faire la courbe du macadam plus prononcée dans les 44 pieds de largeur qu'il y a, et à la 5ème. Avenue de déprimer le macadam au centre de 4 pouces environ en arrivant au chemin de fer, tandis qu'à la rue AIRD on remonterait le macadam au centre de 2 3/4 pouces. A la première AVENUE, c'est déjà conforme, et aux 2ème. et 4ème. AVENUES les différences sont négligeables.

Par conséquent je verrai à écrire à la Cie., si vous voulez, que leur profil est acceptable tel que maintenant corrigé et soumis.

Bien à vous, *J. Vanier*
Ingénieur Ville de Maisonneuve

29 Mars 1910.

M. J.E. Vanier,

Montréal.

Mon Cher Monsieur,-

Re niveau du chemin de fer G.Nord

En réponse à la vôtre du 25 courant
re niveau de la ligne de chemin de fer du Grand
Nord, veuillez s.v.p. écrire à la Compagnie que le
profil est acceptable tel que vous l'avez porté
et que vous me le soumettez dans votre lettre.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serv.,

Sec.-Trés.

de la Ville de Maisonneuve.

A. D. R. WRIGHT.
SECRETARY.

BOARD OF
RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.

OFFICE OF THE SECRETARY.
OTTAWA.

MB.

April 16th 1910.

(3529)

File 12452 Case

Dear Sir,

264/900
I enclose herewith certified copy of Order of the
Board No. 10159 dated April 5th 1910.

also certified copy of plan in connection therewith.

Please acknowledge receipt.

Yours truly,

Ad. Castanier

Messrs. Taillon, Bonin & Morin, *Ces. S.R.*
Avocats, Edifice de la "Banque D'Epargne",
180 Rue St. James, Montreal.

✓

2. If it appears at any time that said watchman should be on duty at different hours than those herein provided, or that he should be upon duty longer hours, or that there should be an all night as well as an all day watchman, anyone concerned shall be at liberty to apply to the Board to vary this Order in respect to the hours at which the watchman shall be maintained at the crossing, upon showing proper material including the hours of pedestrian, vehicular and train traffic.

3. That all engines and trains operating over the steam

Order No.

10159

road, whether electric or steam, shall not exceed the speed of six (6) miles an hour between Bermet Avenue and the western boundary of the ~~Town~~.

THE BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS FOR CANADA

4. The wages of said watchman shall be paid by the Canadian Northern Quebec Railway Company, but said Company shall be reimbursed to the extent of one-half of said wages by the

Montreal Terminal Railway Company upon payment to the Board
TUESDAY, THE 5TH DAY OF ~~quarterly~~ APRIL, A.D. 1910.

HON. J. P. MABEE,
Chief Commissioner.
D'ARCY SCOTT,
Asst. Chief Commissioner.
JAMES MILLS,
Commissioner.
S. J. McLEAN,
Commissioner.

IN THE MATTER OF the application of the Town of Maisonneuve, in the County of Hochelaga, Province of Quebec, for an Order directing the Canadian Northern Quebec Railway Company to establish and maintain gates at the intersection of all streets and avenues crossed by the Railway Company in the limits of the said Town of Maisonneuve:

File 12452

SCOTT
UPON the hearing of the application in the presence of Counsel for the Applicant, the Canadian Northern Quebec Railway Company, the Montreal Terminal Railway Company and the Montreal Street Railway Company, and what was alleged by Counsel aforesaid at the hearing ---

IT IS ORDERED AS FOLLOWS:

1. That the Canadian Northern Quebec Railway Company shall appoint and maintain at the crossing at LaSalle Avenue in the said Town of Maisonneuve, a watchman between the hours of 7 a.m. and 7 p.m. daily, the duty of said watchman shall be, among other things, to flag all engines and cars over the said crossing.

2. If it appears at any time that said watchman should be on duty at different hours than those herein provided, or that he should be upon duty longer hours, or that there should be an all night as well as an all day watchman, anyone concerned shall be at liberty to apply to the Board to vary this Order in respect to the hours at which the watchman shall be maintained at the crossing, upon showing proper material including the hours of pedestrian, vehicular and train traffic.

3. That all engines and trains operating over the steam

10159

road, whether electric or steam, shall not exceed the speed of six (6) miles an hour between Bennet Avenue and the western boundary of the Town.

4. The wages of said watchman shall be paid by the Canadian Northern Quebec Railway Company, but said Company shall be reimbursed to the extent of one-half of said wages by the Montreal Terminal Railway Company upon accounts to be rendered therefor monthly or quarterly or as the parties may agree. In the event of their failing to agree the same shall be settled by the Board.

(S'G'D.) D'ARCY SCOTT

Ast Chief Commissioner,

Board of Railway Commissioners for Canada.

BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.

Examined and certified as a true copy
under Section 28 of "The Railway
Act."

E. D'Arcy Scott

Copy of Board of Railway Commissioners for Canada.
Ottawa APR 16 1910

23 Mai 1910.

M. L.J.S. Morin,

Montréal.

Mon Cher Monsieur,-

Re gardiens de nuit ligne de chemin de fer

264/90
J'ai reçu instruction du Conseil de cette ville de vous demander de vouloir bien faire application de nouveau pour obtenir de la Commission des Chemins de fer l'ordre nécessaire pour obliger les compagnies de chemin de fer "Le Grand Nord" et "Le Terminal" à placer des gardiens de nuit à l'intersection des rues où ces compagnies ont placé des gardiens de jour.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur

Sec.-Trés

de la Ville de Maisonneuve.
[Signature]

Maisonneuve, 27 août 1913.

M. le Maire,
MM. les Echevins.

264/3
Je crois devoir attirer l'attention sur le fait que la Dominion Cotton Spool, la Raffinerie et autres n'ont pas d'appareils de sauvetage pour les employés. L'exemple de la Rideau Shoe nous démontre qu'il y a nécessité urgente de munir toutes les maisons industrielles d'appareils de ce genre. Je profite de l'occasion pour soumettre à votre Conseil que tout dernièrement une voiture de la Corporation a été frappée par une locomotive du Grand Nord, et nous aurons tôt ou tard des pertes de vies à déplorer si des barrières ne sont pas placées à la section des rues.

(Signé) Dr. P. Lussier

Off.- Santé.

Vraiecopie.

Ass. Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

(L'original de cette lettre fait partie du dossier No. 210, dép.t de santé.)

15 Sept. 1913.

M. L. J. S. Morin,
Montréal.

Mon cher monsieur,-

Re traverses du Grand Nord.

La question des traverses à niveau de la Compagnie du Grand Nord et les dangers en derivant, est revenue sur le tapis à l'assemblée du Conseil du 10 septembre courant, et ce dernier vous a autorisé de lui faire rapport s'il y a moyen d'obliger la Compagnie du Grand Nord à poser des barrières à l'intersection des rues et prévenir ainsi tout danger.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur

Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

/AT/

30 Oct. 1913.

Warden King Limited,
Maisonneuve.

Gentlemen,-

264/913

Your letter dated the 28th inst. complaining
about the accident which took place on the C.N.Q.R. crossing
at Bennett Av. on the same day, has been read to the Council
at its last meeting and then referred to our legal adviser
with instructions to bring the case before the Board of
Railway Commissioners and to remedy the evil complained
about.

I remain

Yours truly,
Sec.-Treas.
W.M.
of the City of Maisonneuve.

31 Octobre 1913

M. L. J. S. Morin,
Montréal.

Mon cher monsieur,-

269/913
Je vous transmets sous pli
une lettre de la Warden King Ltd., en date du 28 octo-
bre courant, au sujet d'un accident arrivé sur l'avenue
Bennett à l'intersection du chemin de fer le Grand Nord,
et j'ai été autorisé de vous référer cette lettre avec
instructions de porter la plainte de ladite Compagnie
devant la Commission des Chemins de fer pour obtenir
un remède à ce dont on se plaint.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur
Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

2

463/11

23 février 1914

M. L. A. S. Morin,

Montréal.

Mon cher monsieur,-

264/14

Re traverses du C.N.Q.R..

Je vous transmets sous pli un ordre en Conseil, No.21350, daté du 13 courant, re C.N.Q.R., au sujet de la traverse du chemin de fer à la rue Bennett: Vous avez été autorisé de servir fortement contre les intentions de la Commission des Chemins de fer de faire supporter par la Cité de Maisonneuve une partie du coût de l'entretien d'une barrière à l'endroit ci-dessus.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur

Ass. Sec. Trés.

de la Cité de Maisonneuve.

/ATM/

25 Sept., 1914.

Canadian Northern Quebec Railway,
74 King Street,
Toronto.

Messieurs,-

Re interception des rues

Il arrive très fréquemment que des trains de marchandises stationnent sur votre ligne bloquant ainsi les rues dans la Cité de Maisonneuve. L'autre jour encore, un train de fret est demeuré tout près d'une heure, interceptant la circulation sur les rues 1ère., 2ème., 3ème., 4ème. et 5ème. avenue.
-L'article 279 de l'Acte des Chemins de Fer, défend à toute Compagnie de stationner plus de cinq minutes sur toute rue publique.

En conséquence j'ai reçu instructions du Conseil de cette Cité de vous notifier d'avoir à donner des instructions à vos employés, de manière à remédier à cet état de chose, autrement la Cité se verra obligée d'arrêter et de conduire au poste, les personnes qui ne se conformeraient pas audit article.

Espérant que vous ne donnerez pas occasion à la Cité de mettre cette décision en force,

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serv.,
Sec.-Trés.

mly
de la Cité de Maisonneuve.

344/12

Canadian Northern Railway System
EASTERN LINES

Montreal, June 11th./15. 191

323.4.

? _____

City of Maisonneuve, Que.

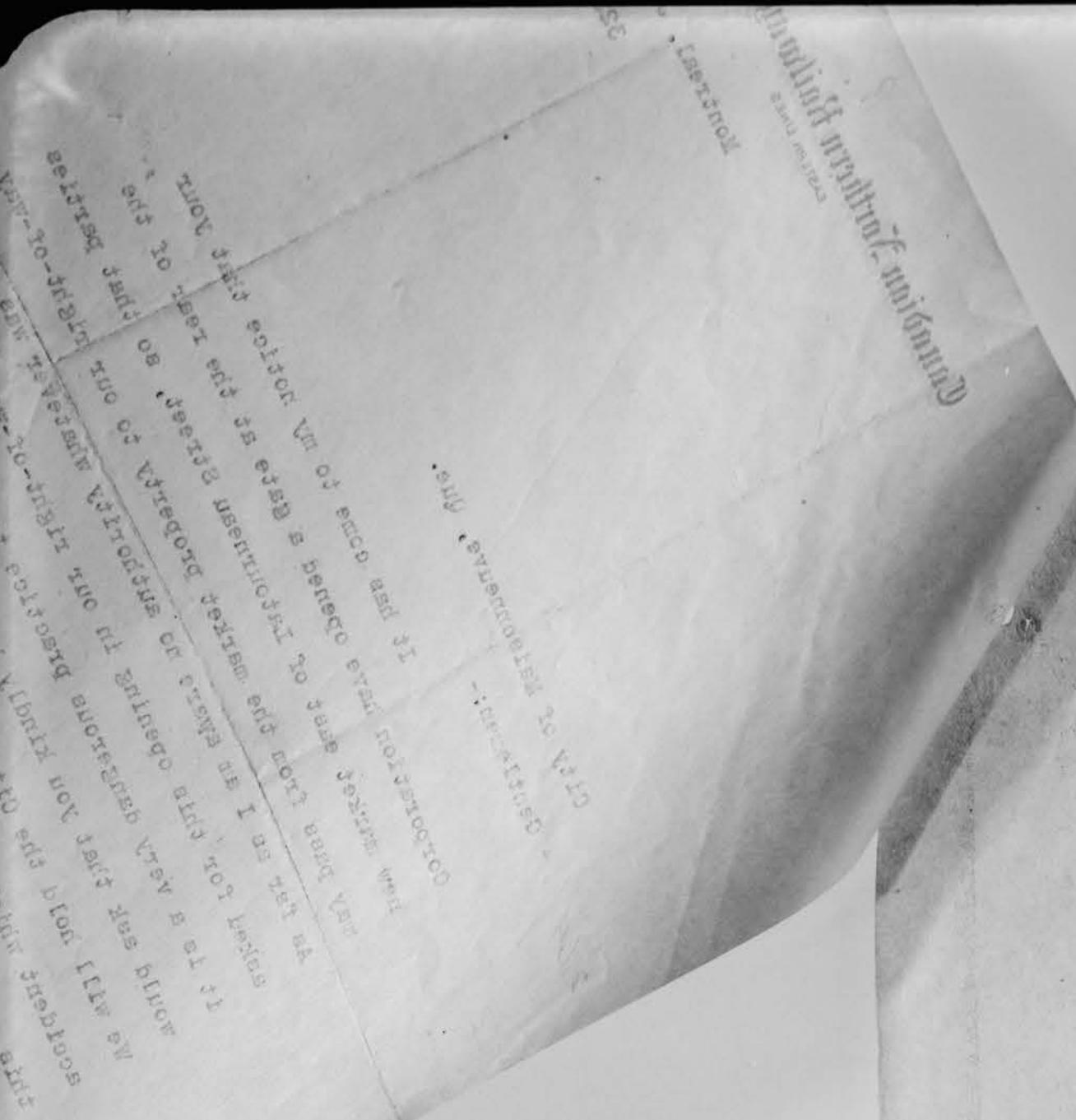
264/15 Gentlemen:-

It has come to my notice that your Corporation have opened a gate at the rear of the new market east of Latourneau Street, so that parties may pass from the market property to our right-of-way. As far as I am aware no authority whatever was ever asked for this opening in our right-of-way fence and as it is a very dangerous practice to have such an opening, would ask that you kindly have this gateway closed up. We will hold the City of Maisonneuve responsible for any accident which may be caused owing to the presence of this gateway.

Yours truly,

W. A. Ringland

DJ/WOL. Actg. General Superintendent.



547/12

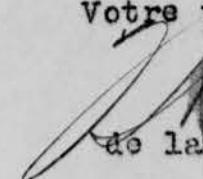
17 Juin, 1915.

M. Jos. DuSault,
Maisonneuve.

Cher Monsieur,-

Empiètement sur propriété C N Ry System
près du marché public

Veuillez trouver sous pli copie d'une lettre de Canadian Northern Railway System, en date du 11 juin courant. Cette lettre après avoir été soumise au Conseil de cette Cité, à son assemblée du 16 du même mois, vous a été renvoyée.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur

Ass. Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

AT/



CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

Montreal, July 12/15.

19

323.4

M. Kingland

City of Maisonneuve, Que.,

Gentlemen. -

On the 11th. ult. I wrote you as per copy
of letter attached, in connection with gateway which has been
opened at rear of Market east of Latourneau Street on to the
Company's right of way.

Will you kindly let me hear from you advising
what you intend doing in this matter.

Yours truly

M. Kingland

DJ-HMJ.

Acting General Superintendent.

P.S. Try the C.N.R. new night
trains between Ottawa, Quebec
and Valcartier, also between
Montreal, Quebec and Valcartier
connecting at Ottawa with Toronto
trains.

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM



C O P Y

Montreal, June 11th 1915.

19

323.4.

Copy

City of Maisonneuve, Que.

Gentlemen:-

It has come to my notice that your Corporation have opened a gate at the rear of the new market east of Latourneau Street, so that parties may pass from the market property to our right-of-way. As far as I am aware no authority whatever was everasked for this opening in our right-of-way fence and as it is a very dangerous practice to have such an opening, would ask that you kindly have this gate closed up. We will hold the City of Maisonneuve responsible for any accident which may be caused owing to the presence of this gateway.

Yours truly,

(Sgd) W. A. KINGSLAND.

DJ-WOL.

Acting General Superintendent.

16th July. 1915.

Canadian Northern Railway System,
c/o General Superintendent,
Montreal.

Dear Sir:-

Re gateway C.N.R near Public Market

Referring to your letter of the 11th of
June last (1915) which had been referred to our Mr.
DuSault, Superintendent, and your other letter of the
12th instant, I am informed by said Mr. DuSault that the
gateway referred to in your letters has been closed.

I remain

Yours truly

Ass. Sec. Treas.

of the City of Maisonneuve.

AT/

18 Août, 1915.

Canadian Northern Quebec Rly.,
c/o General Superintendent,
Montreal.

Cher Monsieur,-

Appointer un gardien #le.Ave. & Grand
Nord durant les courses

264/15
J'ai reçu instructions du Conseil de cette
Cité de vous informer que des courses seront tenues aux
limites de la Cité de Maisonneuve, du 21 au 28 août cou-
rant, de 1 hr. à 7 hrs. p.m. -Comme cet évènement donne-
ra lieu à l'encombrement, auriez-vous l'obligeance d'ap-
pointer un gardien qui se tiendrait à l'angle de la 1ère.
Avenue et de votre chemin de fer aux dates et aux heures
ci-dessus mentionnées, afin de prévenir tous accidents.

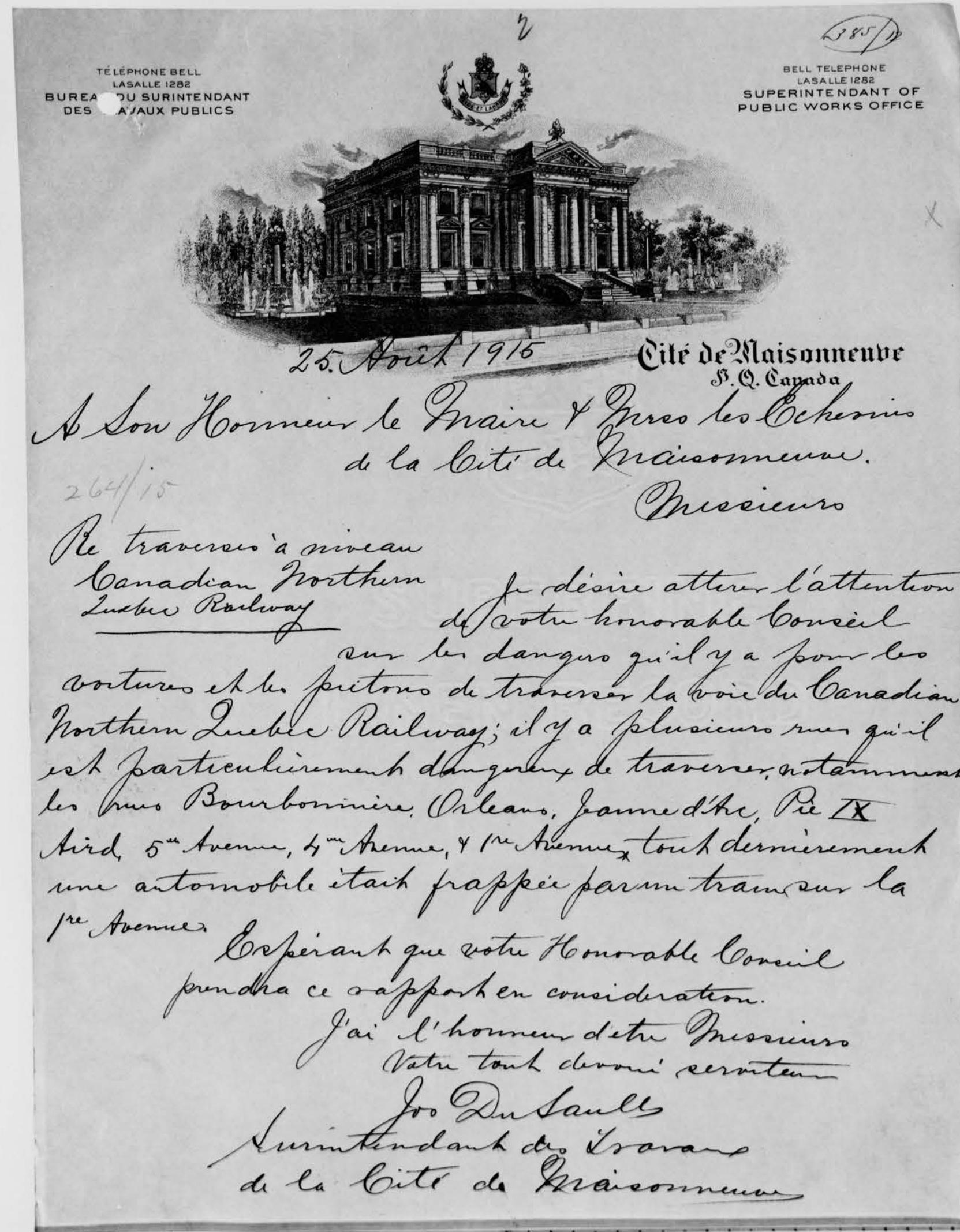
J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur

Ass.Sec.Trés.

de la Cité de Maisonneuve.

AT/



TEL LASALLE 836

Marius Dufresne Ba.Sc. J.C.-A.G.

BANQUE DE TORONTO
coin Ontario et Casalle

Maisonneuve le 10 Novembre 1915,

(67/3)

CITE DE MAISONNEUVE.

Mr. Jos. Hinton, Sec-Trésorier.

264/n

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de faire rapport que la Compagnie Canadien Nord n'est pas disposée à baisser le niveau de ses voies à l'intersection du Boulevard Pie IX, tel que dit dans sa lettre ci-incluse du 20 Novembre dernier.

Notre bureau a présenté à la Compagnie un plan en date du 18 Novembre montrant les nouveaux profils à suivre le long de leur voie, afin que les pavages du Boulevard Pie IX à l'intersection du Canadien Nord soient d'après les profils de la Ville.

Votre tout dévoué,

Marius Dufresne,
Par *O. L. Dufort*



CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

Montreal, Nov. 20/15.

19

9337

Mr. Jos. Morin, Advocate,
No. 180 St. James Street,
Montreal, Que.,

Dear Sir, -

Replying to your letter of the 11th. inst.
relative to lowering grade of our right of way between
Charlemagne St. and LaSalle Avenue, Maisonneuve.

This matter has been given considerable
consideration and I beg to advise that the Company will not
consent to the tracks being lowered as the scheme is
thoroughly impracticable. This matter can be overcome
by the City making approaches in their street
at each side of our track.

Sorry that we cannot see our way clear
to grant your request.

Yours truly

W. A. Kingsland
General Superintendent.

WAK/HMJ.

DICTATED
W. A. KINGSLAND

D25/R1 27

FRI 10 NOV 1915

2 4 6

24 Déc. 1915.

M. Marius Dufresne,
Maisonneuve.

Cher Monsieur, -

Re niveau des voies ferrées
C N R à l'intersection du Blv Pie IX

En réponse à l'information que vous m'avez demandée ce matin par téléphone, concernant une lettre que vous nous adressiez le 10 novembre dernier (1915), au sujet du niveau des voies ferrées du C N R à l'intersection du Boulevard Pie IX et plan de la Compagnie à ce sujet, je dois vous dire que cette lettre n'a pas été soumise au Conseil. -Par mégarde, elle est restée dans mon bureau et n'a pas été mise sur l'ordre du jour. -J'y verrai à la prochaine assemblée.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur


Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

MLL/AT

D25/R1 27

CLASS SCHAU

2 4 6

2
8 Janvier, 1916.

M. Marius Dufresne,
Maisonneuve.

Cher Monsieur,-

264/16
Re niveau des voies du C.N.
La vôtre en date du 10 novembre, 1915, accompagnée de plan, etc, faisant rapport que la Compagnie Canadien Nord n'est pas disposée à baisser le niveau de ses voies à l'intersection du Boulevard Pie IX, a été soumise au Conseil de cette Cité à son assemblée du 29 décembre dernier (1915) puis déposée aux archives.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur
Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

AT/



CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

Toronto, Ont. 2nd July 1915.

19

Mr. Jos. Hinton,
Assistant Secretary-Treasurer, City of Maisonneuve,
Maisonneuve, Quebec.

Dear Sir:-

Your letter of the 25th June has just reached
me this morning and I am having your Complaint investigated and
you will hear direct from our Acting General Superintendent,
Montreal on the subject.

Yours truly,

Assistant to President.

668 Orleans Ave 1916/13 41

Maisonneuve

July 14th 1916

Maisonneuve City Council

Gentlemen

I would like to draw your attention to
the extreme danger to life & limb
due to the level crossings of the C.N.R.
on Orleans Ave & Bourassa St. These
throughfares in question have no gates
to protect the public to lower when
trains are approaching the same
as they are compelled to have in
the City of Montreal. With the
many children as there are on the
above two streets, I hope something
will quickly be done in this
matter for the peace of mind of
parents who live in the vicinity.
Owing to the noise from the Electric
Power Stn & the wood yard being so
close to tracks that even adults
run the same danger, as you
cannot hear cars that are backing
up. On the evening of the 13th inst
at 7 P.M. a small boy was knocked
down by some empty passenger cars
backing towards St Catherine St Stn

42

but luckily cleared the wheels of
the car such escapes will not
always happen. I am an interested
party being the father of young
children. I hope you will give
this matter your immediate &
earnest attention and receive
the thanks of the people

I am
Yours truly
H.W. Hall

21 Juillet 1916

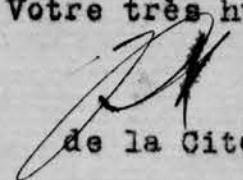
M. H.W.Hall
668 Orléans
Maisonneuve.

Cher Monsieur,-

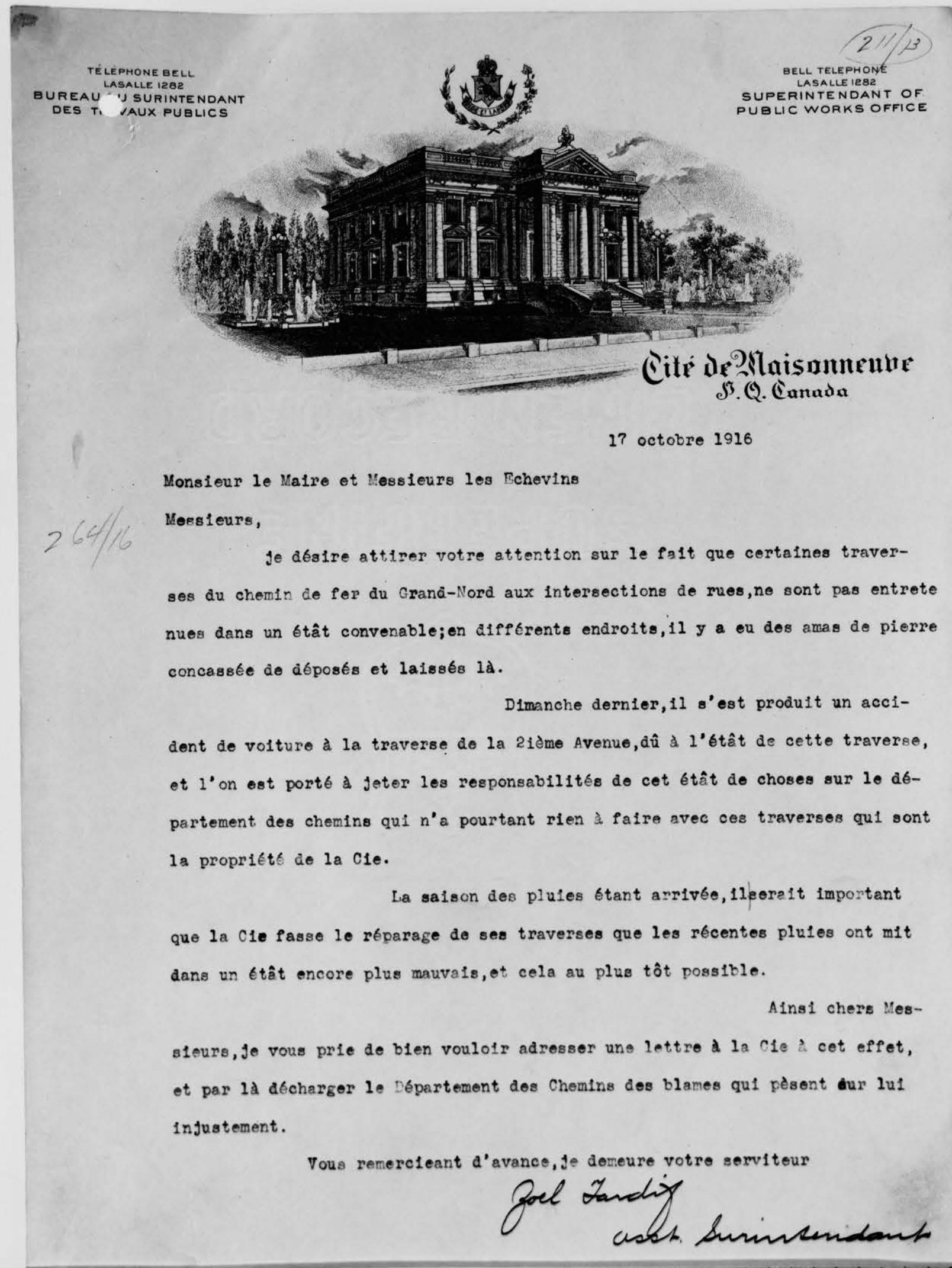
264/16
Danger des traverses à niveau
du C.N.R. rue Orléans & Bourbonniere

La vôtre en date du 14 juillet, 1916, a été soumise au Conseil de cette Cité à son assemblée du même jour. Il a alors été résolu de prendre cette lettre en sérieuse considération.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur,

Sec.-Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

MLL/AL



25 Octobre, 1916.

Canadian Northern Quebec Rly,
Montréal.

264/16
Messieurs,-

Mauvais état traverses à niveau à l'intersection du chemin de fer.

J'ai reçu instructions du Conseil de la Cité de Maisonneuve, à son assemblée du 18 octobre courant, de vous transmettre copie de la lettre que vous trouverez sous pli.

Vous voudrez bien en même temps prendre communication de la résolution qui a alors été adoptée, comme suit, savoir:

"Lecture d'une pétition de M. Zoel Tardif, en date du 17 octobre, 1916, faisant rapport que certaines traverses à l'intersection du chemin de fer C.N.R. ne sont pas entretenues convenablement, notamment la traverse de la 2^e Avenue où il est arrivé un accident de voiture."

"Proposé et résolu unanimement:"

"Que copie de cette lettre soit transmise à Canadian Northern Railway System; qu'il soit déclaré en même temps qu'elle sera seule tenue responsable de tous dommages qui pourraient survenir à raison de cet état de choses. Le Secrétaire est aussi autorisé à attirer l'attention de ladite Compagnie sur le mauvais état de la traverse à l'intersection de la rue Ontario à proximité de la rue Valois." Nous espérons que vous accorderez toute votre attention à la présente. Votre tout dévoué,

JK
Sec.Trés.

de la Cité de Maisonneuve.

AT/

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

OFFICE OF THE GENERAL SUPERINTENDENT

Montreal, November 14th, 1916

9377

City of Maisonneuve,
MAISONNEUVE, P.Q.

Attention of Secretary-Treasurer

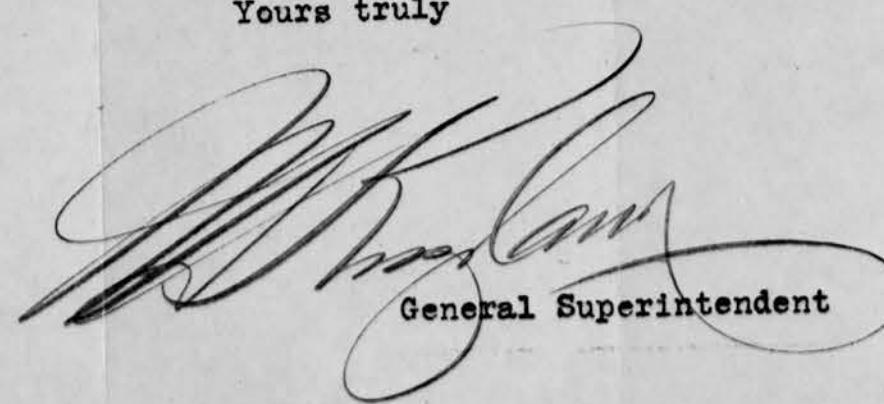
Dear Sir, -

264/16
Replying to your letter of 25th October calling our attention to letter from Zoel Tardif, Assistant Superintendent of Roads in regard to condition of crossings at Bourbonnier, Orleans and Jean D'Arc Streets.

This is to advise you that we have taken steps to remove the piles of broken stone that you complain of and that steps have been taken to repair all crossings in Maisonneuve. Ontario Street crossing, which is in the City of Montreal has also had our attention.

Trusting the matter is now satisfactory,

Yours truly



General Superintendent

18 janv. 1921

RUE DESJARDINS; Passage à niveau

Voir aussi le dossier

No: 9177
3ème série
CONSEIL
Rapports et dossiers.

Dossier relatif au salaire payé au gardien
de la traverse à niveau de la rue Desjardins.

D25/R1 27

GRAN SCHAU

2 4 6

**EXTRAIT DES LISTES DE PAIE DES EMPLOYES TEMPORAIRES
DE MONTREAL**

ANNEES 1919, 1920, 1921.

Année 1919

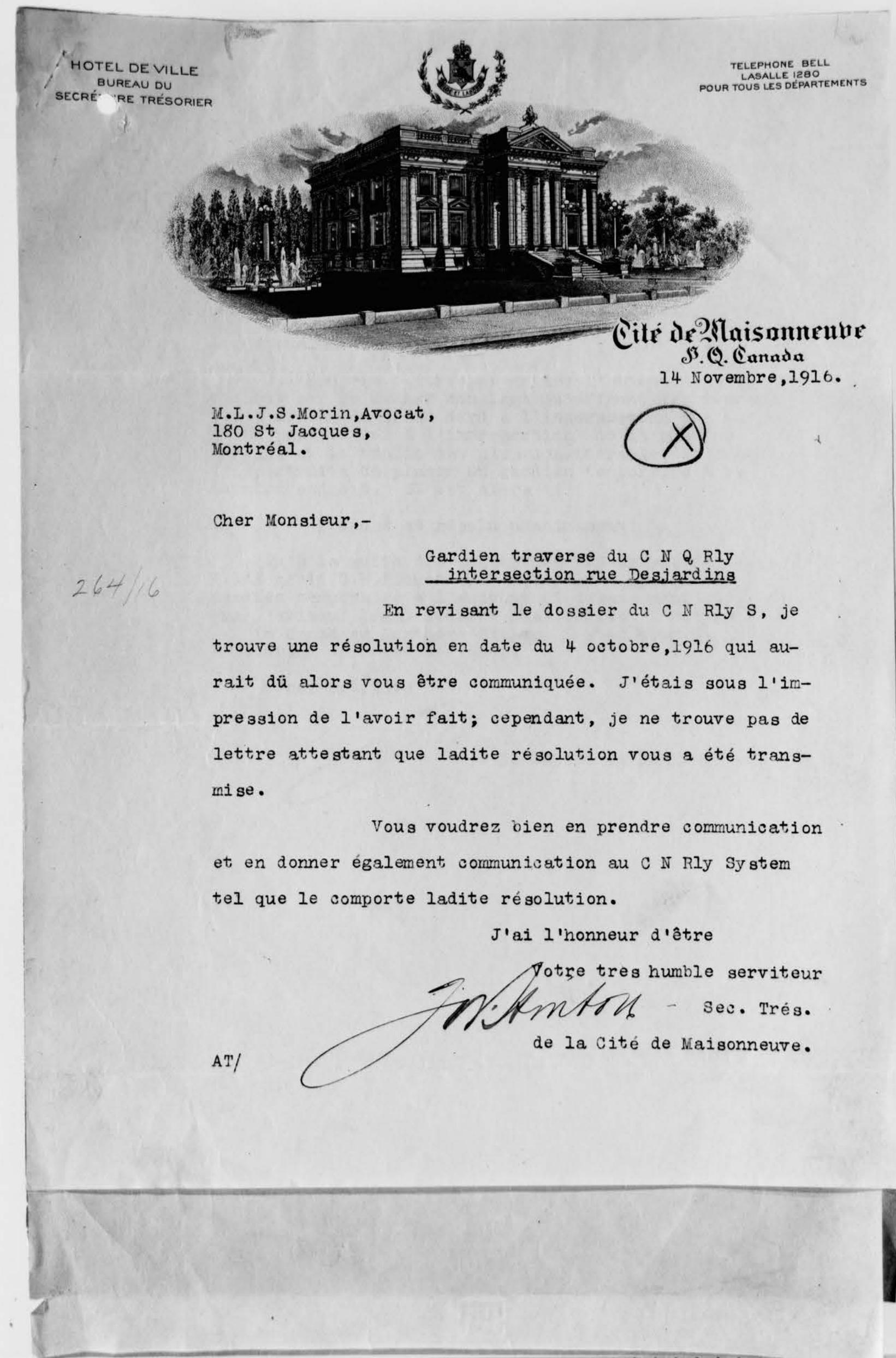
Service de la Voirie; Division est.
Gardien: M. E.Lacoste
Salaire: \$2.75 par jour
Salaire déductible de :"General Adm'n of Rly Crossings".

Année 1920

Service de la Voirie; Division est.
Gardien: J.Desforges
Salaire: \$2.75 par jour
Salaire déductible de :"General Adm'n of Rly Crossings".

Année 1921

Service de la Voirie; Division est.
Gardien de la barrière, rue Desjardins.
M.J.Desforges.
Salaire: \$2.75 par jour.
Salaire déductible du crédit de \$1,001. voté le
18 janvier 1921 en faveur du Service des Travaux-publics.



(X)

6

Extrait du livre des délibérations du Conseil de la Cité de Maisonneuve, à son assemblée régulière du 4 octobre, 1916, à laquelle sont présents: M.le Maire Lévie Tremblay et MM.les Conseillers G.N.Pichet, H.A.E. Morin, Elz. Lapointe, J.E. Vigeant & Wilf. Tardif, formant un quorum, savoir:

M.l'Echevin G.N.Pichet attire l'attention du Conseil sur le danger constant qu'offrent les traverses à niveau du Grand Nord à l'intersection des rues et en particulier à l'intersection de la rue Desjardins où le trafic est plus considérable, et suggère l'opportunité de placer un gardien temporaire à ce dernier endroit. Il est alors

Proposé et résolu unanimement:

Qu'à la suite des suggestions ci-dessus faites, M.l'Echevin G.N.Pichet soit autorisé à appointer un gardien temporaire à l'endroit ci-dessus mentionné, et que l'aviseur légal reçoive instructions d'écrire à la Cie Canadian Northern Railway System pour la mettre au courant de cette décision.

(Vrai extrait)

J.W. Anton - Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

(X)

November 17th. 1916

Montreal, Nov. 17th.

1916

Canadian Northern Quebec Ry.,
MONTREAL.

Mr. Manager:-

You should be aware that the crossing of your railway, at the intersection of Desjardins street, in Maisonneuve, is dangerous. The traffic is rather heavy, and — taking into consideration, the fact that this particular spot is used by you as a yard, the Council asks that you provide protection, either with a watchman or otherwise.

I will be glad to hear of your decision before applying to the Board,

Yours truly,
L. J. Morin

Copie

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

OFFICE OF THE GENERAL SUPERINTENDENT



Montreal, Nov. 25/16

323

Messrs.
Taillon, Bonin, Morin & Laramee,
Montreal.

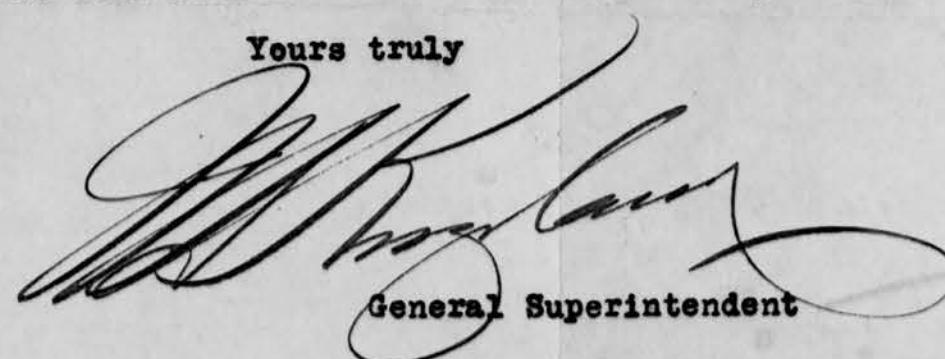
Dear Sir, -

Attention of Mr. Jos. Morin

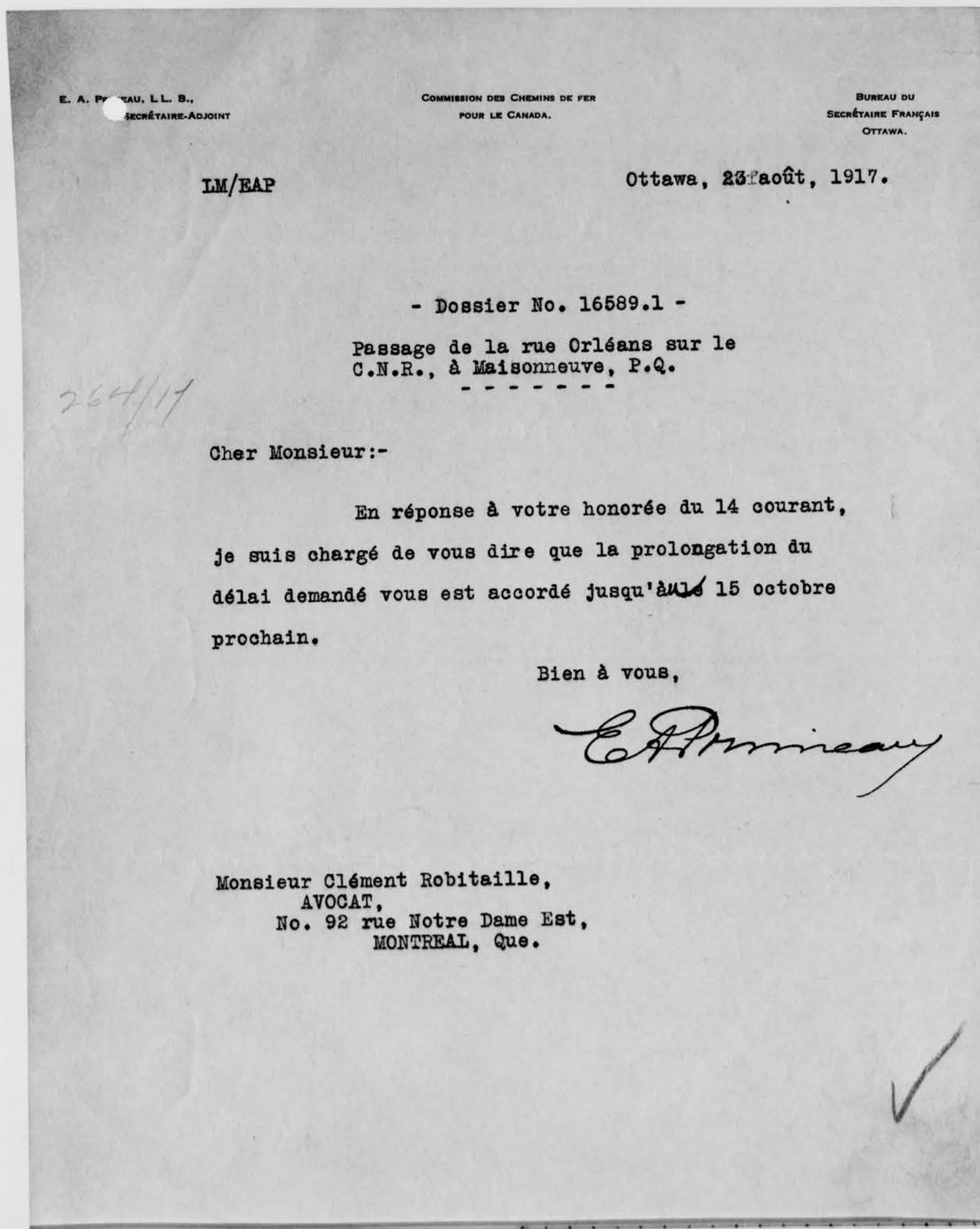
Replying to your letter of the 17th.
instant calling our attention to condition of Desjardins
street crossing in the City of Maisonneuve. I suggest
that in this case the Railway Company erect a standard
railway crossing signal bell, as a warning to people of
approaching trains. These signals are operated by
electricity and are used all over the Dominion.

If this is satisfactory, kindly advise and
I will have bell installed with as little delay as possible.

Yours truly



A large, handwritten signature in cursive script, appearing to read "W. B. L. General Superintendent".



30 Août, 1917.

M. Baker & Robitaille, Avocats,
Aviseurs légaux,
Montréal.

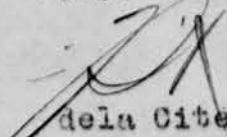
Messieurs,-

Dossier No. 16589.1 Commission des
Chemins de Fer - Passage rue Orléans C.N.R.

Au sujet de l'information que vous me demandiez
hier à la suite d'une lettre en date du 23 août dernière, qui
vous a été adressée par la Commission des Chemins de fer
pour le Canada, je dois vous informer qu'après investiga-
tions faites dans les dossiers de la Cité, je constate
que ladite Cité est en possession de la partie de la rue
Orléans traversant le chemin de fer C.N.R., depuis le 28
octobre, 1903. - Lorsque vous aurez l'occasion de
passer au bureau, je pourrai vous laisser voir les titres
à ce sujet.

Veuillez me croire

Votre tout dévoué


Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

AT/

Tél. Bell Main 26 Résidence : 172 Avenue Lasalle
CLEMENT ROBITAILLE, B.A. LL.B. Tél. Bell Est 2717
Avocat et Procureur
92 rue Notre-Dame Est
CHAMBRE 342
En face du Palais de Justice. MONTREAL
M. E. A. Primeau,
Secrétaire,
Commission des chemins de fer du Canada.
264/17 Monsieur,
Ci-inclus veuillez trouver notre factum
du dossier 16589.1, passage de la rue Orléans sur le
C.N.R.
Veuillez donc nous dire le nom de l'avocat
du C.N. qui s'occupe de cette affaire, afin de lui
communiquer notre factum, et obligerez,
Vos dévoués.
Baker & Robitaille

No.

DOSSIER No.16589. 1

COMMISSION DES CHEMINS DE
FER DU CANADA.

Passage de la rue Orléans sur
le C.N.R. à Maisonneuve.

FACTUM DE LA CITE DE MAISON-
NEUVE.

Mtres. BAKER & ROBITAILLE
Procureurs de la cité de Maison-
neuve.

... que la compagnie n'a pas obtenu d'autorisation pour construire
l'avenue dans la municipalité et une convention municipale ou
Commission des chemins de fer du Canada,

au public. O T T A W A. à l'instigation de la Commission
"toute protection, surtaxe et franchise à tout endroit où le
"chemin de fer traverse une voie publique."

DOSSIER No.16589. 1

des chemins de fer au Canada à la compagnie Canadian Northern
Passage de la rue Orléans sur le C.N.R. à
l'instigation Maisonneuve.

soit au moyen de cloches ou de brouillards.

Nous avons l'honneur de soumettre que la cité
de Maisonneuve est devenue propriétaire de la rue Orléans, par
acte de cession passé devant Mtre. M. G. Ecrement, le 28 oc-
tobre 1903.

La compagnie Canadian Northern aurait acquis
vers décembre 1904 le chemin de fer de la Belt Line qui ex-
ploitait un chemin de fer électrique et le Canadian Northern
ne paraît pas avoir demandé l'autorisation ou la permission
d'exploiter un chemin de fer à vapeur dans cette partie de
la cité de Maisonneuve.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le secrétaire
de la ville de Maisonneuve à M. Cartwright, le 7 novembre
1908: "En réponse à la vôtre du 28 juillet dernier concer-
nant la compagnie du Grand Nord, je dois vous dire que la
ville de Maisonneuve n'a pas eu à faire de termes ni condi-
tions avec cette compagnie pour son passage dans les rues de
cette ville; la Compagnie a traversé la municipalité sans en
demander la permission. J'ai l'honneur d'être, Votre très hum-
ble serviteur. " (Signé) M.G.E. Sec.-trés.de la ville de Mai-
sonneuve".

En 1911 la compagnie a établi une deuxième
voie traversant cette rue. Nous citons l'article 6 chap. 32
8-9 Edouard VII (1909) sec. 238 A: "Dans chaque cas où un che-
min de fer se construira après l'entrée en vigueur de la
"présente loi, la compagnie devra à ses propres frais et dé-

"pens (à moins qu'il ne soit autrement stipulé par contrat
"passé entre la compagnie et une corporation municipale ou
"autre ou une personne et agréé par la Commission), fournir
"au public, subordonnément à l'ordonnance de la Commission,
"toute protection, sûreté et commodité à tout endroit où le
"chemin de fer traverse une voie publique."

En conséquence, nous prions, la Commission
des chemins de fer d'imposer à la compagnie Canadian Northern
l'obligation de protéger le public à ses frais et dépens,
soit au moyen de cloches ou de barrières.

Le tout humblement soumis.

Montréal, 5 octobre, 1917.

Baker & Robitaille

Procureurs de la cité de Maisonneuve.

92 Notre-Dame Est,

MONTREAL.

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM
LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K.C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
R. H. M. TEMPLE
A. J. REID, K.C.
SOLICITORS, TORONTO
W. W. EVANS
SOLICITOR, WINNIPEG

TORONTO. October 13th, 1917.

REFER TO T/1014-58-49

Messrs. Baker & Robitaille,
Advocates, etc.,
92 Notre Dame St., E.,
Montreal, P.Q.

Dear Sirs:-

Re Orleans Street Crossing - C.N.Q. Maisonneuve.

This will acknowledge the receipt of your letter
of the 11th instant, enclosing your application to the Board
in the above matter.

Yours truly,

R. H. M. Temple

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K.C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
R. H. M. TEMPLE
A. J. REID, K.C.
SOLICITORS, TORONTO
W. W. EVANS
SOLICITOR, WINNIPEG

TORONTO,

October 22nd, 1917.

REFER TO T/1014-58-49

Messrs. Baker & Robitaille,
City Solicitors,
92 Notre Dame St. East,
Montreal.

Dear Sirs,-

re protection at Orleans Street crossing, Maisonneuve.

With reference to your letter to me of the 11th
instant enclosing a copy of your factum in this matter,
I attach hereto a copy of a letter I have today written to
the Board, and would be glad if you will kindly acknowledge the
receipt.

Yours truly,

Atte.

R. H. M. Temple

(Copy)

October 23rd, 1917.

T/1014-58-49

A. D. Cartwright, Esq.,
Secy., Board of Railway Commissioners for Canada,
Ottawa.

Dear Sir,-

File No. 16589.1, re protection at Orleans Street
crossing, Maisonneuve.

With reference to an application dated the 5th instant made by Messrs. Baker & Robitaille, Solicitors for the City of Maisonneuve in the above matter, we beg to point out that practically all the points raised in this application are fully answered in our letter to the Board of the 19th of April last, a copy of which was sent to the Town Solicitor, Maisonneuve.

The first statement that the Canadian Northern acquired in December 1904 the Belt Line Railway is incorrect. We never acquired the Belt Line Railway and do not now own it and therefore required no permission from the City of Maisonneuve to operate a steam railway.

The Canadian Northern Interests acquired the stock of the Chateauguay and Northern Railway which owned the right-of-way through Lot 18 referred to. They sold the whole right-of-way to

T/1014-58-49..

-2-

(Oct. 23rd, 1917)

Mr. Cartwright Cont.

The Montreal Park & Island, and as stated in my letter, by Deed dated the 26th of June 1902, the Montreal Terminal Railway Company transferred to the Chateauguay & Northern the right-of-way now operated by the Canadian Northern Quebec Railway through this lot.

The plans of the Chateauguay & Northern were properly approved under the Quebec Railway Act and that Company is authorized by Statutes of Quebec 1895, Chapter 64, Section 6, to operate by steam. The Section reads as follows:- "The Company is authorized to operate its Railway and branches by electricity or other motive power besides steam". The plans being properly approved therefore, under the Quebec Railway Act, there was no necessity for the Company to obtain any other approval.

With reference to the second point as to the construction of the second railway track across this street and the contention that as said track was constructed after the amendment to the Act in 1909 we should pay the full cost of protection, we submit that the said amendment to the Railway Act does not apply to this crossing.

It is true that we applied to the Board for authorization for the second track, but as explained in my above-mentioned letter, this Order should in no way affect our position of seniority, because we own the property where Orleans Street crosses our tracks and we submit that we could at any time have constructed a double track

T/1014-58-49.

-3-

(Oct. 23rd, 1917)

Mr. Cartwright Cont.

over this highway without any authorization since the highway crossing is not legalized. We could further have fenced off the crossing so as to compel the City to make a proper application to the Board for leave to cross the Railway. We submit therefore that the Board should not compel the Railway to bear any portion of the cost of protection of this highway. There is no question as to the ownership of the right-of-way. The City never did obtain a Deed for that portion of the street crossing the Railway; they acquired the land for the highway on each side of the railway by Deed dated the 28th of October 1903 after the Railway had acquired its right-of-way and long after its plans had been registered and approved.

I am sending a copy of this letter to the City Solicitors.

Yours truly,

R.H.M. Temple

E. A. PRIMAU, LL.B.,
SECRÉTAIRE-ADJOINT

COMMISSION DES CHEMINS DE FER
POUR LE CANADA.

BUREAU DU
SECRÉTAIRE FRANÇAIS
OTTAWA.

Ottawa, 30 octobre, 1917.

Messieurs Baker & Robitaille
Avocats
92, Rue Notre Dame Est
MONTREAL.

No. 16589.1

Passage de la rue Orléans sur le C.N.R. à Maison-
neuve.

Messieurs:-

L'avocat de la Compagnie du Nord Canadien nous
fait parvenir, en date du 23 courant, sa réponse à
votre factum produit le 5, dont une copie vous a été
envoyée par M. Temple.

Je viens maintenant vous demander si vous avez
quelque réplique à faire à cette réponse. Si oui,
veuillez donc nous la faire parvenir dans le plus
court délai possible, après en avoir expédié un ex-
emplaire à Monsieur Temple.

J'ai l'honneur d'être
Messieurs
Votre dévoué serviteur.



30 août 1917.

MM. Baker & Robitaille,
Avocats,
Aviseurs Légaux,
Montréal.

Messieurs,-

DOSSIER No. I6589.I COMMISSION DES CHEMINS DE FER-
PASSAGE RUE ORLEANS. C.N.R.

Au sujet de l'information que vous me demandiez hier à la suite d'une lettre en date du 23 août crt. qui vous a été adressée par la Commission des Chemins de Fer pour le Canada, je dois vous informer qu'après investigations faites aux dossiers de la Cité, je constate que la dite Cité est en possession de la partie de la rue Orléans traversant le chemin de fer C.N.R., depuis le 28 octobre 1903 . - Lorsque vous aurez l'occasion de passer au bureau, je pourrai vous laisser voir les titres à ce sujet.

Veuillez me croire,

Votre tout dévoué,

J.H.

Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

264 - 326

MONTREAL, 5 octobre 1917.

Monsieur E.A. Primeau,

Secrétaire,

Commission des chemins de fer du Canada.

Monsieur,-

Ci-inclus veuillez trouver notre factum du dossier
I6589.I, passage de la rue Orléans sur le C.N.R.

Veuillez donc nous dire le nom de l'avocat du C.N. qui
s'occupe de cette affaire, afinde lui communiquer notre factum, et
obligerez,

Vos dévoués,

BAKER & ROBITAILLE.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER DU CANADA.

Ottawa.

DOSSIER No. I6589.I

Passage de la rue Orléans sur le C.N.R. à
Maisonneuve.

Nous avons l'honneur de soumettre que la cité de Maisonneuve est devenue propriétaire de la rue Orléans, par acte de cession passé devant Mtre. M.G. Ecrément, le 28 octobre 1903.

La Compagnie Canadian Northern aurait acquis vers décembre 1904 le chemin de fer de la Belt Line qui exploitait un chemin de fer électrique et le Canadian Northern ne paraît pas avoir demandé l'autorisation ou la permission d'exploiter un chemin de fer à vapeur dans cette partie de la Cité de Maisonneuve.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le secrétaire de la ville de Maisonneuve à M. Cartwright, le 7 novembre 1908:

"En réponse à la vôtre du 28 juillet dernier concernant "la Compagnie du Grand Nord, je dois vous dire que la Ville "de Maisonneuve n'a pas eu à faire de termes ni conditions "avec cette Compagnie pour son passage dans les rues de cette "ville; la Compagnie a traversé la municipalité sans en demander la permission. J'ai l'honneur d'être, Votre très "humble serviteur". (Signé) M.G.E. Sec.-Trés. de la ville de Maisonneuve".

En 1911, la Compagnie a établi une deuxième voie traversant cette rue. Nous citons l'article 6 Chap. 32 8-9 Edouard IVV (1909) sec. 238 A: "Dans chaque cas où un chemin de fer se construira après l'entrée en vigueur de la présent loi, la Compagnie devra à ses propres frais et dé-

pens (à moins qu'il ne soit autrement stipulé par contrat passé entre la Compagnie et une corporation municipale ou autre ou une personne et agréé par la Commission), fournir au public, subordonnément à l'ordonnance de la Commission, toute protection, sûreté et commodité à tout endroit où le chemin de fer traverse une voie publique."

En conséquence, nous prions, la Commission des chemins de fer d'imposer à la compagnie Canadian Northern l'obligation de protéger le public à ses frais et dépens, soit au moyen de cloches ou de barrières.

Le tout humblement soumis.

MONTREAL, 5 octobre, 1917.

BAKER & ROBITAILLE,

Procureurs de la Cité de Maisonneuve,

92, Notre-Dame Est,

MONTREAL.

TORONTO, October 13th, 1917.

Messrs. Baker & Robitaille,
advocates, etc.,
92, Notre-Dame St. E.,
Montreal,

Dear Sirs,-

RE: ORLEANS STREET CROSSING- C.N.Q.R.- MAISONNEUVE.

This will acknowledge the receipt of your letter of
the 11th instant, enclosing your application to the Board in
the above matter.

Yours truly,
R.H.M. TEMPLE.

TORONTO, October 22nd, 1917.

Messrs. Baker & Robitaille,
City Solicitors,
92, Notre-Dame St. East,
MONTREAL.

Dear Sirs,-

RE: PROTECTION AT ORLEANS STREET CROSSING, MAISONNEUVE

With reference to your letter to me~~s~~ of the 11th
instant enclosing a copy of your factum in this matter, I
attach hereto a copy of a letter I have to-day written to
the Board, and would be glad if you will kindly acknowledge
the receipt.

Yours truly,

R.H.M. TEMPLE.

October 23rd, 1917.

A.D. Cartwright, Esq.,
Secy. Board of Railway Commissioners for Canada.
Ottawa, Ont.

Dear Sir,-

FILE NO. I6589. I re: protection at Orleans Street
Crossing, Maisonneuve.

With reference to ab application dated the 5th instant made by Messrs. Baker & Robitaille, Solicitors for the City of Maisonneuve in the above matter, we beg to point out that practically all the points raised in this application are fully answered in our letter to the Board of the 19th of April last, a copy of which was sent to the Town Solicitor, Maisonneuve.

The first statement that the Canadian Northern acquired in December 1904, the Belt Line Railway is incorrect. We never acquired the Belt Line Railway and do not now own it and therefore required no permission from the City of Maisonneuve to operate a steam railway.

The Canadian Northern interests acquired the stock of the Chateauguay and Northern Railway which owned the right-of-way through lot 18 referred to. They sold the whole right-of-way to the Montreal Park & Island, and as stated in my letter, by Deed dated the 26th of June 1902, the Montreal Terminal Railway Company transferred to the Chateauguay & Northern the right-of-way now operated by the Canadian Northern Quebec Railway through this lot.

The plans of the Chateauguay & Northern were properly approved under the Quebec Railway Act and that Company is authorized by Statutes of Quebec 1895, chapter 64, Section 6. to operate by steam. The Section reads as follows: "The Company is authorized to operate its railway and branches by electricity or other motive power besides steam". The plans being properly approved therefore,

-2-

under the Quebec Railway Act, there was no necessity for the Company to obtain any other approval.

With reference to the second part as to the construction of the second railway track across this street and the contention that as said track was constructed after the amendment to the Act in 1909 we should pay the full cost of protection, we submit that the said amendment to the Railway Act does not apply to this crossing.

It is true that we applied to the Board for authorization for the second track, but as explained in my above mentioned letter this Order should in no way affect our position of semi- ority, because we own the property where Orleans Street crosses our tracks and we submit that we could at any time have constructed a double track over this highway without any authorization since the highway crossing is not legalized. We could further have fenced off the crossing so as to compel the City to make a proper application to the Board ~~for~~ for leave to cross the Railway. We submit therefore that the Board should not compel the Railway to bear any portion of the ~~cost~~ of protection of this highway. Thereis no question as to the ownership of the right-of-way. The City never did obtain a Deed for that portion of the street crossing the railway; they acquired the land for the highway on each side of the railway by Deed dated the 28th of October 1903 after the Railway had acquired its right-of-way and long after its plans had been registered and approved.

I am sending a copy of this letter to the City Solicitors,
Yours truly,

R.H.M. TEMPLE.

O T T A W A, 30 octobre 1917.

Messrs. Baker & Robitaille,
avocats,
92, Notre-Dame Est,
MONTREAL.

No. I6589.I
PASSAGE DE LA RUE ORLEANS SUR LE C.N.R. à MAISONNEUVE.

Messieurs,-

L'avocat de la Compagnie du Nord Canadien nous fait parvenir, en date du 23 courant, sa réponse à votre factum, produit le 5, dont une copie vous a été envoyée par M. Temple.

Je viens maintenant vous demander si vous avez quelque réplique à faire à cette réponse. Si oui, veuillez donc nous la faire parvenir dans le plus court délai possible, après en avoir expédié un exemplaire à Monsieur Temple.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs,

Votre dévoué serviteur.

E.A. PRIMEAU.

O T T A W A, 30 octobre, 1917.

Cher Monsieur,

SEANCE DE LA COMMISSION A MONTREAL,
LE 8 NOVEMBRE 1917.

Me référant à l'avis que je vous ai expédié samedi dernier, le 27 courant, d'une séance de la Commission au Palais de Justice à Montréal, le 8 novembre prochain, Je viens maintenant vous notifier que cette séance se tiendra à l'Hôtel-de-Ville de Montréal et non pas au Palais de Justice.

J'ai l'honneur d'être,

Cher Monsieur,

Votre obéissant serviteur.

E.A. PRIMEAU,

Secrétaire adjoint.

Messieurs Baker & Robitaille,

Avocats,

12, Notre-Dame Est,

Montréal.

O T T A W A, 22 décembre, 1917.

Messrs. Baker & Robitaille,

Avocats,

92, Notre-Dame Est,

Montréal.

Messieurs,

RE: DOSSIER I6589.I, PASSAGE DE LA RUE ORLEANS SUR LE
C.N.R. à MAISONNEUVE.

Je suis chargé de vous adresser sous ce pli, une copie (avec traduction) d'un jugement rendu dans l'affaire ci-contre, en date du 13 décembre courant qui sera suivi d'un arrêt formel dont je vous ferai aussi parvenir une copie.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs,

Votre dévoué serviteur,

E.A. PRIMEAU.

PROTECTION OF ORLEANS STREET, MAISONNEUVE, at its crossing
over the Canadian Northern Railway; File I6589.I

Heard at Montreal, April 18th, 1917.

THE ASSISTANT CHIEF COMMISSIONER.

Orleans Street is an important highway in Maisonneuve. From a statement put in by the Railway Company the traffic over the crossing in twenty-four hours, from 7 a.m. September 26th to 7 a.m. September 27th 1916, was 1198 pedestrians, 236 vehicles and 40 engines.

An accident happened at the crossing on the 13th July 1916, and the Operating Department of the Board is of the opinion that it should be protected by gates to be operated night and day. Gates have been ordered at the crossings of a number of adjacent streets. The railway is double tracked at this point. No protection less than gates operated night and day at this crossing would be adequate.

The chief point of contention between the parties is as to the question of the cost of the construction and maintenance of these gates.

It appears that the Railway Company's right of way over the ground upon which Orléans Street is now constructed was purchased on the 26th January 1902, and at that time there was no highway on the ground. It is submitted by the Municipality that the land for Orléans Street was purchased by the Municipality on the 26th October 1903.

Therefore, even assuming that the highway was established at the time that the land for that purpose was acquired it is junior to the Railway Company. It does not appear that any order has ever ~~been made~~ been made either by the Railway Committee of the Privy Council, or this Board, approving of the opening of Orléans Street over the Railway and it is contended by the Railway Company that no legal crossing yet exists.

-2-

The Board has already decided (Town of St. Pierre -vs- G.T.R. 13 Canadian Railway Cases, I) that where a highway crossing over a railway has not been legally established, that the municipality should bear the cost of the construction and maintenance of protection required at the crossing. Following this principle it seems to me that an Order should go legalizing the crossing of Orléans Street over the railway and requiring the Municipality to establish and maintain gates at the crossing, and have them operated night and day.

As there has been a crossing, in fact, over the tracks of the railway at Orléans Street and as it existed prior to the 1st April 1909, I think it may be considered a crossing within the meaning of the provisions of the Railway Grade Crossing Fund, and that, therefore, the Board can grant a 20% contribution towards the cost of the installing of gates out of that fund.

In coming to this conclusion, I am following the decision of the late Chief Commissioner Mabee in the case of Park Avenue, in the Town of St. Louis. The crossing of Park Avenue over the tracks of the C.P.R. had never been authorized, and although used it was not a legal crossing. Judge Mabee ordered a subway to be constructed by the Municipality, at its own expense, but gave it a contribution out of the Railway Grade Crossing Fund. The Order in that case was dated 28th April 1910, and numbered I0455. It is to be found on our file I2912.

I, therefore, think an Order should go legalizing the crossing of Orléans Street over the tracks of the Canadian Northern and requiring the Municipality to install and maintain gates night and day at its own expense; with a contribution of 20% out of the Railway Grade Crossing Fund towards the construction of the gates.

OTTAWA, December 13th 1917.

(SIGNED) D'ARCY SCOTT,

"I agree"

S.J. McL.

W.B.N.

7, Jan. 1918.

Monsieur,

J'si l'honneur de vous adresse r sous ce pli une copie du jugement No. 26880 rendu par la Commission le 24 décembre 1917.

Veuillez accuser réception.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

E.A. PRIMEAU,

Ass't Secrétaire.

Messieurs Baker & Robitaille,

avocats,

92, Notre Dame Est,

Montréal, Qué.

LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER
POUR LE CANADA.

LUNDI le 24^eme JOUR DE DECEMBRE A.D. 1917.

D'ARCY SCOTT, Chef-adjoint de la Commission.

HON. W.B. NANTEK,

Chef Suppléant de la Commission.

S.J. MCLEAN,

Commissaire.

La question est débattue de savoir quel genre de protection, il importe d'installer au passage de la rue Orléans sur la voie du chemin de fer Nord Canadien de Québec à Maisonneuve, dans la Province de Québec.

Voir le dossier No. I6589.I

LA COMMISSION,

Après les débats qui ont eu lieu à sa séance tenue à Montréal le 18 avril 1917, les procureurs de la Cité de Maisonneuve et ceux de la Compagnie du Nord Canadien étant présents:-

Considérant les prétentions des parties, et ayant fait la lecture des factums soumis après l'audition;

Vu le rapport et l'avis du chef du service de l'exploitation de la Commission.

DECLARE:-

I.- La Compagnie du chemin de fer Nord Canadien de Québec, est, par les présentes, autorisée à établir sur sa voie ferrée, un passage de la rue Orléans à Maisonneuve, en conformité des "Règles de la Commission pour passages de chemins publics, amendées le 4 mai 1910; le coût de la construction et de l'entretien de ce passage devant être à la charge de la Cité de Maisonneuve;

2- Le dit passage doit être muni de barrières fonctionnant jour et nuit sous la garde d'un employé nommé par le chemin de fer; vingt pour cent du coût de la construction sera payé à même la "caisse des passages à niveau" et la balance par la Cité de Maisonneuve; le coût d'entretien des barrières sera payé par la Cité; les plans de l'installation devront être soumis à la Commission pour être approuvés dans un délai de 30 jours à compter de la date du présent arrêt.

(SIGNÉ) D'ARCY SCOTT,

Chef-adjoint de la Commission des chemins de fer du Canada.

Commission des Chemins de Fer pour le Canada.

Copie certifiée conforme à l'original en vertu de l'article 23 de la loi des chemins de fer.

E.A. PRIMEAU,

Secrétaire adjoint de la Commission.

Jan. 5 1918.

E. A. PRIMAU, LL.B.,
SÉCRÉTAIRE-ADJOINT

COMMISSION DES CHEMINS DE FER
POUR LE CANADA.

BUREAU DU
SÉCRÉTAIRE FRANÇAIS
OTTAWA.

Ottawa, 30 Octobre, 1917.

Cher Monsieur, - Séance de la Commission à
Montreal le 8 Novembre, 1917.

Me référant à l'avis que je vous ai
expédié Samedi dernier le 27 courant, d'une séance
de la Commission au Palais de Justice à Montreal,
le 8 Novembre prochain, je viens maintenant vous
Notifier que cette séance se tiendra à l'Hotel de
Ville de Montreal et non pas au Palais de Justice.

J'ai l'honneur d'être,

Cher Monsieur,

Votre obéissant serviteur

E. A. Primeau

Sécrétaire-adjoint.

Messieurs Baker & Robitaille,
Avocats,
12 Rue Notre Dame Est,
Montreal, P.Q.

E. A. PRIMEAU, LL.B.,
SÉCRÉTAIRE-ADJOINT

COMMISSION DES CHEMINS DE FER
POUR LE CANADA.

BUREAU DU
SÉCRÉTAIRE FRANÇAIS
OTTAWA.

Ottawa, 22 décembre, 1917.

Messieurs Baker & Robitaille
Avocats
No. 92, Rue Notre Dame Est.
MONTREAL, Qué.

Dossier 16589.1- Passage de la
rue Orléans sur le C.N.R. à Mai-
sonneuve.

Messieurs:-

Je suis chargé de vous adresser sous ce
pli, une copie (avec traduction) d'un jugement rendu
dans l'affaire ci-contre, en date du 13 décembre cou-
rant qui sera suivi d'un arrêt formel dont je vous
ferai aussi parvenir une copie.

J'ai l'honneur d'être
Messieurs
Votre dévoué serviteur.

Envois

E.A. Primeau

✓

époque, il n'y existait pas de rue publique.

La Municipalité dit que c'est le 26 octobre
1903 qu'elle a acquis le terrain requis pour l'ouverture
de la rue Orléans.

En supposant donc que le chemin a été ouvert
lors de l'acquisition du terrain requis à cette fin, il
serait de date postérieure au chemin de fer.

11

TRADECTION

Protection du passage de la rue Orléans sur la
voie du Nord Canadien à Maisonneuve. Dossier 16589.1

Cause entendue à Montréal le 18 avril, 1917.

LE CHEF-ADJOINT DE LA COMMISSION:-

La rue Orléans est une des principales artères
de Maisonneuve.

Un état produit par le chemin de fer dénote
qu'en 24 heures de temps, de 7 heures A.M. le 26 septembre
à 7 heures A.M. le 27 septembre 1917, il est passé à
l'endroit dont il s'agit, 1198 piétons, 236 voitures et
40 locomotives.

Un accident y est arrivé le 13 juillet 1916,
et le service de l'exploitation de la Commission est
d'avis qu'on doit y installer des barrières fonction-
nant jour et nuit.

Ordre a été donné d'ériger des barrières aux
passages de plusieurs des rues avoisinantes.

La voie est double à la rue Orléans. Il n'y
a que la protection fournie par des barrières fonction-
nant jour et nuit, qui puisse être efficace.

La seule question sur laquelle les parties ne
s'entendent pas, est celle du coût de l'installation et
de l'entretien des barrières.

Il appert que c'est le 26 janvier 1902 que la
Compagnie a acheté le droit de passage sur le terrain
où la rue Orléans est maintenant ouverte, et qu'à cette
époque, il n'y existait pas de rue publique.

La Municipalité dit que c'est le 26 octobre
1903 qu'elle a acquis le terrain requis pour l'ouverture
de la rue Orléans.

En supposant donc que le chemin a été ouvert
lors de l'acquisition du terrain requis à cette fin, il
serait de date postérieure au chemin de fer.

Il ne paraît pas y avoir eu d'arrêt prononcé par le Comité des chemins de fer du Conseil prév^e, ni par cette Commission-ci, autorisant l'ouverture de la rue Orléans à travers la voie ferrée, et la Cie prétend que légalement parlant, il n'y existe pas de passage.

La Commission a déjà décidé dans une cause de St Pierre -vs- G.T.R. rapportée au Vol. 13 P 1 "Canadian Railway cases" que si un passage de chemin public est établi sans autorisation sur une voie ferrée, la Municipalité doit supporter les frais de protection qu'il requiert tant ceux de construction que d'entretien.

En adoptant ce principe, il me semble qu'il faille donner l'existence légale au passage de la rue Orléans sur la voie ferrée et condamner la Municipalité à y installer des barrières qu'elle devra tenir en état de réparation, et faire fonctionner jour et nuit.

Vu le fait de l'existence du passage de la rue Orléans sur la voie du chemin de fer avant le 1er avril 1909, je crois que l'on peut le classer parmi les passages qui tombent sous les dispositions de la loi relative à "La Caisse des passages à niveau", et que la Commission peut accorder une contribution de 20% à prendre dans cette caisse, au coût de l'installation des barrières.

En prenant cette conclusion, je me conforme à une décision de feu le Chef de la Commission, M. Mabee, dans la cause de l'avenue du Parc, dans la ville de St Louis.

Le passage de l'avenue du Parc sur la voie du Pacifique n'avait jamais été autorisé et n'avait pas d'existence légale."

Le Juge Mabee autorisa la construction d'un passage inférieur, mais aux frais de la Municipalité et

et accorda une contribution de la Caisse des passages de chemins de fer à niveau.

L'arrêt dans cette affaire est en date du 26 avril 1910 et porte le No. d'ordre 10455: il est attaché au dossier N° 12912.

Je suis, en conséquence, d'avis de rendre un arrêt donnant l'existence légale au passage de la rue Orléans sur la voie ferrée du Nord Canadien, condamnant la Municipalité à y installer des barrières à ses frais et à les tenir en fonction jour et nuit et accordant une contribution de 20% au coût d'érection ~~par~~ la caisse des passages de chemin de fer à niveau.

Ottawa, 13 décembre 1917.

(Signé) D'ARCY SCOTT

Je concours dans avoir l'ordre au conseil de S.J. McL. à nombre de W.B.N.

au point, de protection less than gates operated night and day at this crossing could be no more.

The chief point of contention between the parties is as to the question of the cost of the construction and maintenance of these gates.

It appears that the railway company's right of way over the ground upon which Orleans Street is now constructed was purchased in the year January, 1908, and at that time there was no highway on the ground. It is admitted by the municipality that the land for Orleans Street was purchased from the railway company in the month October, 1908.

Therefore, also, we find that the railway had the obligation to the city of Ottawa and to the province to provide a road to the railway company. It does not

Protection of Orleans Street, Maisonneuve, at its crossing
over the Canadian Northern Railway; File 16589.1

Heard at Montreal, April 18th, 1917.

THE ASSISTANT CHIEF COMMISSIONER:-

Orleans Street is an important highway in Maisonneuve.

From a statement put in by the Railway Company the traffic over
the crossing in twenty-four hours, from 7 a.m. September 26th,
to 7 a.m. September 27th, 1916, was 1198 pedestrians, 236
vehicles, and 40 engines.

An accident happened at the crossing on the 13th
July, 1916, and the Operating Department of the Board is of the
opinion that it should be protected by gates to be operated
night and day. Gates have been ordered at the crossings of
a number of adjacent streets. The railway is double tracked
at this point. No protection less than gates operated night
and day at this crossing would be adequate.

The chief point of contention between the parties
is as to the question of the cost of the construction and main-
tenance of these gates.

It appears that the Railway Company's right of way
over the ground upon which Orleans Street is now constructed
was purchased on the 26th January, 1902, and at that time there
was no highway on the ground. It is submitted by the
Municipality that the land for Orleans Street was purchased by
the Municipality on the 26th October, 1903.

Therefore, even assuming that the highway was
established at the time that the land for that purpose was
acquired, it is junior to the Railway Company. It does not

appear that any Order has ever been made either by the Railway Committee of the Privy Council, or this Board, approving of the opening of Orleans Street over the Railway and it is contended by the Railway Company that no legal crossing yet exists.

The Board has already decided (Town of St. Pierre vs G.T.R., 13 Canadian Railway Cases, 1) that where a highway crossing over a railway has not been legally established, that the municipality should bear the cost of the construction and maintenance of protection required at the crossing. Following this principle it seems to me that an Order should go legalizing the crossing of Orleans Street over the railway and requiring the Municipality to establish and maintain gates at the crossing, and have them operated night and day.

As there has been a crossing, in fact, over the tracks of the railway at Orleans Street and as it existed prior to the 1st April, 1909, I think it may be considered a crossing within the meaning of the provisions of the Railway Grade Crossing Fund, and that, therefore, the Board can grant a 20% contribution towards the cost of the installing of gates out of that fund.

In coming to this conclusion, I am following the decision of the late Chief Commissioner Mabee in the case of Park Avenue, in the Town of St. Louis. The crossing of Park Avenue over the tracks of the C.P.R. had never been authorized, and although used it was not a legal crossing. Judge Mabee ordered a subway to be constructed by the Municipality, at its own expense, but gave it a contribution out of the Railway Grade Crossing Fund. The Order in that case was dated 28th April, 1910, and numbered 10455. It is to be found on our file 12912.

I, therefore, think an Order should go legalizing

the crossing of Orleans Street over the tracks of the Canadian Northern and requiring the Municipality to install and maintain gates night and day at its own expense; with a contribution of 20% out of the Railway Grade Crossing Fund towards the construction of the gates.

Ottawa, December 13th, 1917.

(S' C'D.) D'ARCY SCOTT.

"I Agree"

S. J. McL.

W. B. N.

2?

E. A. PRIMEAU, LL.B.,
Secrétaire-Adjoint.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER
POUR LE CANADA.

Bureau du
SECRÉTAIRE FRANÇAIS
OTTAWA.

T

7, Jan, 1918.

Dossier No. 16589.1

264/18

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli une copie du jugement
No. 26880 rendu par la Commission le 24, Dec., 1918.
ainsi qu'une copie du plan qui s'y rapporte.

Veuillez accuser réception.

J'ai l'honneur d'être

Votre obéissant serviteur.

*Eugène Primeau
assistant, Secrétaire*

Messieurs Baker & Robitaille,
Avocats,
92 Rue Notre Dame Est.
Montreal, Que.

1-La Compagnie du chemin de fer Nord
Canadien de Quebec, est, par les présentes, autorisée à
établir sur sa voie ferrée, un passage de la rue Orléans
à Maisonneuve, en conformité des "Règles de la Commis-
sion pour passages de chemins publics, amendées le 4
mai 1910; le coût de la construction et de l'entretien
de

Arrêté No. 26880

LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER
POUR LE CANADA

LUNDI, LE 24^e JOUR DE DECEMBRE A.D.1917.

D'ARCY SCOTT

Chef-Adjoint de la Commission

HON. W.B. NANTEL

Chef-Suppléant de la Commission.

S.J. MCLEAN

Commissaire.

La question est débattue de savoir quel genre de protection, il importe d'installer au passage de la rue Orléans sur la voie du chemin de fer Nord Canadien de Québec à Maisonneuve, dans la Province de Québec.

Voir dossier No. 16,589.1

LA COMMISSION,

Après les débats qui ont eu lieu à sa séance tenue à Montréal le 16 avril 1917, les procureurs de la cité de Maisonneuve et ceux de la Compagnie du Nord Canadien étant présents:-

Considérant les prétentions des parties, et ayant fait la lecture des factums soumis après l'audition;

Vu le rapport et l'avis du chef du service de l'exploitation de la Commission,

DECLARE:-

1-La Compagnie du chemin de fer Nord Canadien de Québec, est, par les présentes, autorisée à établir sur sa voie ferrée, un passage de la rue Orléans à Maisonneuve, en conformité des "Règles de la Commission pour passages de chemins publics, amendées le 4 mai 1910; le coût de la construction et de l'entretien

de

-2-

de ce passage devant être à la charge de la cité de Maisonneuve;

2-Le dit passage doit être muni de barrières fonctionnant jour et nuit sous la garde d'un employé nommé par le chemin de fer: vingt pour cent du coût de la construction sera payé à même la "caisse des passages à niveau" et la balance par la Cité de Maisonneuve: le coût d'entretien des barrières sera payé par la Cité; les plans de l'installation devront être soumis à la Commission pour être approuvés dans un délai de 30 jours à compter de la date du présent arrêt.

(Signé) D'ARCY SCOTT
Chef-Adjoint de la Commission des chemins de fer du Canada.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER
POUR LE CANADA
Copie certifiée conforme à l'original
en vertu de l'article 23 de la loi des
chemins de fer.

E. A. Donneau
Secrétaire-adjoint
de la Commission.

JAN 5 1918

15
16
17

A. D. CARTWRIGHT,
SECRETARY.
E/L

BOARD OF
RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA

OFFICE OF THE SECRETARY,
OTTAWA

August 28th, 1917.

Dear Sir,- File 16589.2. Accident at Pius IX
Avenue, Maisonneuve, May 20th, 1917.

Will you please inform the Board whether
the street in question is senior to the railway at
this crossing.

Yours truly,

*A.D.Cartwright
Secy. R.R.C.*

Jos. Morin, Esq., K.C.,
Solicitor, City of Maisonneuve,
180 St. James Street,
Montreal, P. Q.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMÉE
AVOCATS

EDIFICE DE LA "BANQUE D'EPARGNE"
180, RUE ST-JACQUES

SIR L.O. TAILLON, C.R.
J.ALEXANDRE BONIN, C.R.
JOSEPH MORIN, C.R.
ARTHUR LARAMÉE, C.R.
ALEXANDRE L.BONIN,

TEL. MAIN 8213

MONTREAL 29 août 1917

Monsieur Joseph Hinton,
Secrétaire-trésorier,
MAISONNEUVE.

Cher monsieur,

Je vous mets sous pli une lettre de M. Cartwright, le secrétaire de la commission des Chemins de fer. Comme vous le voyez pas cette lettre, on me demande de renseigner la Commission, sur la question de savoir, qui, du chemin de fer ou de la ville, a des droits antérieurs, sur la rue Pie IX.

Je crois qu'il est préférable que vous répondez au nom de la ville. Je puis bien, cependant, vous fournir les renseignements, qui sont à ma connaissance, relativement à cette question.

Comme vous le savez probablement, la rue Pie IX, apparaît au bureau d'enregistrement, sur le plan du cadastre, en date de 1874.

Vers 1884, un acte de donation a été signé en faveur de la ville, par M. Desjardins.

Le 22 octobre 1891, le plan général d'homologation de la ville de Maisonneuve homologue les lignes de la rue Pie IX, et ce, d'après le plan du cadastre.

Vers 1896, alors que la rue Pie IX, à cet endroit, n'était pas encore ouverte à la circulation, le chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal, (Compagnie organisée par MM. Auger, Catelli, Desmarteau et autres, à qui la ville de Maisonneuve a donné une exemption de taxe) a acheté le terrain requis pour exploiter un chemin de fer électrique, devant traverser la rue Pie IX. Ce chemin de fer électrique a été mis en opération quelques années après 1896.

Au mois de décembre 1904, cette dernière compagnie a vendu ses droits au Canadian Northern, qui a mis en opération un chemin de fer à vapeur.

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMÉE
AVOCATS

SIR L.O.TAILLON, C.R.
J.ALEXANDRE BONIN, C.R.
JOSEPH MORIN, C.R.
ARTHUR LARAMÉE, C.R.
ALEXANDRE L.BONIN,

TEL. MAIN 8213

EDIFICE DE LA "BANQUE D'EPARGNE"
180, RUE ST-JACQUES

MONTREAL

2/.

Je puis dire en passant, que l'exploitation d'un chemin de fer à vapeur, traversant les rues de Maisonneuve, a été faite en contravention avec les contrats d'achats, et les sentences d'expropriation des terrains achetés par la compagnie en premier lieu citée.

Je crois que ces informations peuvent être transmises au bureau de la commission.

Si vous avez besoin d'autres informations, je vous les donnerai avec plaisir.

Bien à vous,



30 Août, 1917.

M.L.J.S.Morin, Avocat,
180 St Jacques,
Montreal.

264/1

Cher Monsieur,-

Lettre Commission des chemins de Fer -
-Accident Blvd Pie IX. - Mai 20.1917

J'ai la vôtre du 29 août crrt. me transmettant
une lettre en date du 28 du même mois de La Commission
des Chemins de Fer pour le Canada, intitulée: "No.16589.2
"Accident Blvd.Pie IX,Maisonneuve, 20 Mai,1917".

Je vous remercie beaucoup des informations
contenues à votre lettre relativement auxdroitsde la Cité
à la propriété du Boulevard Pie IX. -Je transmets ce
jours même aux aviseurs légaux ces diverses correspondan-
ces.

Veuillez me croire

Votre tout dévoué

Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

AT/

V

30 Août, 1917.

MM. Baker & Robitaille, avocats,
Aviseurs légaux,
Montréal.

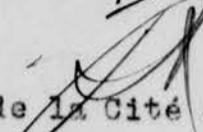
Messieurs,-

No. 16589.2 Commission Chemins Fer -
accident Blv. Pie IX 20 Mai/17, etc.

Sous pli deux lettres dont l'une en date du
26 août crt. de la Commission des Chemins de Fer pour le
Canada, adressée à M.L.J.S. Morin, Avocat, et l'autre en
date du 29 du même mois de M.L.J.S. Morin, donnant cer-
tains renseignements relativement aux droits de la Cité
à la propriété du Boulevard Pie IX.

Veuillez me croire

Votre tout dévoué


Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

AT/

Tél. Bell Main 26 Résidence : 172 Avenue Lasalle
CLE ENT ROBITAILLE, B.A. LL.B. Tél. Bell Est 2717

Avocat et Procureur

92 rue Notre-Dame Est

CHAMBRE 242

En face du Palais de Justice. MONTREAL

Montreal 5 septembre 1917

Commission des Chemins de fer du Canada.

A. D. Cartwright,
Secrétaire.

264/11

Cher Monsieur,

DOSSIER 16589 .2. ACCIDENT BLVD. PIE IX.
Mai 1917.

Votre lettre du 28 aost dernier adressée à
M. J. Morin, ancien aviseur légal de Maisonneuve, a été trans-
mise aux aviseurs actuels qui vous donnent les renseignements
suivants:

La rue Pie IX apparaît au bureau d'enregistre-
ment sur les plans et au cadastre en date de 1874. —

Vers 1884 un acte de donation a été signé en
faveur de la ville par M. Desjardins.

Le 22 octobre 1891 le plan général d'homolo-
gation de la ville de Maisonneuve homologue les lignes de la
rue Pie IX d'après les plans du cadastre.

Vers 1896 le chemin de fer de ceinture de l'Île
de Montréal a acheté le terrain requis pour exploiter un che-
min de fer électrique devant traverser la rue Pie IX.

En décembre 1904 cette dernière compagnie a
vendu ses droits au Canadian Northern qui a mis en opération
un chemin de fer à vapeur.

Nous espérons, cher Monsieur, que ces rensei-
gnements vous satisferont.

Nous demeurons,
Vos dévoués.

RAKER & ROBITAILLE.
par [Signature]

E. A. PRIMEAU, LL.B.,
SÉCRÉTAIRE-ADJOINT

COMMISSION DES CHEMINS DE FER
POUR LE CANADA.

BUREAU DU
SÉCRÉTAIRE FRANÇAIS
OTTAWA.

Ottawa, 12 novembre, 1917.

(71/14)

Messieurs Baker & Robitaille
92, Rue Notre Dame Est
MONTREAL.

Copy received, 4 mif/17
St Léonard à Rosemont
P/B C.R. Robitaille

Dossier 16589.2

264/17

Accident Boulevard Pie IX, Mai 1917.

Messieurs:-

Je suis chargé de vous adresser sous ce pli,
une copie du rapport de notre inspecteur M. Lalonde, en
date du 17 juillet 1917, se référant à l'accident dont
il s'agit ci-dessus, avec prière de nous faire parve-
nir tels commentaires que vous jugerez à propos de faire.

La question de savoir quelle protection il se-
rait à propos d'établir à ce passage de l'avenue Pie IX,
sera discutée à notre prochaine séance à Montréal, dont
vous recevrez avis en temps utile.

J'ai l'honneur d'être
Messieurs
Votre dévoué serviteur.

Envoi

E. Primeau

✓

the automobile at a rate of speed of about 30 miles per hour,
coming from the north, and struck step of parlor Car no. 9106
sideways, damaging same; coaches were being backed and Yard-
man St Onge was standing at the vestibule of the leading
coach controlling train by back up air whistle signal. He
whistled for Pie IX Avenue crossing and when about 300 feet
from the street he noticed the automobile coming from the

north

P25/R1 27

SCHAUT

2 4 6

July 17th, 1917.

Geo. Spencer, Esq.,
Chief Operating Officer
Building.

Dear Sir:-

O.D.X. 19063

In the matter of accident to A. Favreau, J. Remi, Rose Alma Tetrault and Mrs. L. Renaud at Pie 1X Avenue, Maisonneuve on the line of the Canadian Northern Quebec Railway, May 20th 1917, into which I have made inquiry and beg to submit my report.

THE ACCIDENT: Was with coaches of train No. 3 Engine 1132, backing from Moreau Street station to Longue Pointe, in charge of Engineer P. Chateauvert, Fireman H. Rochette and Yard man A. St Onge at 9.55 P.M.

Cause of accident: Attempting to drive automobile across the track in front of an approaching train.

Result: The coaches were struck by automobile driven by J. Remi at a speed of about 30 miles per hour and the occupants were injured as follows:

A. Favreau: Jaw fractured, head bruised and internally injured.

J. Remi (Chauffeur) face and body bruised; injuries not serious.

Miss Rose Alma Tetrault, right arm broken between wrist and elbow and badly shaken up.

Mrs. M.L. Renaud, body bruised slightly.

REMARKS: As per statements hereto attached and information gathered, it appears that J. Remi, chauffeur, was driving the automobile at a rate of speed of about 30 miles per hour, coming from the north, and struck step of parlor Car no. 9106 sideways, damaging same; coaches were being backed and Yard man St Onge was standing at the vestibule of the leading coach controlling train by back up air whistle signal. He whistled for Pie 1X Avenue crossing and when about 300 feet from the street he noticed the automobile coming from the

north

-2-

north towards Ontario Street and immediately sounded whistle again and applied brakes in emergency, stopping train within ninety feet. The automobile was dragged a distance of about 25 feet before the train could be stopped. The automobile struck the steps of parlor car 9106 on the north side. The party all remained in the automobile.

It also appears that crossing signals were sounded at the proper distance from the crossing and the engine automatic bell was kept ringing the whole way until the accident occurred.

There is nothing to indicate any blame on the part of the company and its employees. In my opinion Chauffeur Remi is self responsible for the accident.

You will note from the statements of traffic attached that the traffic over this street is quite heavy and the lines of vision extend but a very short way.

In my opinion this street crossing should be protected by gates and until this is done the speed restriction of ten miles per hour should be maintained.

Yours truly

(Signed) Ed.C. Lalonde
Inspector.

✓

22 novembre 1917.

MM.Baker & Robitaille,Aviseurs,
s/d M.C.Robitaille
92 Notre-Dame E
Montréal.

Cher Monsieur,-

Veuillez trouver sous pli copie d'une résolution adoptée par le Conseil de cette Cite à son assemblée du 14 courant à la suite d'une lettre de la Commission des Chemins de Fer pour le Canada, au sujet d'un moyen de protection convenable à prendre à l'intersection du C.N.Q.R. et de la rue Pie IX.

J'ai l'honneur d'être

Votre tout dévoué,

Sec.-Trees.

de la Côte de Maisonneuve.

American History

P25/R1 37

SCHALST

2 4 6

Extrait du livre des délibérations du Conseil de la Cité de Maisonneuve, à son assemblée régulière du 14 novembre, 1917, à laquelle sont présents: M. le Maire Lévie Tremblay et MM. les Conseillers Léon Gélinas, Oscar Lalonde, J.A. Gagnon, Dr. M. Lefebvre, John C. Taylor et J.O. Tremblay, formant la totalité des membres de ce Conseil, savoir:

Lecture d'une lettre, en date du 12 novembre, 1917, adressée à MM. les aviseurs légaux Baker & Robitaille par la Commission des Chemins de Fer pour le Canada, faisant rapport sur un accident survenu le 20 mai 1917, à l'intersection du C.N.Q.R. et du Boulevard Pie IX, et sur l'opportunité d'adopter un moyen de protection convenable à cet endroit.

Sur proposition unanime, il est résolu:

Que cette question soit renvoyée à M. l'aviseur Clément Robitaille avec autorisation de convenir avec la Commission des Chemins de Fer de tels moyens de protection qui seraient jugés convenables aux meilleurs intérêts de la Cité de Maisonneuve.

(Vrai extrait)

Sec.-Trés.
de la Cité de Maisonneuve.



Maisonneuve - Municipalité
dossiers.

Canadian Northern Quebec Aly.

Archives Municipales
de Montréal

Si vous dépos-
sédez ce document
veuillez en prévenir
sans retard.

L'ARCHIVISTE

If you give away this
document, please ad-
vise, without delay
the

ARCHIVIST

P25/R1 27

SCHAFF

2 4 6

REPRISE

Canadian Northern Quebec Aly.

264 - 3

Maisonneuve - Municipalité
dossiers.

*Archives Municipales
de Montréal*

Si vous vous dépos-
sédez de ce document
veuillez en prévenir
sans retard.

L'ARCHIVISTE

If you give away this
document, please ad-
vise, without delay
the

ARCHIVIST

3

Re The CANADIEN NORTHERN QUE.RLY.Co.

(3)

264/207 à 216

Toutes correspondances re taxes.

Plaintes contre le rôle d'évaluation.

Toutes correspondances faisant connaitre exactement
l'étendue des propriétés de la Compagnie. Lettres de M. J.B.
Vanier à ce sujet.

Erreur re paiement de compte d'égout.

With your taxes
you (Great Northern
amounting to \$229.50

would like to take up with you
about the property situated on St. James Street, which is
on the right of my place
and the taxes on same
at the Railways.

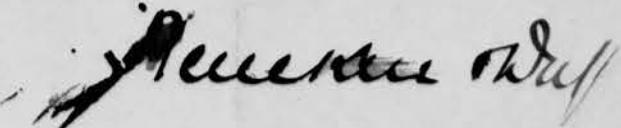
We would like to know that the valuation
shown on your tax account on the value
of your property either against
the Canadian National Railways

We should also like to have
you so as to have it adjusted.

Would you kindly let us know how you arrives at
the valuation shown on your tax account, and if it would facili-
tate matters to have an interview with you on this subject,
kindly let us know when you can arrange same, and if there is
any possibility of your seeing us at this office when you
happen to be on St. James Street.

An early reply will oblige,

Yours truly,



HENEKER & DUFF.
BARRISTERS.

R.T. HENEKER, K.C.
A. HUNTLY DUFF
L.D. K. STEPHENS
WALTER S. JOHNSON

WESTERN UNION CODE
CABLE ADDRESS "HENEKER"

SOVEREIGN BANK BUILDING
ST. JAMES STREET.

Jan. 5/1907
MONTREAL.

The Secretary-Treasurer,

Town of Maisonneuve,

Maisonneuve, Que.

- Re Maisonneuve taxes -

Dear Sir,

264/907
In connection with your taxes against the Canadian Northern Quebec Railway (Great Northern Railway Company of Canada) the tax account amounting to \$229.38 has been referred to us from Toronto.

We are asked to take up with you the questions of the property on Latourneau Street, which property does not appear to be shown on the right of way plans in the possession of the Railway Company, and the taxes on same, therefore, should not be charged against the Railway Company.

We are also instructed that the two items charged against the Company for taxes on the valuation placed on the railway poles should be charged either against the Shawinigan Water & Power Company or the Terminal Railway Company.

We should also like to take this matter up with you so as to have it adjusted.

Would you kindly let us know how you arrives at the valuation shown on your tax account, and if it would facilitate matters to have an interview with you on this subject, kindly let us know when you can arrange same, and if there is any possibility of your seeing us at this office when you happen to be on St. James Street.

An early reply will oblige,

Yours truly,

A. Hennan Duff

HENEKER, DUFF & STEPHENS,
BARRISTERS.

R. T. HENEKER, K. C.
A. HUNTRY DUFF
L. DE K. STEPHENS.
WALTER S. JOHNSON.

CABLE ADDRESS,
"HENEKER,"
WESTERN UNION CABLE CODE.
TELEPHONES MAIN 4852.
TELEPHONES MAIN 4853.

SOVEREIGN BANK BUILDING,

MONTREAL.

December 6, 1907.

File No. 1338.

M. G. Ecrement, Esq.,
Secretary-Treasurer,
Maisonneuve Town Hall,
MAISONNEUVE, P.Q.

Dear Sir:

RE: TAXES CLAIMED FROM CANADIAN NORTHERN
QUEBEC RAILWAY COMPANY.

264/1907
On the 5th January last I sent you a letter on
behalf of the Canadian Northern Quebec Railway Company,
with respect to the taxes claimed from the Company, and I
did not receive any reply to that letter.

I have just now received another letter from the
Company saying that you have forwarded them your account
for taxes for the year 1907.

I send you copy of the letter which I wrote to you
on the 5th January last, and if possible should like to hear
from you on that subject. I should also like to know why
you charge the Canadian Northern Quebec Railway Company for
the poles, as these poles are either used by the Terminal
Railway to run their line, or by the Shawinigan Water & Power
Company for their power line.

I should be glad if you would let me have information
on that subject, so that we may take up the question of the
taxes for this year, and for the previous year, and see if we
cannot get them arranged.

I telephoned to your office yesterday on the subject.

Yours truly,

R. T. H....M.

ENCLOSURE.

C O P Y .

MONTREAL, JANUARY 5, 1907.

The Secretary-Treasurer,

Town of Maisonneuve,

Maisonneuve, Que.

Dear Sir:

RE: MAISONNEUVE TAXES.

In connection with your taxes against the Canadian Northern Quebec Railway (Great Northern Railway Company of Canada) the tax account amounting to \$229.38 has been referred to us from Toronto.

We are asked to take up with you the questions of the property on Latourneau Street, which property does not appear to be shown on the right of way plans in the possession of the Railway Company, and the taxes on same, therefore, should not be charged against the Railway Company.

We are also instructed that the two items charged against the Company for taxes on the valuation placed on the railway poles should be charged either against the Shawinigan Water & Power Company or the Terminal Railway Company.

We should also like to takethis matter up with you so as to have it adjusted.

Would you kindly let us know how you arrived at the valuation shown on your tax account, and if it would facilitate matters to have an interview with you on this subject, kindly let us know when you can arrange same, and if there is any possibility of your seeing us at this office when you happen to be on St. James Street.

An early reply will oblige,

Yours truly,

(SIGNED) HENKLER & DUFF.

P25/R1 37

OMA SCHAUT



2 4 6

MONTREAL, QUEBEC, CANADA

RECEIVED - VITALE - 25 NOV 1962

RECEIVED - VITALE - 25 NOV 1962

RECEIVED - VITALE - 25 NOV 1962

~~151.38~~

73.00
61.33
42.00
20.00

To pay Mr. G. L. VITALE for services rendered to
the City of Montreal, Quebec, Canada, in connection with
the preparation of a report on the proposed new
law relating to the sale of beer and wine.

Mr. G. L. VITALE has been engaged by the
City of Montreal to prepare a report on the
proposed new law relating to the sale of beer and
wine. He has prepared a report which has been
submitted to the City of Montreal.

We are pleased to advise you that the report
is now ready for your review and consideration.
We will be happy to discuss any questions you
may have concerning the report.

Very truly yours,

(Signed) MONTREAL, QUEBEC, CANADA

(897/8)

TO THE,
SECRETARY-TREASURER TOWN OF MAISONNEUVE,

Sir,

On behalf of the Canadian Northern Quebec Railway Company proprietor of the real estate within the limits of the Town of Maisonneuve occupied by the said Canadian Northern Quebec Railway Company for the purposes of carrying on the business of the said Railway, we hereby notify you that the Canadian Northern Quebec Railway Company object to, and that an appeal will be taken from, the value placed upon the property of the said Company as established by the valuation roll now deposited in your office. This notice is given you under the provisions of Article 450 of the Cities and Towns Act, 3 Ed. 7. Chapter 38, of the Province of Quebec, and is for all purposes of law.

You are required to govern yourself accordingly.

MONTRÉAL, DECEMBER 9th. 1907.

Neneker, Duff & Stephens

ATTORNEYS FOR CANADIAN NORTHERN
QUEBEC RAILWAY COMPANY

Ergonomics in Design, Vol. 23, No. 2, April 2012, 169–176

Z. A. LASH, Director & Genl Counsel.

GERARD RUEL, Chief Solicitor

G. F. MACDONNELL, Asst' Solicitor

THE CANADIAN NORTHERN
RAILWAY SYSTEM

SOLICITORS
DEPARTMENT

T. G. LEITH.
Tax Commissioner.

TORONTO, 13th March 1908 19

REFER TO C. B. 7766

Mr Ecrement
Secy Treas Town of Maisonneuve
Maisonneuve, P.Q.

Dear Sir,

Referring to my letter of the 20th February, I shall
be glad to have a reply at your earliest possible convenience
as we are desirous of having the taxes due to the town of
Maisonneuve cleared up at as early a date as possible.

Yours truly,
T. G. Leith
Tax Commissioner.

P25/R1 37

SCHAUT

2 4 6

March 16th 1908.

The Canadian Northern Railway Co.,
Mr.T.J. Leith, Tax Commissioner,
City.
Re C.B. 7766 tax in Maisonneuve.

Dear Sir,-

Referring to yours of the 13th of March /08, we have rendered to your Company many accounts and you have always refused to pay them saying that you were taxed for a greater extent than you should.

264/908
In order to avoid any mistake will you please conform yourself to the article 4501 of Towns Act and revised statutes Province of Quebec, and state the real value of your immoveable properties in this Town, not including the Railway, and also the real value of the land occupied by said railway according the average value in this locality.

Of course we would like to know in detail the cadastral numbers, the area of your land in Maisonneuve and then we will be in a position to render you a bill according to law for your properties.

I know that we could get those informations in registry office but it would be hard and long to trace so I consider that it will be easier for you to give those informations at once.

Hoping an answer from you soon,

I am

Yours truly,

m.j.s. Sec.-Treas.
of the Town of Maisonneuve.

J.S. Commissioner.

TO THE TAX COMMISSIONER
OF THE CITY OF MONTREAL,
QUEBEC, CANADA,
RE: ASSESSMENT OF PROPERTY
IN THE CITY OF MONTREAL,
FOR THE YEAR 1908.

218 CANNERY ROAD

J. A. BROWN, Director & General Counsel

GERARD RUEL, Chief Solicitor

G. F. MACDONNELL, Asst. Solicitor

THE CANADIAN NORTHERN
RAILWAY SYSTEM

SOLICITORS
DEPARTMENT

T. G. LEITH.
Tax Commissioner.

TORONTO, 17th March 1908 19

REFER TO C.B. 7766

Mr M.G. Ecrement,
Secy Treas, Town of Maisonneuve
Maisonneuve, P.Q.

Dear Sir,

264/908 In compliance with the request contained in your letter of the 16th March, and further to my letter of March 20th attaching blue print shewing this Company's property in the town of Maisonneuve, I have now to forward you herewith detailed statement of cadastre No 182 which enumerates all the Company's property from the boundary with the City of Montreal to the boundary with the Parish of Longue Point, and I have to advise you that the total valuation of this property, namely: cadastre No 182 as enumerated in the attached statement is \$15,700. In connection with the valuation of Railway Track the only portion which is assessable against this Company is the extra track lying between Lasalle Avenue and the boundary with the parish of Longue Point: a distant of 1000 yards, valued at \$1,800. The main track does not belong to this Company and is assessable to the Montreal Terminal Company as is also the balance of property in cadastre No 182.

I trust this will supply you with all the information you require and will enable you to make your assessment for the year 1908 on this basis.

Yours truly,

T. G. LEITH,
Tax Commissioner.

P25/R1 37

SCHAUT

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

2 4 6

A. LASH, Director & Gen'l Counsel.

GERARD RUEL, Chief Solicitor

G.F. MACDONELL, Asst' Solicitor

THE CANADIAN NORTHERN
RAILWAY SYSTEM

SOLICITORS
DEPARTMENT

T.G. LEITH.
Tax Commissioner.

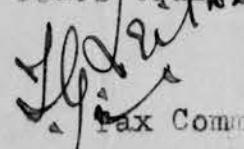
TORONTO, 6th April 1908 19

REFER TO C. B. 7766

Mr M. C. Ecrement,
Secy Treas Town of Maisonneuve
Maisonneuve. P. Q.

Dear Sir,

264/909
Further to my letter of March 17th ~~enc~~ in compliance with the request contained in your letter of the 16th inst:, I shall be glad to receive Bill covering this Company's property on the basis as stated in my letter which shall receive our immediate attention.

Yours truly,

T.G. Leith
Tax Commissioner.

P25/R1 37

SCHAUT

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

2 4 6

J. E. VANIER
Civil Engineer

29 Mai 1908.

Mr. J. E. Vanier,
Montréal.

Mon Cher Monsieur,-

26/908
Je vous transmets avec la présente un plan préparé par Mr. J. P. B. Casgrain, démontrant la propriété respective dans les limites de cette Ville, du Canadian Northern Quebec Rly. et du Montreal Terminal Rly.

La propriété du Canadian Northern Quebec Rly. est indiquée sur ce plan sous le No. 182 par des lignes rayées et celle du Montreal Terminal Rly. sous le même No. entourée d'un trait blanc.

Je vous demanderais de vouloir bien, si possible, indiquer la superficie du terrain de chacune de ces Compagnies, divisément:

1o. Des limites Ouest de cette Ville jusqu'à la rue Jeanne d'Arc;

2o. De la rue J. d'Arc à la rue Pie IX;
3o. De la rue Pie IX à la rue Desjardins;
4o. De la rue Desjardins à la rue Lasalle;
5o. De la rue Lasalle à la rue Letourneau;
6o. De la rue Letourneau à la 5ème Avenue;
7o. De la 5ème Avenue à la 4ème Avenue;
8o. De la 4ème Avenue à la 3ème.
9o. De la 3ème. " à la 2ème. "
10o. " " 2ème. " à la 1ère. "
11o. " " 1ère. " aux limites est de la Ville.

Vous trouverez en plus attachée au plan une description détaillée de la propriété possédée par le Canadian Northern Quebec Rly. dans la Ville. Le reste du No. de cadastre 182 appartient à la Compagnie du Terminal de Montréal.

Vous voudrez bien s.v.p. nous donner ces renseignements le plus tôt possible et obliger

Votre très humble serviteur

M. J. E. VANIER
Sec.-Trés.

de la Ville de Maisonneuve.

10o. De la 2ème Avenue à la 1ère. 75⁴ 8043 " " 5257 " "

11o. De la 1ère Avenue aux limites
est de la Ville,..... 16⁰ 3745 " " 3855 " "
162837 " " 71956 " "
JL JAH 50 13592.91

J'ai l'honneur d'être, cher Monsieur,
Votre très obéissant serviteur,

J. E. Vanier
Ingénieur Ville de Maisonneuve

MILE VANIER
Engineer and Architect

OFFICE:
No. 5 BEAVER HALL SQUARE
MONTREAL

Montreal, le 1er Juin 1908

M.G. Ecrément, Ecr., N.P.
Sec. Trésorier
Ville de Maisonneuve, P.Q.

Cher Monsieur,

En réponse à la demande que vous me faisiez le 29 Mai dernier, j'ai l'honneur de vous donner ci-après les superficies des Chemins de fer " CANADIAN NORTHERN QUEBEC & MONTREAL TERMINAL" que vous désiriez avoir -

Ces superficies seraient les suivantes, savoir:

264/909

(Canadian Nor-)Montreal
(thern Quebec (Terminal
(Railway - (Railway.

- | | | | | | |
|------|--|-----------------------|----------|-------|----------|
| 1o. | Des limites ouest de la Ville
jusqu'à la rue Jeanne d'Arc - | 25 ⁴ 26460 | Pds.car. | 13020 | Pds.car. |
| 2o. | De la rue Jeanne d'Arc à la
rue Pie IX,..... | 25 ⁴ 14325 | " | 3290 | " |
| 3o. | De la rue Pie IX à la rue Des-
jardins,..... | 25 ⁴ 14640 | " | 3360 | " |
| 4o. | De la rue Desjardins à la rue
Lasalle,..... | 25 ⁴ 10590 | " | 3122 | " |
| 5o. | De la rue Lasalle à la rue
Letourneau,..... | 25 ⁴ 7920 | " | 3080 | " |
| 6o. | De la rue Letourneau à la 5ème.
Avenue,..... | 16 ⁴ 52975 | " | 21201 | " |
| 7o. | De la 5ème.Ave. à la 4ème.Ave. | 15 ⁴ 8043 | " | 5257 | " |
| 8o. | De la 4ème. à la 3ème. Avenue | 15 ⁴ 8043 | " | 5257 | " |
| 9o. | De la 3ème. à la 2ème. Avenue | 15 ⁴ 8043 | " | 5257 | " |
| 10o. | De la 2ème. Avenue à la 1ère. | 15 ⁴ 8043 | " | 5257 | " |
| 11o. | De la 1ère Avenue aux limites
est de la Ville,..... | 16 ⁴ 3745 | " | 3855 | " |
| | | 162837 | " | 71956 | " |

JL 346.50 13592.91

J'ai l'honneur d'être, cher Monsieur,
Votre très obéissant serviteur,

J. Eeuile Vanier
Ingénieur Ville de Maisonneuve

Rec'd 14/4/09
M. G. B.

CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY
QUEBEC AND LAKE ST JOHN RAILWAY

TORONTO: 12th April 1909

Secretary Treasurer of : Township of Maisonneuve.
Maisonneuve. P. Q. Hochelaga Co
P. Q.

2649909
Return shewing the extent and value of the Company's
Property in the Tp. of Maisonneuve.. County of Hochelaga.... as
required by article 720 of the Municipal Code of the Province
of Quebec.

	L A N D	B U I L D I N G S			
	Acres	Value per acre	Total ac-	Dimen-	Total ac-
			value	sions	value
OWNED & OCCUPIED					
OWNED BUT NOT OCCUPIED	Property known as lot Cadastre 182 from boundary with City of Montreal to boundary of City of Longue Pointe - - - - -	\$15,700.00			
	1000 yards track	500			
	TOTAL VALUATION OF LAND & BUILDINGS.....	\$17,500.00			

Article 721- of the Municipal Code:- The Valuators in making the
Valuation of the taxable property in the Municipality must value
the real estate of a Railway Company according to the value classi-
fied in the return given by the Company.

Article 712 of the Municipal Code:- All property belonging to an
iron or wooden Railway Company to which a grant from the Provincial
Government has or may be made shall be exempt from taxation for a
period of 20' years from the date of first payment on account of
such subsidy.

Property of the Company occupied by a tenant must be assessed to the
Company direct and the notices should give the tenants name and
details .

Address all notices, tax bills and
communications to : F. G. Leith.
Tax Commissioner. Toronto.

J. G. Leith
Tax Commissioner.

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM
VALUATION DEPARTMENT

23 Avril 1909.

The Canadian Northern Quebec Railway Co.,

c/o Mr. T.G. Leith, Toronto.

Messieurs,-

J'ai reçu la vôtre du 12 avril crt. nous informant que la valeur de la propriété de votre Compagnie dans les limites de la Ville de Maisonneuve, laquelle s'élève à \$17,500.00. Je dois comprendre que cet avis tiendra place de celui que votre Compagnie est tenue de donner durant le cours du mois de mai prochain, parceque l'avis du mois de mai 1908 n'ayant pas été donné et notre rôle d'évaluation étant fait et homologué, cet avis ne doit pas s'appliquer pour le mois de mai 1908.

A l'avenir, comme le veut l'article 720 du Code Municipal, vous devrez communiquer cet avis durant le mois de mai, et les évaluateurs, tel que suivant l'article 721, du même code, évalueront votre propriété à la valeur spécifiée dans l'avis, si toutefois vous nous prouvez ce qui suit:

1o. L'étendue et les limites de votre propriété ou la désignation d'icelle. Dans votre avis du 12 vous dites que votre propriété est connue comme le lot de cadastre 182, comprise dans les limites de la Cité de Montréal et les limites de la Cité de la Longue-Pointe; il faudrait nous indiquer la largeur de votre propriété parce que je comprends que le Montreal Terminal Railway Co. à une partie du lot No.182.

2o. Si votre Compagnie est subventionnée par le Gouvernement Provincial de Québec, depuis quelle époque elle est subventionnée, car l'article 712 Sec.5 déclare que ces propriétés appartenant à des compagnies de chemins de fer seront exemptes de taxes municipales pour une période de 20 ans à compter de la date du 1er. paiement en acompte de la subvention. Si votre compagnie est subventionnée, l'article 712 s'appliquera et vous serez exempts de taxes municipales mais non de taxes scolaires. Si votre Compagnie n'est pas subventionnée, alors l'article 720 s'appliquera et vous devrez payer la taxe municipale et la taxe scolaire.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur
[Signature]
Sec.-Trés.

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

SOLICITOR'S DEPARTMENT

Z. A. LASH, K.C.
Director and Gen'l Counsel

GERARD RUEL,
Chief Solicitor

G. F. MACDONNELL,
Asst. Solicitor

TORONTO, 26th April 1909

REFER TO

*T.G. LEITH
Tax Commissioner.*

Mr M. C. Ecrement.
Secy-Treasurer, Town of Maisonneuve.
Maisonneuve. P. Q.

Dear Sir,

I have your favor of the 23rd inst: on the subject of the assessment of this Company's right of way through your District - I would draw your attention to the notification contained in my letter of the 17th March 1908 in which I gave you similar information as that contained in our return for the current year, namely: that we placed a valuation of \$15,700. upon lot known as cadastre No 182 and that the valuation placed upon 1000 yards of right of way and track was \$1800.00. From our understanding of the Statutes it would, therefore, devolve upon you to utilise this figure in fixing the assessment of this Company for last year. You will also note that attached to my letter of the 17th March 1908 to which I have already referred there was a detailed statement of all property comprised within lot known as Cadastre 182. As the details as shewn in this statement were compiled from this Company's agreement with the Montreal Terminal Company they are, therefore, most concise although somewhat lengthy and should enable your Assessor

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM
SOLICITOR'S DEPARTMENT

Z. A. LASH, K.C.
Director and Gen'l Counsel

GERARD RUEL,
Chief Solicitor

G. F. MACDONELL,
Asst. Solicitor

REFER TO

26th April 1909

TORONTO.

Assessor to see just what land is contained within Cadastre No
182.

Of course the return which we forwarded on the 12th
inst: is intended to be that called for by article 720 of the
Municipal Code and we trust you will fix the Company's assess-
ment on this basis for the current year and that you will also
have same altered to this basis for the year 1908.

Yours truly,

J. G. Leith,
Tax Commissioner.

CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY COMPANY

OFFICE OF LOCAL FREIGHT AGENT

Corner McLeau and Ste Catherine Streets,

A. F. DION,
FREIGHT AGENT.

MONTREAL, Que. 29 th, May 1909.

IN YOUR REPLY REFER TO FILE NO. 3654

Mr. Ellement,

Secretary-Treasurer,

Corporation of Maisonneuve,

Maisonneuve, Que.

Dear Sir:-

Referring to the attached letter from Mr. Spaidal

and with return of same will you please let me have the desired information
and oblige.

Yours truly,

D.

A. F. Dion

1er. Juin 1909.

M. A.E. Dion,
Agent, Canadian Northern Quebec Railway Co.,
Montreal.

Mon Cher Monsieur,-

3654 En réponse à la vôtre du 29 courant conte-
nant une lettre de M. Spaider, laquelle je vous retourne,
j'ai l'honneur de vous dire qu'aucun autre avis public n
n'est donné au sujet de la collection du rôle d'évalua-
tion que ceux que je suis tenu de donner en vertu du para-
graphe 63 de l'article 21 du chap. 53 de 63 Vict. Cet
avis est publié durant un mois au moins deux fois par se-
maine dans au moins un journal anglais et un journal fran-
çais publiés dans la Cité de Montréal. Cet avis comporte
que les évaluateurs de la Ville se réuniront à un certain
jour y mentionné pour entendre les plaintes contre le rôle
d'évaluation.

Espérant que ceci vous sera satisfaisant,

J'ai l'honneur d'être

votre très humble serviteur

mg Sec.-Trés.
de la Ville de Maisonneuve.

*and by J. H. G.
Member of year of track*

**CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY
AND
QUEBEC AND LAKE ST. JOHN RAILWAY**

Jas *✓ 100 ✓ 75 ✓ 0 ✓ 0*
TORONTO, 21st May 1910.

SECRETARY-TREASURER OF Town of Maisonneuve.
Maisonneuve, Hochelaga Co.
P.Q.

2644910

Return shewing the extent and value of the Company's Property
in the _____ County of _____
as required by Article 720 of the Municipal Code of the Province of
Quebec.

	LAND			BUILDINGS	
	Acres	Value per Acre	Total Actual Value	Dimensions	Total Actual Value
Owned and Occupied.....				Property known as lot Cadastre 182 from boundary with City of Montreal to boundary with City of Longue Pointe	
Owned but Not Occupied....	1000			1000 yards of track	

Total Valuation of Land and Buildings \$15,500.00

Article 721 of the Municipal Code:— The Valuators, in making the Valuation of the taxable property in the Municipality must value the real estate of a Railway Company according to the value classified in the return given by the Company.

Article 712 of the Municipal Code:— All property belonging to an iron or wooden Railway Company to which a grant from the Provincial Government has or may be made shall be exempt from taxation for a period of 20 years from the date of first payment on account of such subsidy.

Property of the Company occupied by a tenant must be assessed to the Company direct and the notices should give the tenant's name and details.

Address all notices, tax bills and communications to T. G. WATSON, Assessment Clerk, Toronto.

Thos G Watson

Assessment Clerk.

CANADIAN NORTHERN RAILWAY COMPANY
TREASURER

June 10th 1910

T. G. Watson Esq.
Assessment Clerk,
Canadian Northern, Quebec Ry.,
& Quebec & Lake St. John Ry.
TORONTO.

Dear Sir:-

We have your letter of the May 1st.,
before us and we would appreciate it if you kindly
send us a detailed assessment of your property, in the
City of Maisonneuve, bearing cadastre No. 182 as
follows:-

Assessment for rails, tracks. Etc.
" " Land

We are now preparing our roll for 1910-11
and the information required would greatly facilitate
our work and enable us to assess the property equitably
for all concerned.

Yours truly,

Assessors, City of Maisonneuve,

D.B.

Secretary.

W.B.

P25/R1 37

OSMA SCHAUFT

2 4 6

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

P. H. PHIPPEN, K.C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONNELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

TORONTO. June 11th, 1910.,

REFER TO

C. J. Burroughs, Esq.,
Secretary,
Board of Assessors,
City of Maisonneuve,
Maisonneuve, P. Q.

Dear Sir:

I have to acknowledge receipt of your letter of the 10th inst., requesting further details of the Company's property within the limits of the City of Maisonneuve which will receive immediate attention.

Yours truly,

Thos. Watson.
Assessment Clerk.

W.B.

P25/R1 37

SCHAUT

2 4 6

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

P. H. PHIPPEN, K.C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONNELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

valars of property. TORONTO. August 10th, 1910.,

REFER TO

to Longue Point to	3500
2 side First Ave.	
1st Ave to 2 side 2nd Ave.	7176
2nd " " 3rd "	7176
3rd " " 6th "	7176
C. J. Burroughs, Esq.,	7176
Secretary,	
Board of Assessors,	43780
City of Maisonneuve,	
Maisonneuve, P.Q.	

to Maisonneuve Ave 7176

Dear Sir:-

As requested by your letter of the 10th June last, I
now have the pleasure to enclose herewith detailed statement
showing the Company's property in the Town of Maisonneuve,
which I trust will meet your requirements.

Jeanne D'arc Ave to Boundary
to City of Montreal

Yours truly,

Hollis Watson
Assessment Clerk.

AUGUST 9th, 1910.,

P25/R1 37

SCHAUT

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

2 4 6

LIST OF LANDS OWNED BY C. N. Q.RLY CO IN THE CITY OF
MAISONNEUVE.

Particulars of property.	Area sq ft
From Parish Longue Point to E side First Ave	3500
1st Ave to E side 2nd Ave.	7176
2nd " " " 3rd "	7176
3rd " " " 4th "	7176
4th " " " 5th "	7176
5th " to E side Letourneau Ave	41790
" " to E side Lasalle Ave	7920
Lasalle Ave to E side Desjardins Ave	10440
Desjardins Ave to E side Pie IX Ave	14762
Pie IX Ave to E side Jeanne D'are Ave	8460
Jeanne D'are Ave to Boundry to City of Montreal	31000

106576
145

16:261

August 9th, 1910.,

15-20-25
112.837
146.576
146.261
161

Thos. G. Watson,
Assessment Clerk,
Toronto.

18 Aout 1910

Mr. J. Emile Vanier

Montréal.

Monsieur:-

264/91 Inclus une liste reçue de la Compagnie
Châteauguay Northern avec la superficie des terrains
leur appartenant dans les limites de Maisonneuve . Comme
ces chiffres ne s'accordent pas avec ceux fournis par vous
le 1er Juin 1908 nous vous prierons de bien vouloir
les vérifier encore une fois et nous laisser savoir,
le plus tôt possible, lesquels de ce chiffres sont exacts.

Votre dévoué



Secrétaire des évaluateurs
de la Ville de Maisonneuve

Chemins de Fer, Tramways, Routes,
Aqueducs, Canaux d'Égouts,
Pavages, etc.

Installation de Pouvoirs Moteurs

ARCHITECTURE

ÉDIFICES PUBLICS ET PARTICULIERS,
ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS, ETC.

ARBITRAGES, EXPERTISES

TELEPHONE BELL : UPTOWN 2816

J. EMILE VANIÉ

Ingénieur Civil, Architecte et arpenteur
Provincial

B. A. S.—A. M. C.—Soc. I. C.—M. Soc. I. C. de France
M. Soc. des Architectes de la P. de Q.

BUREAUX : No 5, Square Beaver Hall

Montréal le 24 août, 1910.

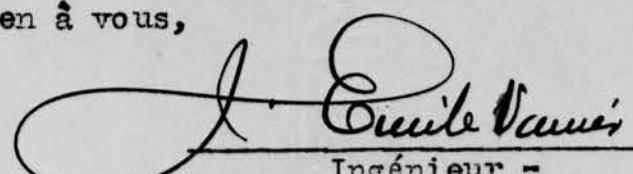
Laym

M. G. Ecrément, Ecr. N. P.,
Sec.-Trés.
Ville de Maisonneuve —

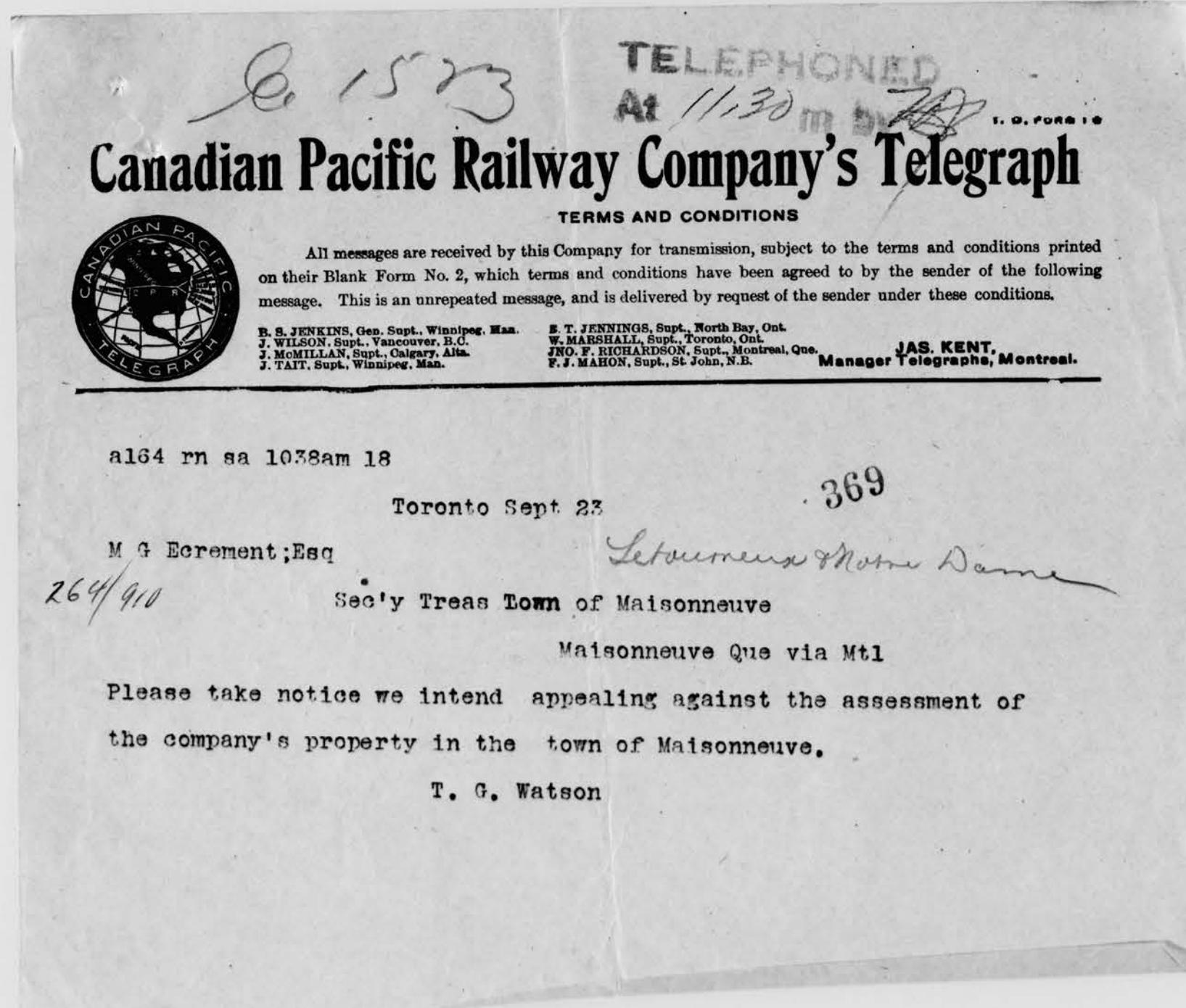
Cher Monsieur:-

En réponse à la vôtre du 18 du courant au sujet de
la superficie des terrains se trouvant dans les limites de votre
Ville et appartenant à la Compagnie Chateauguay Northern, je dois
vous dire qu'après vérifications il a été trouvé que les chiffres
que je vous donnais le 1er Juin 1908 sont exacts.

Bien à vous,



Ingénieur -
Ville de Maisonneuve



P25/R1 37

SCHAUT



2 4 6

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM
LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K.C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONNELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

TORONTO, September 23rd, 1910.,

Canadian Northern Railway Company
Care of George G. Wilson
Toronto.

REFER TO

Referring to yours of the twenty-third instant,

Parties of this firm will meet at eight o'clock in the morning

M. G. Erement, Esq.,
Secretary-Treasurer,
Town of Maisonneuve,
Maisonneuve, P. Q.
264/910

Dear Sir:-

I beg to confirm my wire of even date.

"Please take notice we intend appealing against the assessment
"of the Company's property in the Town of Maisonneuve"

I shall be glad to be advised in due course the date
of the sitting of the Court of Revision.

yours truly,
Thos. Daborn
Assessment Clerk

Maisonneuve 26 Septembre 1910.

Canadian Northern Railway Company
care of Thomas G. Watson
Toronto.

Dear Sir

Referring to yours of the twenty-third inst. the valuers of this town will meet at eight o'clock P. M. on Wednesday 28 inst.

I am yours truly.

M.J. Sec. Tres.
of the town of Maisonneuve.

CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY

OFFICE OF THE TREASURER

TORONTO, Sept. 6/10. 1910

Treasurer,
264/910
 Town of Maisonneuve,
 Maisonneuve, Que.

Dear Sir :—
 Enclosed please find cheque for \$357.90
 in payment of voucher herewith. Please date and sign the voucher
 and duplicate if any, in ink, and return at once to the undersigned.
 When voucher is received by a Railway Company or
 other Corporation, the party signing will designate his official title and
 name of the Corporation. JS
 Clerks authorized to receipt must put their own names in
 full under the names of their principals.
 Stamped receipts or signatures in pencil will not be
 accepted under any circumstances
 T-7523

Yours truly,

L. W. MITCHELL
 Treasurer

Yours truly,
 C.E.B.

Sept. 13th., 1910

COMPANY

of the 6th inst.,
 t settlement of our
 ewith return you
 e twenty seven cents
 n explanation we
 arged you so much
 ents and so as to
 amount we usually
 e remaining cents .
 our account we
 32 and the remaining
 rly date.
 plain matters fully
 ance by return.

receipts made up between us
and you for services or supplies
you may use in our office at Montreal.
Please apply to me for a copy
of my bill of exchange or
any account in Montreal
to you or to me or to any
other person or place.
Yours truly,
Treasurer.

MONTRÉAL MUNICIPAL TAXES

ONCE ON THE ANNUAL

Municipal Improvement Taxes
Town of Maisonneuve.

10% to be paid each year
plus interest at 6% on remaining
principal.

This account covers taxes for
the years 1908, 1909, 1910.

Sept. 13th., 1910

of the 6th inst.,
at settlement of our
account return you

Dear Sirs: We find however that you are twenty seven cents
(27¢) short in your settlement and in explanation we
will state that these sewers are charged you so much
the amount to be paid in ten instalments and so as to
make these instalments of an equal amount we usually
charge the first instalment with the remaining cents.
Thus if the amount is \$102.75 as in our account we
invoice the first instalment at \$10.32 and the remaining
instalments at \$10.27

The above, we hope, will explain matters fully
and trust you will remit us the balance by return.

Yours truly, Treasurer.

C.E.B.

The above, we hope, will explain matter
concerning the balance by

CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY COMPANY
OFFICE OF THE PRESIDENT
Sept. 13th.
TORONTO.

Messrs. Canadian Northern Quebec Ry.
Quebec, P.Q.

264/40

Dear Sirs:- Sons of Veterans

We have your favor of the 6th inst
enclosing cheque for \$357.90 in part settlement
account for sewers for which we herewith return
receipt. We find however that you are twenty seven
(27¢) short in your settlement and in explanation
will state that these sewers are charged you so
the amount to be paid in ten instalments and so
make these instalments of an equal amount we us
charge the first instalment with the remaining
Thus if the amount is \$102.78 as in our account
involve the first instalment at \$10.32 and the
instalments at \$10.27

Yours truly,
J. M. MITCHELL
Secretary

Sept. 13th., 1910

Messrs. Canadian Northern Quebec Ry.

Quebec, P.Q.

264/910

Dear Sirs:-

We have your favor of the 6th inst., enclosing cheque for \$357.90 in part settlement of our account for sewers for which we herewith return you receipt. We find however that you are twenty seven cents (27¢) short in your settlement and in explanation we will state that these sewers are charged you so much the amount to be paid in ten instalments and so as to make these instalments of an equal amount we usually charge the first instalment with the remaining cents. Thus if the amount is \$102.75 as in our account we invoice the first instalment at \$10.32 and the remaining instalments at \$10.27

The above, we hope, will explain matters fully and trust you will remit us the balance by return.

Yours truly,

C.E.B.

CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY COMPANY

OFFICE OF THE TREASURER

N

Sept. 21st/10.
TORONTO,

Secretary- Treasurer,
Town of Maisonneuve,
Maisonneuve, Que.

264/90

Dear Sir:-

I have your letter of the 13th inst., enclosing receipt for \$357.90, in part settlement of our account for sewers, and note your remarks regarding shortage of 27cents.

I shall be glad if you will please be good enough to return our voucher #2573, which you are holding, and the difference of 27cents will be sent to you at an early date.

Yours truly,

FJB)S.

L.G. Mitchell
Treasurer.

to indicate how
I do it
done to me
from the Legge's
name to mine
and so on
and so on

Dear Sir:-

Montreal
Maisonneuve
Montreal
Quebec

CANADIAN NORTHERN RAILWAY

Sept. 23/10

L.N. Mitchell Esq.
Treas.
Canadian Northern Quebec Ry.

Toronto

Dear Sir:-

We have your letter of the 21st.,
inst., and herewith return you your voucher No. 7523
7523.

Hoping to hear from you at an early
date.

Yours truly

The Town of Maisonneuve

Secretary.

Encl. C.E.B.

2 4 6

100-1100-0
100-1100-0

100-1100-0
100-1100-0

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

P. H. PHIPPEN, K.C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

TORONTO. October 6th, 1910.,

REFER TO

Canadian Northern Railway System,
Montreal.

D. Thomas J. Watson

Secretary-Treasurer,
Town of Maisonneuve,
Maisonneuve, P.Q.

Dear sir:-

Your letter of the 23rd ult, addressed to Mr. L. W. Mitchell, has been handed to me for attention. I regret that your account for Local Improvements was passed for payment 27 cents short, I think I understand from your letter how the mistake occurred, and presume if we add the 27 cents when making payment of the next instalment it will be satisfactory to you.

This will save considerable work in the payment of so small amount. Kindly let me hear from you.

Yours truly,

Frank Watson
Assessment Clerk.

Debtors of the
Linen & Cloth
Manufacturing
Co. Ltd.
Dear Sir,
I am sorry to state
that we have not
been able to
pay our debts
as they stand
at present.

Yours truly
J. H. Watson
Secy-Treas.

Canadian Northern
Railway System

8 October 1910.

Canadian Northern Railway System,
Toronto.

M. Thomas J. Watson.

Dear Sir,

Yours of the sixth inst. is received and I agree to your proposition.

I am yours very truly,

Sec.-Treas.

of the Town of Maisonneuve.

SH

P25/R1 37

SCHAUT

2 4 6

Sept. 29/10

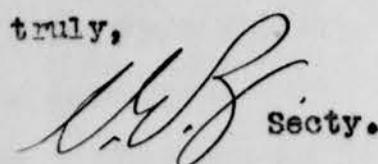
T.G. Watson Esq.
Assessment Clerk
Can N. & Q. Ry
Toronto.

Dear Sir:-

Pursuant to your conference with
the Assessors of this Town, I herewith beg to
submit the figures of our vity Engineer regarding
your property within the limits of Maisonneuve.

1-	Western limits to Jeanne D'Arc	26460ft.
2-	Jeanne D'Arc to Pic IX	14325
3-	Pis IX to Desjardins	14640
4-	Desjardins to Lasalle	10590
5-	Lasalle to Letourneau	7920
6-	Letourneau to 5th Avenue	52975
7-	5th Avenue to 4th Avenue	8043
8-	4th Ave to 3rd. Ave.	8043
9-	3rd. Ave to 2nd. Ave.	8043
10-	2nd. Ave to 1st. Ave.	8043
	1st Ave to Eastern limits	<u>3745</u>
		162827 ft.

Yours truly,


Secty.

Assessors Town of Maisonneuve

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K.C.
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

TORONTO. October 6th, 1910.,

REFER TO

C. E. Burroughs, Esq.,
Secretary, Board of Assessors,
Town of Maisonneuve, P.Q.

Dear sir:-

I beg to acknowledge receipt of your letter of the 29th ult, submitting your Engineer's figures showing area of the Company's property in the Town of Maisonneuve which I am comparing with my own computations, and will communicate with you again shortly.

I shall be glad to hear at as early a date as possible your decision regarding the assessment of rails etc in order that we may be in a position to file appeal to the Circuit Court if necessary. This, however, I trust will not be the case as I feel confident you will realize on giving the matter further consideration the unfairness of such assessment.

I would point out while writing that the reduction obtained in land valuation is very much less than anticipated; Not exceeding, I think, \$2000, which on an assessment of \$46,000 you will admit is a very small reduction. However, we hope to hear that you are prepared to strike off the assessment of rails above quoted which will help slightly to reduce the heavy burden placed upon us.

Yours truly,
H. D. Dalton
Assessment Clerk.

Oct. 10th 191

Thos. G. Watson Esq.
C. N. & Q. Ry.
Toronto Ont

Dear Sir:-

Replying to your letter of the 6th inst.

I beg to state that the tax on the rails of your road remains the same as last year but the assessors have reduced the tax on the land owned by your Company according to the price agreed upon in your interview with them. The tax now imposed on your Company for rails and land is the following

Rails and road	\$ 7870.00
Land	<u>\$35020.00</u>
	42890.00

Young truly

Scry

Assessors of the Town of Mais

P25/B1 37

SCHAUIS

2 | 4 | 6

Ernest R. Dickey,
Notaire.

Chambres 55, 57 & 58 Edifice Commercial Union
232-234-236 RUE ST JACQUES.

Montreal, 8th October, 1910.

TEL. BELL MAIN 6803
6804

D/H

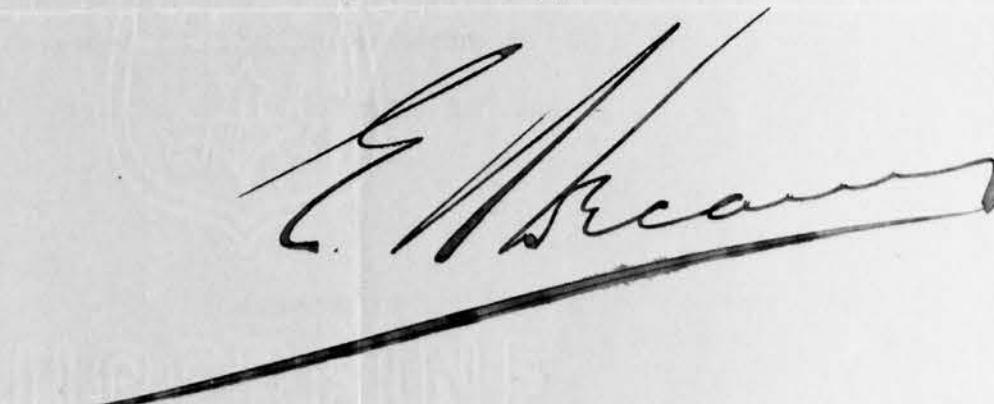
Mr. Burroughs,
Secty. Board of Assessors,
Town of Maisonneuve, Que.

Dear Sir:

RE C. N. Q. R. ASSESSMENT.

Will you please advise me as to the decision
your Board of Assessors has come to in reference to the
assessment of the rails of the Canadian Northern Railway
on their line within the limits of your town.

Yours truly,



LINEN RECORD

P25/R1 37

SCHAUT

1 5 10

2 4 6

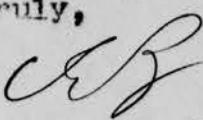
Oct. 10th., 1910

E.R. Decary Esq.
Montreal

Dear Sir:-

Replying to your letter of the 9th ., indt.
to hand I beg to state that the ~~roads~~ of the Canadian
Northern & Quebec Ry. have been taxed to the same amount
as last year \$7870.00 but the Board of Assessors have
made the reduction agreed upon in your interview with
the Board in regard to the assessment of the land.

Yours truly,



Secry.

Assessors of the Town of Maisonneuve

P25/R1 37

SCHAUT



2 4 6

20 Décembre 1910.

M. J.L.S. Morin,
Montréal.

Mon cher Monsieur,

264/910 Veuillez trouver sous pli, un compte contre
la Chateauguay Northern Railway Co., pour taxes municipales
dues à cette date sur les lots Nos. 14-323 à 324 sur la rue
Jeanne d'Arc.

Les taxes sur ces lots ont été chargées, de-
puis qu'ils sont sortis des mains de la famille Desjardins,
à différentes personnes, tel que la Montreal Terminal Railway
Co., The Acme Can Works Co., The American Can Co., et finalement
à la Compagnie Chateauguay; cette dernière Compagnie a toujours
refusé de reconnaître ces lots comme ses propriétés.

Je suis allé au bureau d'enregistrement et
j'ai fait des recherches afin de savoir à qui ces lots appar-
tenaient. Ces lots ont toujours appartenu à la Chateauguay.

Veuillez donc s.v.p. prendre des procédures
pour le recouvrement de ces taxes.

Je vous ferai tous autres états dont vous
aurez besoin.

J'ai l'honneur d'être,
Votre très humble serviteur,
M.J.S. Sec.-Trés.
de la Ville de Maisonneuve.

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K. C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONNELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

TORONTO, December 30th, 1910.,

REFER TO

Secretary-Treasurer,

Town of Maisonneuve,

264/910 Maisonneuve, P.Q.

Dear Sir:-

Notice covering sewer taxes levied upon property of the Company in the Town of Maisonneuve has just come to hand. This is the first notice which we have received covering sewer tax on Desjardins Street, and I shall be glad if you will favor me with further details of the taxes claimed showing total frontage assessment and rate per foot charged. Will you also please explain how the arrears amounting to \$129.60 are computed. As before stated this is the first notice we have received covering this particular tax and I am at a loss to understand why we should be called upon to pay more than the first payment namely, one-tenth together with the interest charged. Kindly let me hear from you in this matter at your earliest convenience.

Yours truly,
H. Hallason
Assessment Clerk.

Jan. 11th., 1911

Messrs. Canadian Northern & Quebec Ry.

Toronto Ont.

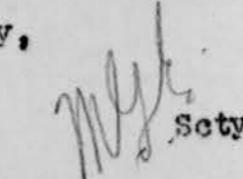
Dear Sirs:-

Your favor of the 30th Ult. to hand. The sewers for which account has been sent was built in 1901. The frontage of the lots was 25 feet at a cost of 0.89 $\frac{1}{4}$ per foot or \$22.40. The first instalment came due October 1st. 1901 for which accounts have been rendered consecutively every year to the Montreal Terminal railway. It was only this year that at our request for payment they notified us that the lots in question did not belong to them but to your Company hence the reason why a new account was sent to you covering the whole ten instalments which came due October 1st., 1910.

Interest is charged at the rate of 6% on the balance unpaid or \$1.34 per lot every year making \$12.06 interest on every lot.

This account is now past due since October 1st. 1910 and we will be pleased if you will kindly send us your cheque to cover same.

Yours truly,


Sety. Treas

Town of Maisonneuve.

C.E.B.

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM
LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K. C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

TORONTO. January 9th, 1911.

REFER TO

Secretary-Treasurer,

Town of Maisonneuve,

264/911 Maisonneuve, P.Q.

Dear Sir:-

Re 14-322 to 14-324, Jeanne d'Arc Street.

Mr. Decary has forwarded us tax notice covering the above property of the Company. Will you be so good as to favor me with details of the arrears claimed amounting to \$53.89 showing total assessment and rates of levy charged etc, and also inform me how the interest amounting to \$6.16 is computed. On receipt of this information we will have the taxes claimed passed forward for immediate payment.

I might add that this is the first notice of taxes we have received in respect of this property.

Yours truly
H. L. Watson
Assessment Clerk

Jany. 13th., 1911

Messrs. Canadian Northern & Quebec Ry.

Toronto:-

Dear Sirs:-

Re 14-322 to 14-324 Jeanne d'Arc Street.

Replying to your letter of the 9th inst., I
beg to state that the arrears charged as per account submitted
for payment are computed as follows:-

264/911

Year	Municipal Assessed at	\$	
1905-6	1137.50		11.94
1906-7	"	1138.	11.95
1907-8	"	1200.	12.60
1908-9	"	1200.	12.60
		<hr/>	
		\$ 49.09	

School		
1908-9	Assessed at	\$1200.
		<hr/>
		\$ 4.80
		<hr/>
		\$ 53.89

with interest on same at the rate of 6% per annum.

Hoping this information will be satisfactory, I remain,

Yours truly,

W.W.B.
Secty. Tre
Town of Maisonneuve

C.E.B.

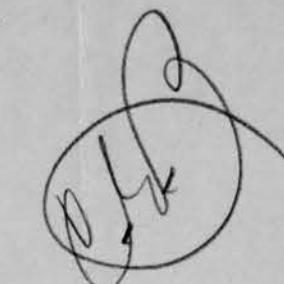
CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K. C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

REFER TO

TORONTO. January 24th, 1911.,



Secretary-Treasurer,

264/911
Town of Maisonneuve,

Maisonneuve, P.Q.

Dear Sir:-

Referring to your letter of the 11th inst, enclosing tax notice covering certain Local Improvements on Desjardins Street, I have passed forward the taxes claimed levied upon the following properties of the Company namely:- 14-441, 14-442, 14-410 & 14-409. The balance of the property assessed namely:- 14-443, 14-408 were owned and occupied by the Montreal Terminal Company during the period covered by the taxes now claimed, and we shall, therefore, be glad if you will kindly apply to the Montreal Terminal Company for the Improvement taxes levied on the two above properties.

You will receive cheque for \$137.76 covering our portion of the taxes levied within the course of the next few days.

Yours truly,
H. J. Wilson
Assessment Clerk.

REPRISE

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K. C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

REFER TO

TORONTO. January 24th, 1911.

Secretary-Treasurer,

264/911
Town of Maisonneuve,

Maisonneuve, P.Q.

Dear Sir:-

Referring to your letter of the 11th inst, enclosing
tax notice covering certain Local Improvements on Desjardins Street,
I have passed forward the taxes claimed levied upon the following
properties of the Company namely:- 14-441, 14-442, 14-410 & 14-409.
The balance of the property assessed namely:- 14-443, 14-408 were
owned and occupied by the Montreal Terminal Company during the
period covered by the taxes now claimed, and we shall, therefore,
be glad if you will kindly apply to the Montreal Terminal Company
for the Improvement taxes levied on the two above properties.

You will receive cheque for \$137.76 covering our
portion of the taxes levied within the course of the next few days.

Yours truly,
H. P. Watson
Assessment Clerk.

FLEET FALCONER, OUGHTRED, PHELAN, WILLIAMS & BOVEY
BARRISTERS, SOLICITORS & C.

CABLE ADDRESS FLEET {WESTERN UNION CODE
A.B.C.

C. J. FLEET, K.C. A. FALCONER, K.C. 157 ST. JAMES ST.
A. R. OUGHTRED, K.C. M. A. PHELAN,
H. S. WILLIAMS, WILFRID BOVEY.

MONTREAL, February 28th, 1911

ADDRESS - FLEET FALCONER OUGHTRED & CO.

M. G. Ecrement, Esq.,
Secretary Treasurer,
Town of Maisonneuve,
Que.

Dear Sir:-

264/911
We would be very much obliged if you would let
us have the assessed value of the following property:-

The portion of Lot 7 on the official plan and book of
reference of the Parish of Hochelaga, bounded by
Ontario Street, the line of the Canadian Northern
Railway, the rear of the lot fronting on Letourneau
Street and the rear of the lots fronting on William
Street.

Yours truly,

W. H. [Signature]

March 6th 1911

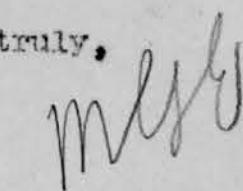
Messrs. Fleet Falconer & Co.,

Montreal.

Gentlemen:-

Replying to your enquiry of the 28th Ult., I beg to inform you that the municipal assessed value on portion of Lot 7 bounded by Ontario Street, the line of the Can. North & Quebec Ry, and fronting on rear of lots on Letourneau & William David Streets is \$37000.00.

Yours truly,



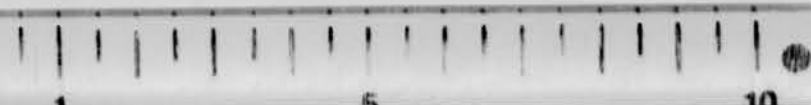
Sely. Treas.

G.E.B.

Town of Maisonneuve.

P25/R1 37

SCHAUT



2 4 6

CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY COMPANY

OFFICE OF THE TREASURER

TORONTO, March 29th/11.

Treasurer, Town of Maisonneuve,

Maisonneuve, P. Q.

Dear Sir:-

Enclosed herewith please find this Co's.
cheque No. 14570, in your favor for \$120.95, in payment
of 4th instalment of taxes on property of the Company

264/911 in the town of Maisonneuve.

Please be good enough to sign the enclosed
receipt form and return to me at your earliest convenience.

Yours truly,

FJB/S

S. H. Mitchell
Treasurer

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K. C.
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
G. F. MACDONNELL,
R. H. M. TEMPLE,
A. J. REID,
ASST. SOLICITORS

TORONTO, April 21st, 1911.,

REFER TO

Secretary-Treasurer,

Town of Maisonneuve,

264/911 Maisonneuve, P.Q.

Dear Sir:-

I beg to acknowledge receipt of tax notice dated the 29th ult, purporting to cover property of this Company in the Town of Maisonneuve. I must draw your attention to the fact, however, that this Company are not the owners of the following properties:-

1-593 1st Avenue
1-594 " "

I was under the impression also that Aird Street had been closed so far as the Company's property was concerned and should be glad to have some explanation of the present charge for Local Improvements.

I note that we are now billed for the 2nd instalment and would remind you that this the first application we have received covering these Local Improvements. Would you, therefore, be so good as to favor me with details of the taxes claimed, showing how the various amounts claimed are computed, together with total frontages assessed etc.

Thanking you in anticipation of an early reply.

I remain,
Yours truly,
Hollubar
Assessment Clerk.

1st ave on 50 ft @ 2⁰⁰
 " Est 76 " c 2⁰⁰
 2 " West 50 " c .93
 " East 75 " @ .93
 2 " West 50 " c .91
 " East 75 " " .91
 4 " West 50 " 1.00
 " East 75 " " 1.00
 5 " West 50 " 1⁰⁰
 " East 75 " 1⁰⁰
 and West 43 " 1³⁷
 " East 43 " 1³⁷

112.50	-
171.00	1
46.50	1
69.75	1
45.50	1
67.25	1
60.	1
90.	1
55.	1
82.50	1
58.91	1
58.91	1

absent Mar 1/1910.

property as requested.

Yours truly,

M.J. [Signature]
Sec. + Treas.

of the Town of Maisonneuve.

C.E.B. encl.

April 28th, 1911.

The Canadian Northern & Quebec Ry.,
Toronto.

264/911 Dear Sirs,

Replying to your letter of the 21st, I note what you say regarding lots Nos. 1-593-594, on first avenue.

You are under a false impression with regard to Aird Avenue; being closed as such is not the case.

Regarding the sewer tax account, I must state that the bill for the first instalment, was sent to you on the first March 1910, and I cannot account for your not receiving it.

For your own information, I have attached a detailed memo of the cost of the sewers on your Company's property as requested.

Yours truly,

M.J. Schaut
Sec. & Treas.

of the Town of Maisonneuve.

C.E.B. encl.

P25/R1 37

SCHAUT

2 4 6

	West Side	50 Ft.	\$2.25	\$112.50
	East		2.25	171.00
First Avenue				
"	West	50	.93	46.50
	East	75	.93	69.75
Second Ave.				
"	West	50	.91	45.50
	East	75	.91	67.25
Third Ave.				
"	West	50	1.20	60.00
	East	75	1.20	90.00
Fourth Ave.				
"	West	50	1.10	55.00
	East	75	1.10	82.50
Fifth Ave.				
"	West	43	1.37	58.91
Airad Ave.				
"	East	43	1.37	58.91

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM
LEGAL DEPARTMENT

CP CD.

F. H. PHIPPEN, K. C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
R. H. M. TEMPLE
A. J. REID, K. C.
S. PERCY BIGGS
ASST. SOLICITORS

REFER TO

TORONTO. 16th; February 1912.

M. Burgess

Assessment Commissioner,
Town of Maisonneuve,
Maisonneuve, Quebec.

264/912
Dear Sir,

On 29th; November last I wrote you requesting information regarding the decision of the Board of Assessment Commissioners in the matter of the Company's assessment appeal in the town of Maisonneuve and shall be glad to be favoured with a reply to this letter at as an early a date as possible.

Yours truly,

H. Hallstrom

Assessment Clerk.

PH 182 41960.

Railshk 10000.

February 26th, 1912

Canadian Northern Rly. System

Legal Department

Dear Sir: -

In reply to your favor of the
16th., I beg to advise you that the assessment value of
your property in Maisonneuve bearing pPtt. of 183 is
\$41,960.00 and rails &c. \$10,000.00.

Yours truly

me [illegible]
Sec. Trés.

of the Town of Maisonneuve.

/AT/

P25/R1 37

SCHAUT

2 4 6

8th November 1912.

Mr. E. R. Decary, N.P.
232 St. James St.,
City.

Dear Sir,- Re Canadian Northern Ry.

In reply to your favor of the
7th instant, I beg to state that the valiators will
sit on Saturday, the 16th when they will be prepared
to take up this matter.

Yours truly,
mg lement
Sec. Treas.
of the Town of Maisonneuve.

/AT/

Ernest R. Dickey.

Notaire.

Chambres 55, 57 & 58 Edifice Commercial Union

232-234-236 RUE ST JACQUES.

Montreal 28 Novembre, 1912.

*TEL. BELL MAIN 6803
6804*

*M. le Secrétaire-Trésorier,
de la Ville de Maisonneuve,
Hotel de Ville, Maisonneuve.*

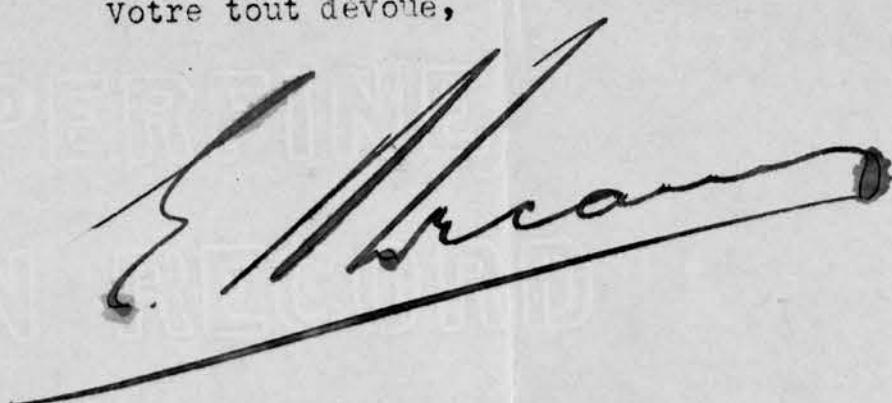
Monsieur:-

264/912
*J'ai été averti par M. Morin, votre avocat, que
votre Conseil me notifierait aussitôt que vous serez prêts à
entendre les objections de la Compagnie Canadian Northern,
relativement à votre rôle d'évaluation pour l'année courante.*

*Veuillez donc me faire savoir par le retour du
courrier, si telles objections pourront être entendues bientôt.*

Votre tout dévoué,

ERD/GD



30 Nov. 1912.

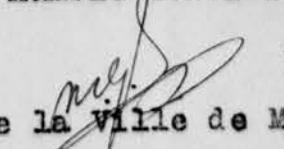
M. E.R. Decary N.P.,
232 St.Jacques,
Montréal.

Mon Cher Monsieur,-

264/912 J'ai la vôtre du 28 novembre courant et je suis surpris de voir que vous demandez encore quand vous pouvez être entendu par les évaluateurs parce que le 8 nov. crt. je vous écrivais que les évaluateurs seraient prêts à prendre votre plainte en considération le 16 du même mois; et de fait, le 16 crt., un samedi soir, date fixée, votre associé, M. Joron, était ici devant les évaluateurs; comme il était seul il a déclaré qu'il attendait d'autres intéressés du C.N. et après avoir attendu un certain laps de temps il est reparti. Les évaluateurs ont donc du homologuer le rôle et il est actuellement homologué et aucune plainte ne peut être entendue maintenant par eux.

J'ai l'honneur d'être

Votre très humble serviteur


Sec.-Trés.
de la Ville de Maisonneuve.

Ernest R. Dickey.
Notaire.

Chambres 55, 57 & 58 Edifice Commercial Union
232-234-236 RUE ST-JACQUES.

*TEL. BELL MAIN 6803
6804*

Montreal 11 Décembre, 1912.

M. G. Ecrement.,
Sec. Trésorier,
Maisonneuve, mCité.

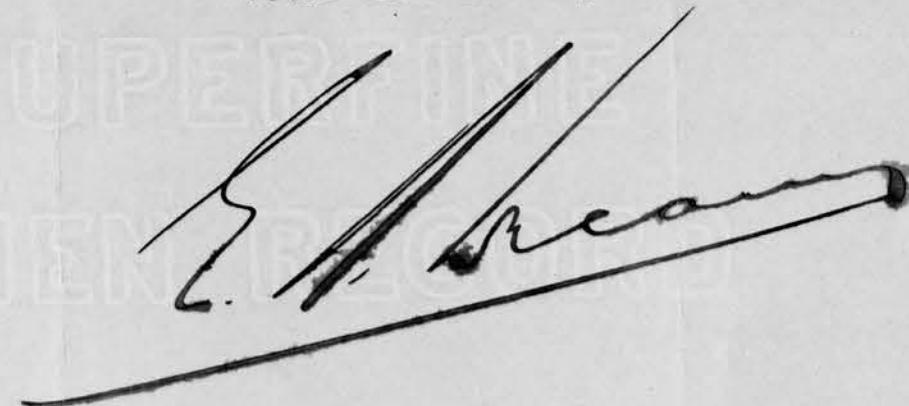
Monsieur:-

264/912
En réponse à votre lettre du trente courant, je dois vous dire que c'est sur la promesse expresse de votre avocat, M. Morin, que j'ai attendu d'être appelé devant votre Conseil.

Vous pourriez peut être lui rappeler la chose et voir s'il n'y a pas moyen d'entendre les plaintes de M. Watson, le Secrétaire du Canadian Northern.

Votre tout dévoué,

ERD/GD



15 janvier 1913.

The Canadian Northern Ry. Co.

Montréal.

Messieurs,-

Jusqu'à présent vous avez toujours déclaré n'être pas propriétaire du lot No. 1-594 située sur la 1ère Avenue dans la Cité de Maisonneuve. Ce lot avoisine votre chemin de fer qui porte actuellement le No. 182 et a été acheté par votre Compagnie de la Succession Vial, le 31 décembre 1903, suivant vente passée devant Mtre. René Leroux, Notaire, à Montréal, et le prix payé a été de \$500.00. En conséquence vous trouverez sous pli un compte corrigé pour vos taxes sur ce lot.

264/913
J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur
Sec. Trés.
de la Cité de Maisonneuve.

/AT/

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM

LINES IN ONTARIO AND QUEBEC EAST OF AND INCLUDING OTTAWA

GENERAL FREIGHT DEPARTMENT

BUY TOMBS

THOS. G. WATSON,
Tax Commissioner

**ALL RATES QUOTED ARE SUBJECT TO ACCEPTANCE IN WRITING
AND CANNOT BE PROTESTED UNTIL PUBLISHED AND
FILED IN ACCORDANCE WITH THE PROVISIONS OF THE
CANADIAN RAILWAY ACT, OR INTERSTATE COMMERCE ACT,
AS THE CASE MAY BE.**

IN YOUR REPLY PLEASE REFER TO FILE

TORONTO, Ont. October 4th. 1916.

Messrs. Taillon, Bonin, Morin & Laramee,

MONTREAL.

Dear Sirs :-

I have to acknowledge receipt of your letter of the 8th ultimo, in which you advise that it is the intention of the Town of Maisonneuve to take immediate action to collect arrears of taxes rated against the Canadian Northern Railway Company's property, as follows, namely:-

Municipal Taxes and Arrears,
With Penalties.....\$7,650.23

School Taxes and Arrears
with penalties..... 4,166.00

\$11,810.25

On analyzing these taxes and arrears it is found that the Municipality in endeavouring to collect taxes amounting to \$1.560.73, assessed against rails and ties and other superstructure, which property it is submitted is exempt from assessment under the provisions of the Assessment Ordinance, more particularly the Cities & Towns Act of 1903, by which all assessment matters of the Town of Maisonneuve are governed, furthermore, that the Municipality is charging special School taxes amounting to \$346.17 - which are uncollectable by virtue

AVIS—5 p.c. d'escompte sera accordé si ce compte est payé dans les quinze jours de sa date. Après ce délai l'intérêt à 6 p.c. sera invariablement chargé. Le Conseil Municipal, ni les officiers, n'ont le droit de faire remise des intérêts.
NOTICE—A discount of 5 p.c. will be allowed if this account is paid within fifteen days of date, after which delay 6 p. c. will be charged. Neither the Municipal Council or its Officers can remit the interest thereon.

P25/R1 37

1

4

6

T.B.M. & L.#2

of the Annexation By-law between the School Municipality of Maisonneuve and Montreal.

The City of Maisonneuve's claim for outstanding taxes at this date, therefore, it is submitted is more correctly computed as follows:-

Municipal ~~and School~~ Taxes
and Arrears and Penalties.....\$6.767.52

School Taxes and Arrears
and Penalties..... 3.141.81
=====

\$9.909.33

Concerning the Municipality's claim for outstanding taxes correctly computed at \$9.909.33, the Canadian Northern Quebec Railway Company desires to draw attention to the fact that in the year 1911, at which date the Railway Company's valuation for assessment purposes was under appeal submissions were made to the Municipal Council whereby it was agreed that in the event of the Railway Company constructing a Station at Maisonneuve, certain concessions would be granted with regard to exempting the Railway Company's lands from assessment, or granting a fixed valuation for a period of years.

At the time this question was under serious consideration by the Railway Company, I understand an order of the Railway Commission was issued concerning building the Station in question, which was subsequently constructed in the interests of the City. No action has been taken by the Municipal authorities, however, with regard to granting an exemption or fixed assessment, as agreed upon when the matter first came up for discussion.

AVIS—5 p.c. d'escompte sera accordé si ce compte est payé dans les quinze jours de sa date. Après ce délai l'intérêt à 6 p.c. sera invariablement chargé. Le Conseil Municipal, ni les officiers, n'ont le droit de faire remise des intérêts.
NOTICE—A discount of 5 p.c. will be allowed if this account is paid within fifteen days of date, after which delay 6 p.c. will be charged. Neither the Municipal Council or its Officers can remit the interest thereon.

The Municipality's attention must also be drawn to the fact that under the Cities and Towns' Act the City of Maisonneuve would be unable legally to collect more than three years taxes in arrears, taxes being prescribed after a period of three years under the Assessment Ordinance, whether or not, however, my Company would desire to adhere strictly to the letter of the law in this connection, I am not fully advised, but would submit however these facts should be taken into serious consideration in the adjustment which it is now hoped to effect.

The Municipality of Maisonneuve will further recollect that an appeal is at the present time pending in the Circuit Court against the present assessment of the Railway Company's lands which is deemed exorbitant and excessive.

In the circumstances above set out it is respectfully submitted to the Municipal Council that serious consideration should be granted to the question of fixing a more equitable assessment of the Railway Co's land for a period of years, and so far as the arrears of taxes are concerned, to be willing to compromise in the event of immediate payment being made of three years taxes in arrears, viz., \$6.266.29 - it being the further understanding that the Company's appeal before the Circuit Court shall be withdrawn.

I am instructed that my Company has every desire that their friendly relationship shall continue to exist with the City of Maisonneuve, and feel confident that the fairness of their claim will be appreciated and the necessary relief from overburden-

T.B.M. & L. #4.

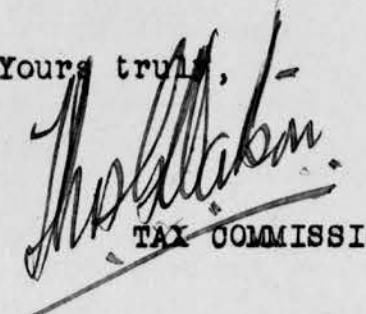
30

some taxation granted.-

In conclusion, I am authorized to advise that in the event of the Town agreeing to accept in full payment of arrears, the taxes which the Town is legally entitled to collect, viz, \$6.266.29, payment will be arranged by the Company immediately and if some satisfactory arrangement could be come to whereby the Company's lands within the Municipality may be subject in the future to a fixed assessment in order that constant appeals and lengthy litigation may be avoided, the Company's appeal from the present excessive assessment of their property now before the Courts will be withdrawn.

Trusting that this question will be placed before your Council for serious and favourable consideration at an early date,

I remain,

Yours truly,

H. Hallinan
TAX COMMISSIONER.

31

50

2

AVIS—5 p.c. d'escompte sera accordé si ce compte est payé dans les quinze jours de sa date. Après ce délai l'intérêt à 6 p.c. sera invariablement chargé. Le Conseil Municipal, ni les officiers, n'ont le droit de faire remise des intérêts.
NOTICE—A discount of 5 p.c. will be allowed if this account is paid within fifteen days of date, after which delay 6 p.c. interest will be charged. Neither the Municipal Council or its Officers can remit the interest thereon.

P25/R1 37

2 4 6



BUREAU DU SECRETAIRE-TRESORIER
SECRETARY-TREASURER'S OFFICE

Tel. Bell Lasalle 1280

Maisonneuve,

12 juillet 1916

Année
Year 1915-16

A la Cité de
To the City of

MAISONNEUVE

CADASTRE No.	SUBD. STREET or AVENUE	EVALUATION VALUATION	Taxe Municipale Tax10% Arrérages de Taxes Municipales Arrears on Municipal Taxes	Intérêt sur Taxes Municipales Interest on Mu- nicipal Taxes	TOTAUX TOTALS
1 592	1 Avenue		2363	6378	
1a 978	30 "		53.50	112.35	
1672-1671	"		24.57	48.05	
1692 ✓			(107.50)	725.21	
P 182	Chemin de fer		1509.19	267.89	
			1817.89	5214.28	7031.67
			Int arrérages	56056	
			" AOU 15 1916	26239	827.95
					\$ 7859.62

AVIS—5 p.c. d'escompte sera accordé si ce compte est payé dans les quinze jours de sa date. Après ce délai l'intérêt à 6 p.c. sera invariablement chargé. Le Conseil Municipal, ni les officiers, n'ont le droit de faire remise des intérêts.
NOTICE—A discount of 5 p.c. will be allowed if this account is paid within fifteen days of date, after which delay 6 p. c. interest will be charged. Neither the Municipal Council or its Officers can remit the interest thereon.

Veuillez S. V. P. apporter ce compte pour payer.

Kindly bring this bill when tendering payment.

**DU SECRETAIRE-TRESORIER
SECRETARY-TREASURER'S OFFICE
A l'ôtel-de-Ville de Maisonneuve**

Tél. Bell Lasalle 1280

23

Maisonneuve, 12 juillet 1916

Année 1915-16
Year

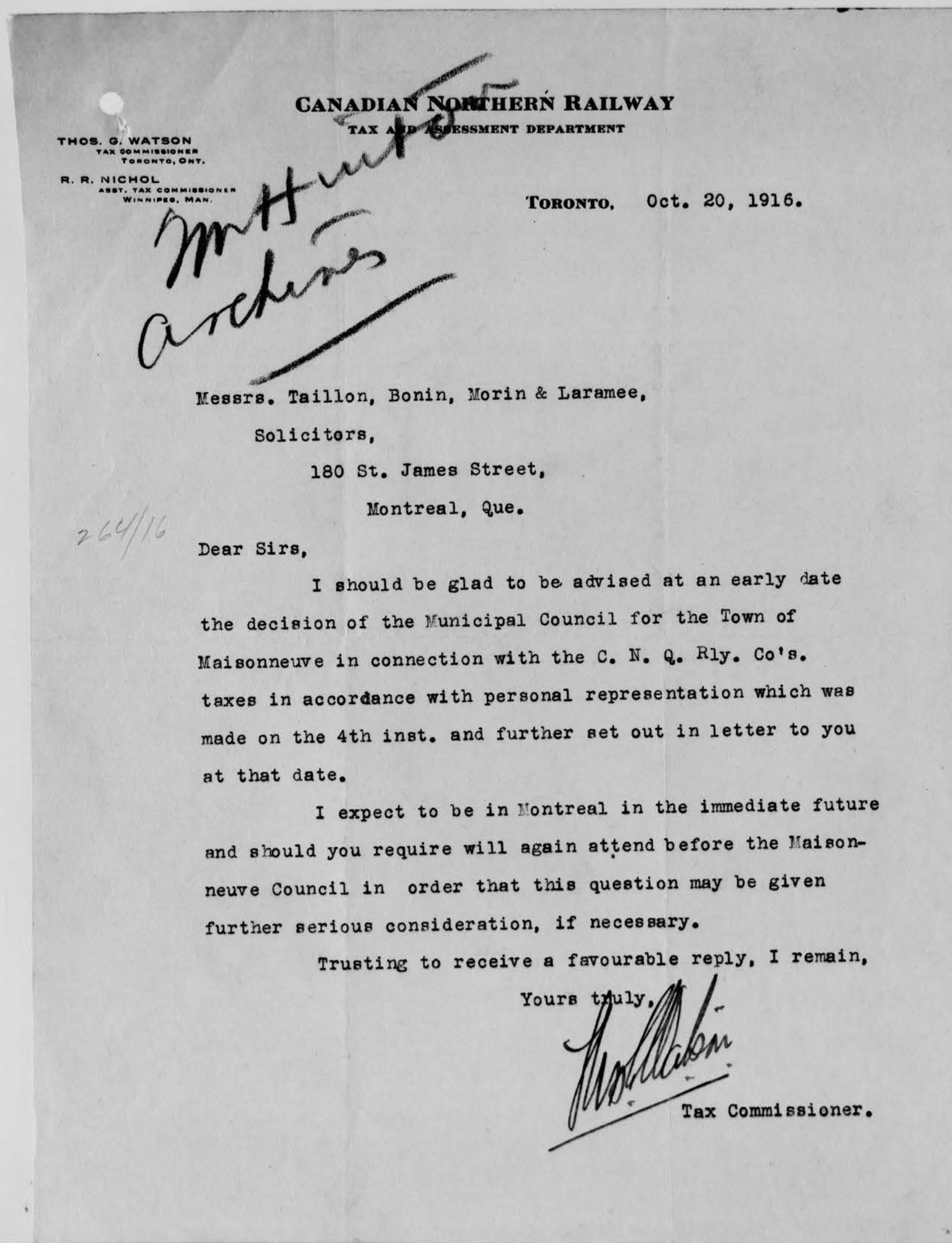
To School Commissioners of the Town of
Aux Commissaires d'Ecole de la Ville de

MAISONNEUVE

La taxe spéciale de 20 centins par \$100. a été imposée pour payer l'intérêt et le fonds d'amortissement sur l'emprunt de \$800,000.00 par une résolution adoptée le 8 juin 1915, conformément à l'Art. 2728 S. R. Q. 1909 et aux arts. 2728a, 2728b et 2728c de 5 Geo. V ch. 36 sect. 12.

AVIS—Ce compte doit être payé dans les quinze jours de sa date, SANS ESCOMPTE. Après ce délai l'intérêt de 6 p. c.

NOTICE—This account must be paid within fifteen days of date, WITHOUT DISCOUNT, after which delay 6 p.c. interest will be charged. Neither the Commissioners or its Officers can remit the interest thereon.



*Copie
archives*

October 23, 1916.

Mr. Thos. G. Watson,
Tax Commissioner,
C.N.R.

Dear Sir:-

RE: MAISONNEUVE

The Council of Maisonneuve has adopted a resolution accepting your offer to transact on the arrears of taxation. Our Secretary, Mr. Hinton, will write you to that effect, so that when you come to Montréal, you will be in position to settle and get a receipt.

As far as your demand for fixed taxation is concerned, we have no power to grant this request; but I would advise you to forward to the assessors, every year the statement referred to in articles 4501-2, of the Revised Statutes (1888).

I told Mr. Hinton to acquaint you of those facts. Maisonneuve is not governed by the General Act of 1903, but by the General Act that you will find in the old Revised Statutes (1888), and also by its special charter.

Hoping that you will be satisfied with these informations, I remain,

Yours truly,

L.J. Monin

24th October, 1916.

Canadian Northern Railway System,
c/o Mr. T.G. Watson, Tax Commissioner,
Toronto.

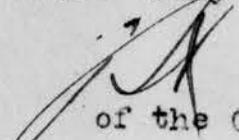
264/6
Dear Sir:-

Offer re payment of arrears of taxes

Following our legal adviser's letter dated
the 23rd instant, please find enclosed copy of a resolu-
tion passed by the Council of the City of Maisonneuve,
at its meeting of the 13th also instant, accepting your
offer to transact on the arrears of taxation.

I remain

Yours truly


Sec. Treas.
of the City of Maisonneuve.

AT/

Account enclosed

Extrait du livre des délibérations du Conseil de la Cité de Maisonneuve, à son assemblée du 13 octobre, 1916, étant un ajournement de son assemblée régulière du 11 du même mois, à laquelle sont présents: M.le Maire Lévie Tremblayet MM.les Conseillers G.N.Pichet, H.A.E.Morin, Elz.Lapointe, J.E.Vigeant et Wilf.Tardif, formant un quorum, savoir:

Proposé par M.G.N.Pichet,

Et unanimement résolu:

Que le Secrétaire-Trésorier soit autorisé à transiger et opérer un règlement avec la Compagnie dite: Canadian Northern Railway System, au sujet de redevance de taxes municipales et scolaires dues par cette dernière à la Cité de Maisonneuve pour les années 1913-14, 1914-15 et 1915-16 lesquelles s'élèvent, avec intérêt accrû, à la somme de \$6,836.62, taxes sur les rails non comprises, suivant un état dressé à cet effet en date du 10 octobre, 1916 par le comptable de la Cité.

(Vrai extrait)

Sec. Trés.

de la Cité de Maisonneuve.



BUREAU DU SECRETAIRE-TRESORIER
SECRETARY-TREASURER'S OFFICE

Tel. Bell Lasalle 1280

Maisonneuve, 10 Octobre, 1916. 19

M Canadian Northern Quebec Rly.

Année }
Year }

A la Cité de
To the City of **MAISONNEUVE**

CADASTRE No.	RUE ou AVENUE STREET or AVENUE	EVALUATION VALUATION	Taxe Municipale	Taxe Scolaire School Tax	Intérêt sur Ta- xes Municipales Interest on Mu- nicipal Taxes	Intérêt sur Taxes Scolaires Interest on School Taxes	Arrérages de Ta- xes Municipales Arrears on Mu- nicipal Taxes	Arrérages de taxes Scolaires Arrears on School Taxes	TOTAUX TOTALS
			1915-16	1914-15 1913-14	1915-16 1914-15	1913-14			
1 594	1e. Ave		23 63	23 63 19 68	11 25	9 "	7 50		
1A 978) 3 e Ave		52 50	52 50 59 85	25	20	22 80		
1673-74)									
1692	4e Ave		24 57	24 57 20 48	11 70	9 36	7 80		
182			1559 191559	20 974 50 742.47	593 98	371 24			
					790 42	632 34	409 34	1,832 10	
					1659 89 1659 90 1074 51			<u>4,394.30</u>	
								6,226 40	
					Int. scolaire			173 72	
					Int. Mun.			<u>436 50</u>	
								6,836 62	



BUREAU DU SECRETAIRE-TRESORIER
SECRETARY-TREASURER'S OFFICE

Tel. Bell Lasalle 1280

1000⁰⁰

notes

19

Maisonneuve,
M. Jan Mort du Puy

Année }
Year }

A la Cité de
To the City of **MAISONNEUVE**

CADASTRE No.	RUE ou AVENUE STREET or AVENUE	EVALUATION VALUATION	Taxe Municipale Tax	Taxe Scolaire School Tax	Intérêt sur Ta- xes Municipales Interest on Mu- nicipal Taxes	Intérêt sur Taxes Scolaires Interest on School Taxes	Arrérages de Ta- xes Municipales Arrears on Mu- nicipal Taxes	Arrérages de taxes Scolaires Arrears on School Taxes	TOTAUX TOTALS
1 594	1 ave		19108	19148	1913-4	15-16	14-15	1913-14	
100 978	{ 32		2363	2363	1968	1128°	9	750	
1673-74			5250	5250	3980°	28°	20	2280	
1692	4 ave		8457	8457	8048	1170	936	780	
182			1559 19	1559 20	994 50	742 47	693 98	371 24	
	col					790 42	632 34	409 34	1832 10v
	Mun		1659 80	1659 90	1076 01	✓	✓	✓	4394 30v
						✓	✓		6226 00v
									173 72
									436 50
									86836.62

November 16th.1916

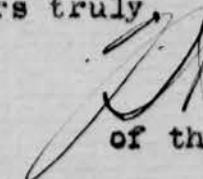
Canadian Northern Railway System
c/o Mr.T.G.Watson,Tax Commissioner,
Toronto, Ont.,

Dear Sir,-

Payment of taxes

We are much surprised not having heard from you since we wrote you on the 24th of October ultimo, bringing to your knowledge a certain arrangement agreed to by the City of Maisonneuve, concerning taxes owed to the City by your Company. The Council has consented such an arrangement with the view of getting a prompt settlement on the part of your Company. -So, we are waiting your reply as early as possible.

Yours truly,



Sec.-Treas.

of the City of Maisonneuve.

MLL/AL

264-4
Maisonneuve - Municipalité
Dossiers.

Canadian Northern Quebec Aly.

**Archives Municipales
de Montréal**

Si vous vous dépos-
sez de ce document
veuillez en prévenir
sans retard,

L'ARCHIVISTE

If you give away this
document, please ad-
vise, without delay
the

ARCHIVIST

NCIPALES
-41

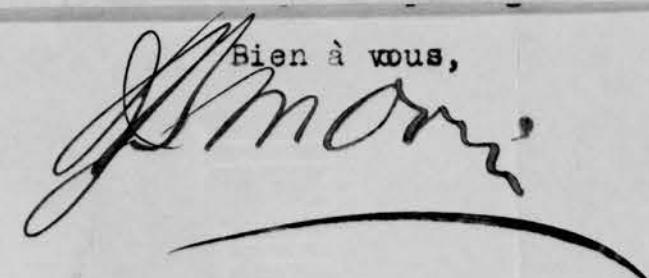
14

re Construction de gare - partie du
dossier Aménage à M. L. G. Brown
le 2/1/1912 M.L.

264/912

Re: Station C.N.R.

Vous trouverez dans ce pli un plan de station
qui n'a pas été examiné par la Compagnie Canadienne
et doit immédiatement à la commission des
conseils de la ville à délibérer sur les dis-

Bien à vous,

J. Morris

P25/R1 37

SCHAUT

1 5 10

2 4 6

N. BONIN, MORIN & LARAMEE
AVOCATS

JON. L. O. TAILLON, C. P. C. R.
J. ALEXANDRE BONIN, C. R.
JOSEPH MORIN, C. R.
ARTHUR LARAMEE, LL. B.

TÉL. MAIN 8213

142/11
ÉDIFICE DE LA "BANQUE D'ÉPARGNE
180, RUE ST-JACQUES

MONTREAL. 20 Novembre 1912.

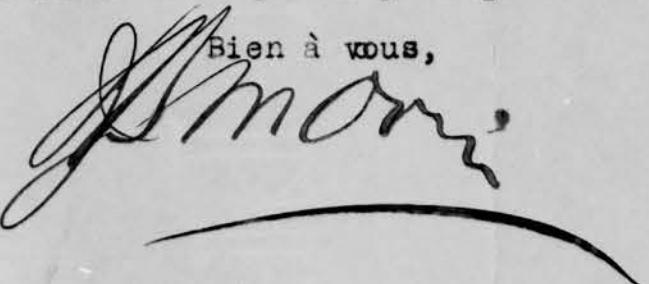
Monsieur M. G. Ecrement,
Secrétaire-Trésorier,
Ville de Maisonneuve.

264/912
Re: Station C.N.Q.R.

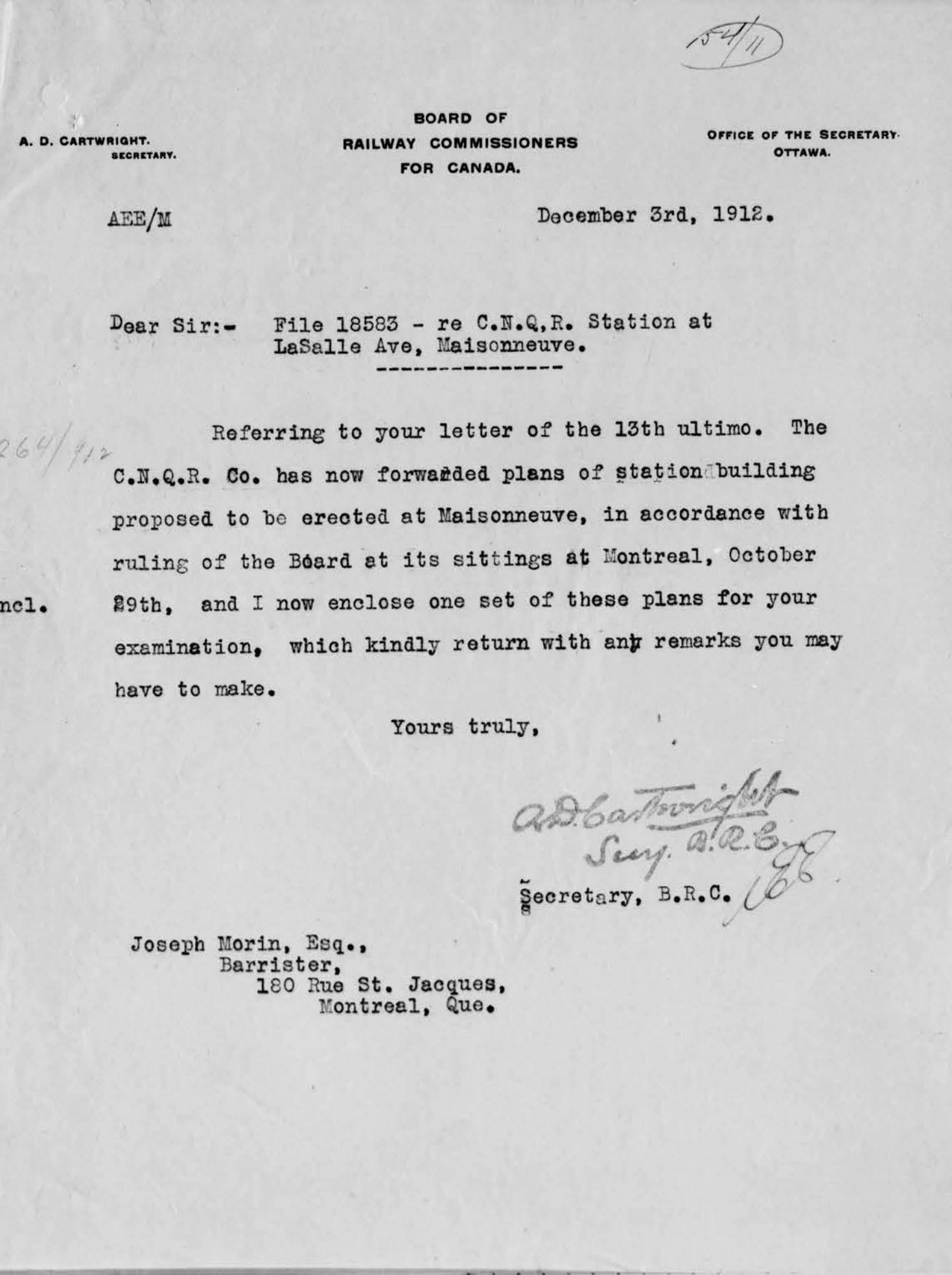
Cher Monsieur:-

Vous trouverez sous pli un plan de station en 4 feuilles, qui m'a été transmis par la Compagnie Canadian Northern Ry. J'ai écrit immédiatement à la commission des chemins de fer pour déclarer que la ville a droit à une station de fret aussi bien que de passagers.

Bien à vous,



Joseph Morin



P25/R1 37

SCHAUT

1 5 10

2 4 6

7 Décembre 1912.

M. L. J. S. Morin,
Montréal.

Mon cher monsieur,-

Re gare du Canadian N.Q.Ry.

Sous pli copie d'une résolution
passée par le Conseil de cette Ville à sa dernière
assemblée du 4 décembre courant au sujet ci-dessus.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur
M.J.S. Sec. Trés.
de la Ville de Maisonneuve.

/AT/

X

P25/R1 37

SCHAUT

1 5 10

2 4 6

Extrait du livre des délibérations du
Conseil de la Ville de Maisonneuve à son assemblée
régulière du 4 décembre 1912, à laquelle étaient
présents: M. le Maire Alexandre Michaud et MM. les
Conseillers Oscar Dufresne, Chs. Bélanger, Robt.
Fraser, Lévie Tremblay, J. E. Lemay & Oct. Ger-
main, formant un quorum, savoir:

Lecture d'une lettre du Comité des Che-
mins de fer au sujet de l'établissement d'une gare
par le Canadian Northern Quebec Railway, dans
les limites de la Ville de Maisonneuve.

Proposé par M. Oscar Dufresne,
Secondé par M. Lévie Tremblay,

Et unanimement résolu:

Que le Conseil après avoir pris com-
munication du plan préparé par M. Henry V. Wicksteed,
ingénieur, en date du 13 novembre 1912 montrant
une gare à passagers, déclare que cette gare est
trop petite pour la population de Maisonneuve qui
est maintenant de près de 35,000 âmes et que
cette population ira en augmentant considérable-
ment d'ici à quelques années; qu'il n'y a pas
non plus de gare pour le fret, que par conséquent
la Ville ne peut accepter ce plan et que l'aviseur
légal soit autorisé d'en avertir la Compagnie.

/Vrai extrait/

Sec. Trés.
de la Ville de Maisonneuve.

169/11

A. D. CARTWRIGHT.
SECRETARY.

BOARD OF
RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.

OFFICE OF THE SECRETARY,
OTTAWA.

G/C

Dec. 24th, 1912.

Dear Sir:- File 18583, Appl'n of Town of Maisonneuve
for freight & passenger station, C.N.Q.R.

Referring to your letter of the 9th inst.

264/912
I am directed to state, that in view of the protest, that plans will not now be approved, and to ask you to furnish details of the accommodation that the Town requires.

Yours truly,



Secretary, B.R.C.

Jos. Morin, Esq.,
Barrister,
180 Rue St. Jacques,
Montreal, Que.

P25/R1 37

SCHAUT

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

2 4 6

TAILLON, BONIN, MORIN & LARAMEE
AVOCATS

HON. L. O. TAILLON, C. P. C. R.
J. ALEXANDRE BONIN, C. R.
JOSEPH MORIN, C. R.
ARTHUR LARAMEE, LL. B.

TÉL. MAIN 8213

225/11
ÉDIFICE DE LA "BANQUE D'ÉPARGNE"
180, RUE ST-JACQUES

MONTREAL. Ier Avril 1913.

Monsieur M. G. Egremont,

Secrétaire Trésorier,

Cité de Maisonneuve.

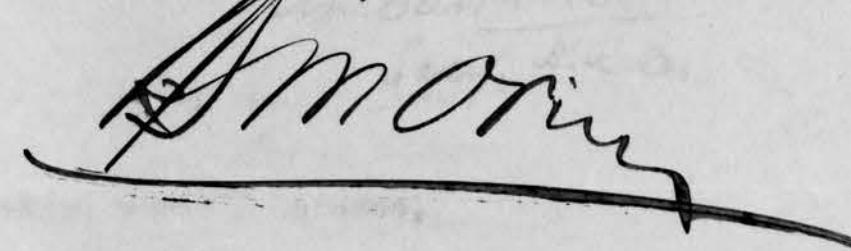
264/913
Re: C.N.Q.R. Stations à fret et à passagers.

Cher Monsieur:-

Je reçois une copie d'une ordonnance rendue par
la Commission des chemins de fer le 27 Mars 1913.

Vous trouverez copie de cette ordonnance
sous pli.

Bien à vous,



(and freight) station proposed to be erected on the said location,
BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS completed within ninety days after the approval
FOR CANADA.

Examined and certified as a true copy
under Section 23 of "The Railway
Act."

(S'G'D.) H. L. DRAYTON,

Chief Commissioner,

Board of Railway Commissioners for Canada.
Ottawa MAR 31 1913

P25/R1 37

SCHAUT

2 4 6

BOARD OF
RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.

22711
OFFICE OF THE SECRETARY,
OTTAWA.

March 31st/1913.

File 18563 Case

Dear Sir,

I enclose herewith certified copy of Order of the
Board No. 18931 dated March 27th/1913.

Please acknowledge receipt.

Yours truly,

A.D. Cartwright
Secy. R.R.C.

Joseph Morin, Esq.,
Messrs. Maillon, Bobin, Morin & Laramee,
Montreal, Que.

Print plan showing the location of a temporary passenger
and freight shed facilities at Maisonneuve; and within thirty
days from the date of this Order file plans of the passenger
(and freight) station proposed to be erected on the said location;

BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS completed within ninety days after the approval
FOR CANADA.

Examined and certified as a true copy
under Section 23 of "The Railway
Act."

(S'G'D.) H. L. DRAYTON.

A. D. Cartwright
Chief Commissioner,
Board of Railway Commissioners for Canada.
Secty of Board of Railway Commissioners for Canada. Ottawa MAR 31 1913

CF.

Order No. 18931

THE BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS FOR CANADA.

THURSDAY, THE 27TH DAY OF
MARCH A.D. 1913.

H. L. DRAYTON, K.C.,
Chief Commissioner.

JAMES MILLS,
Commissioner.

S. J. MCLEAN,
Commissioner.

IN THE MATTER OF the application of the Canadian Northern Quebec Railway Company, for an Order varying Order of the Board No. 15537, dated November 27th, 1911, made upon the application of the Town of Maisonneuve, and requiring the said Railway Company, on or before January 1st, 1912, to prepare and file with the Board and serve on the Applicant a plan showing a suitable passenger and freight station in the Town of Maisonneuve, by providing that the facilities to be erected shall be of a temporary nature to be maintained for a period of two years and thereafter the Railway Company shall file plans for permanent structures as called for in said Order.

File No. 18583:

UPON the hearing of the application at the Sittings of the Board held in the City of Montreal, February 27th, 1913, in the presence of Counsel for the Applicant Company and the Town of Maisonneuve, and what was alleged; and upon the report and recommendation of the Assistant Chief Operating Officer of the Board, concurred in by its Chief Operating Officer --

IT IS ORDERED that, within fifteen days from the date of this Order, the Applicant Company file with the Board a blue print plan showing the location of a temporary passenger station (and freight shed facilities) at Maisonneuve; and within thirty days from the date of this Order file plans of the passenger (and freight) station proposed to be erected on the said location;

BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS completed within ninety days after the approval FOR CANADA.

Examined and certified as ~~the~~ ^{certified} copy
under Section 23 of "The Railway
Act."

(S'G'D.) H. L. DRAYTON.

authenticated
Board of Railway Commissioners for Canada.
Ottawa MAR 31 1913

Chief Commissioner,
Board of Railway Commissioners for Canada.

P25/R1 37

JOHN SCHAUFT

2 4 6

265/11

CANADIAN NORTHERN RAILWAY SYSTEM
LEGAL DEPARTMENT

F. H. PHIPPEN, K.C.,
GENERAL COUNSEL
GERARD RUEL,
CHIEF SOLICITOR
R. H. M. TEMPLE
A. J. REID, K.C.
S. PERCY BIGGS
ASST. SOLICITORS

TORONTO. May 13th, 1913.

REFER TO T/1014-53-16

264/943
Joseph Morin, Esq.,

Barrister, 180 St. James St.,
Montreal, Que.

Dear Sir:-

I enclose herewith blue print of plan, dated
May 7th, 1913, showing proposed site for the Canadian
Northern Quebec Railway Company's station in the Town
of Maisonneuve, Province of Quebec. Will you be good
enough to acknowledge receipt of same.

Yours truly,

P. H. Smith

CANADIAN NORTHERN QUEBEC RAILWAY.

Proposed Site for Station,

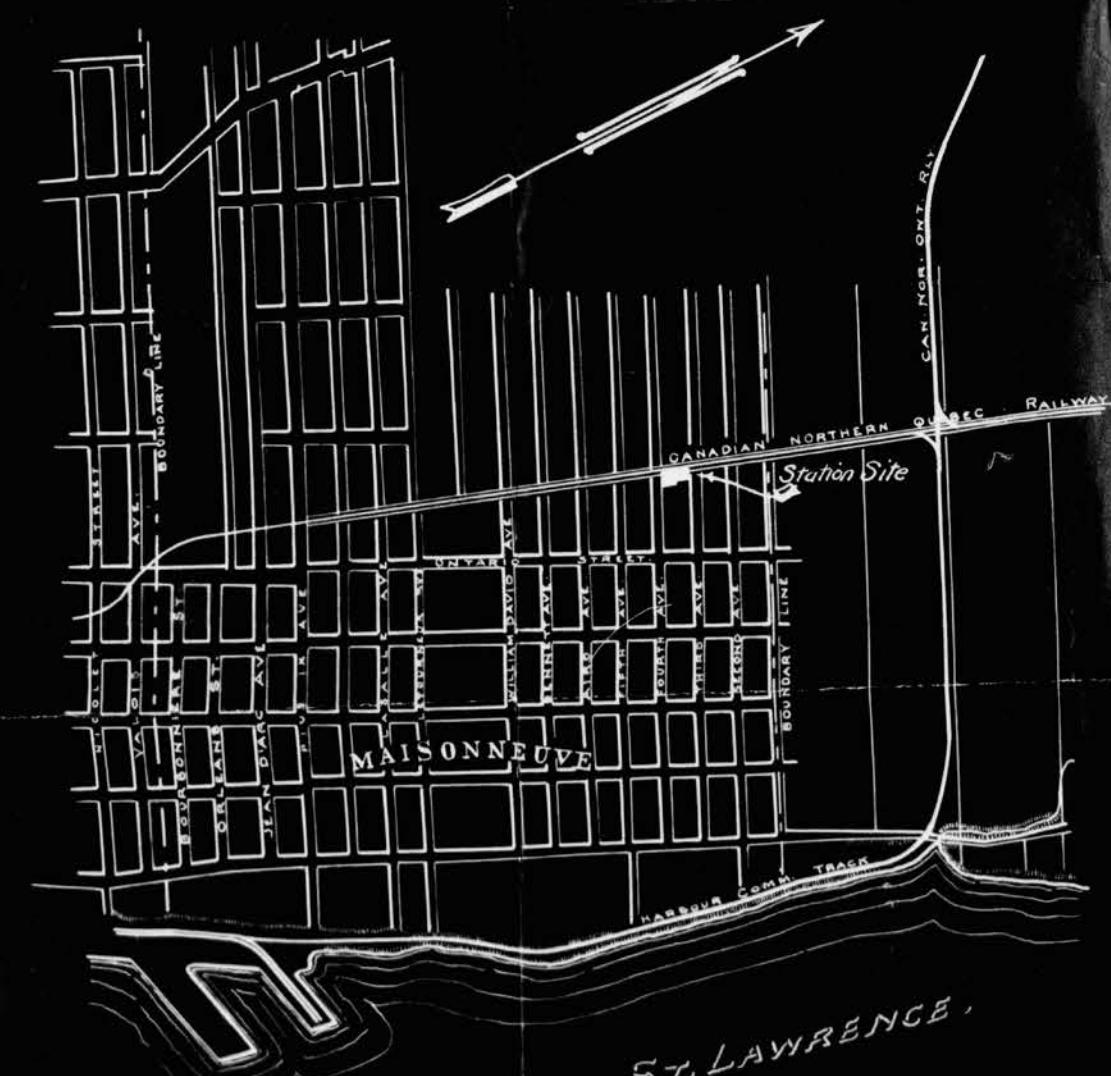
TOWN OF MAISONNEUVE.

7 May 1913

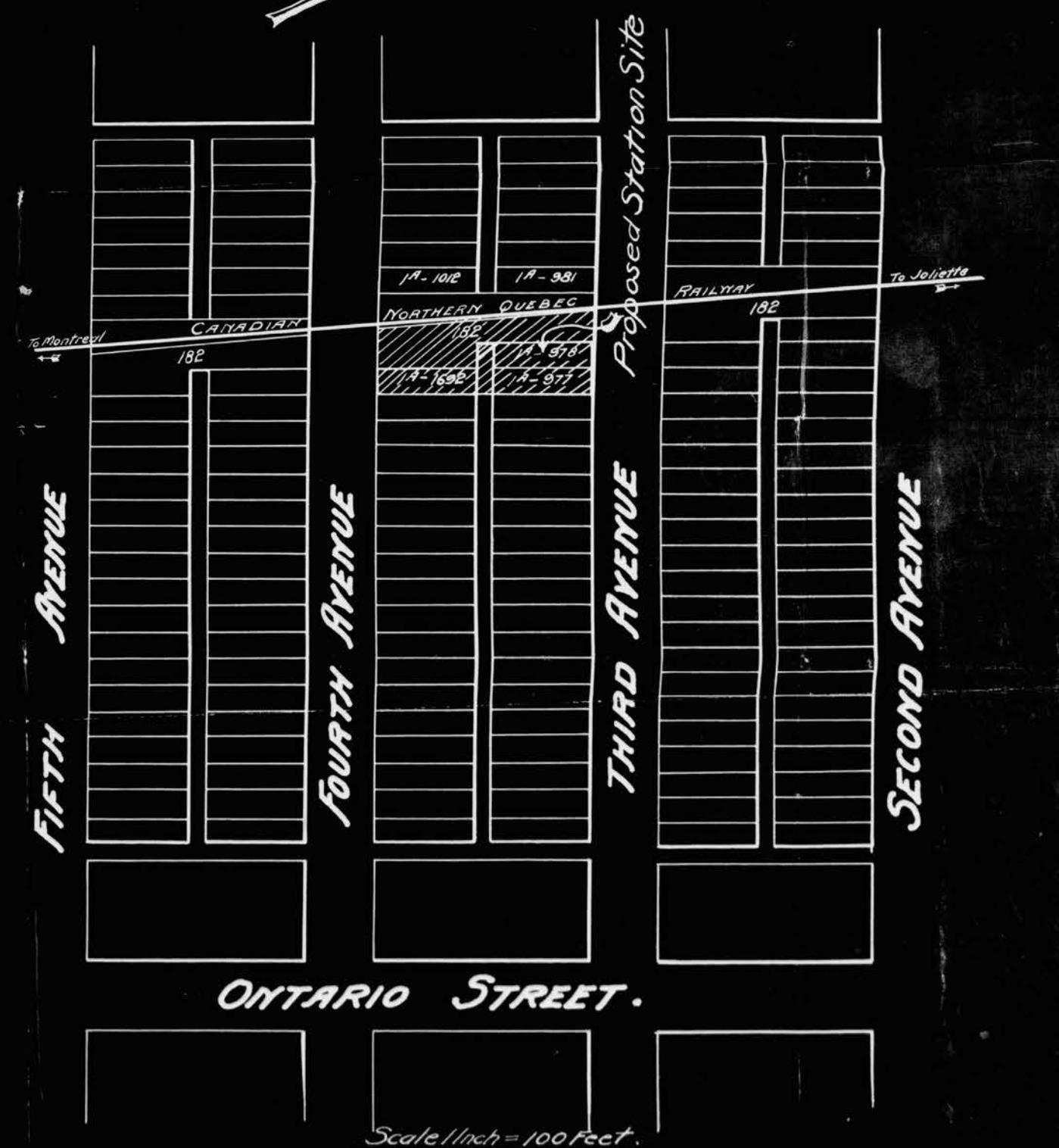
Henry A. Hartshorne
President
Chief Engineer

KEY PLAN.

Scale 1 inch = 1000 FT.



TOWN OF MAISONNEUVE.



Scale 1 inch = 100 Feet.

20th May 1913.

Canadian Northern Railway System,
Toronto.

Gentlemen,-

re plan of new station.

264/913
Your letter dated the 13th inst. has been
submitted to the Council of this Town at its meeting
of the 14th of the same month and accepted.

I remain

Yours truly,

W.H.P. Sec.-Treas.
of the ~~City~~ of Maisonneuve.

3 P25/B1,37

SMA SCHALT
GmbH

1 5 10

2 4 6

2

16 Juin 1913.

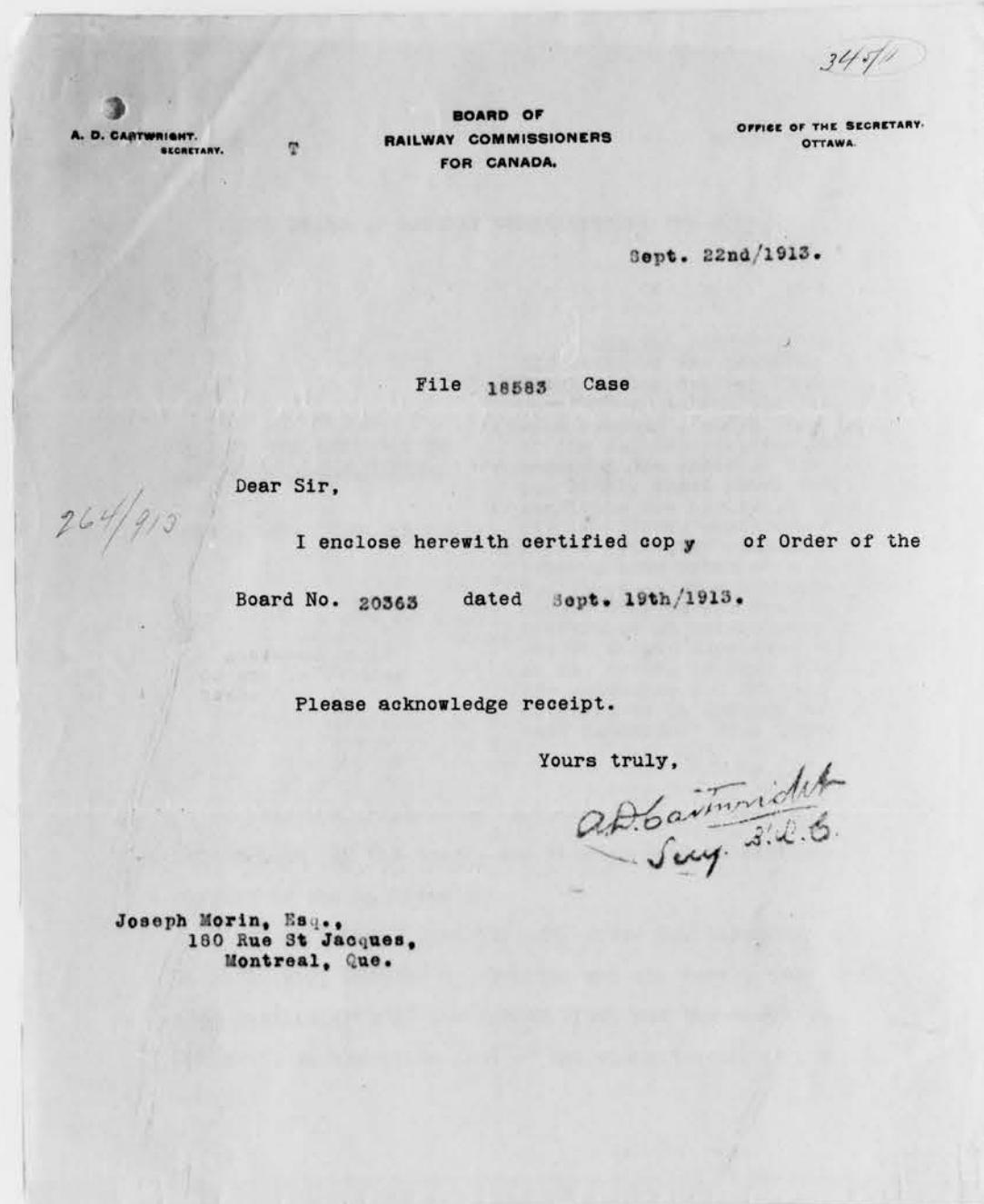
M. C.A. Reeves,
Inspecteur des bâtiasses,
Maisonneuve.

Mon Cher Monsieur,-

Re plan station C.N.Q.R.

264/913 Je vous transmets sous pli pour conserver
dans vos filières, le plan du site de la station de même que
le plan de la station elle-même à être érigée par the Canadian
Northern Quebec Railway à Maisonneuve entre la 3ème. et la
4ème Avenue. Ces plans portent la date du 13 Novembre 1912,
et ont été soumis définitivement au Conseil de cette Cité
à son assemblée du 28 mai dernier puis déposés aux archives.
Le Conseil accepte de laisser ériger cette station suivant
les susdits plans.

J'ai l'honneur d'être
Votre très humble serviteur
MP
Sec.-Trés
de la Cité de Maisonneuve.



BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.
Examined and certified as a true copy
under Section 23 of "The Railway
Act."
A.D. Cartwright
Date of issue of certificate: Board of Commissioners for Canada
SEP 22 1913

P25/B1,37

SMA SCHALT
GMBH

1 5 10

2 4 6

2

RL

ORDER NO. 20063

THE BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS FOR CANADA

FRIDAY, THE 19TH DAY OF
SEPTEMBER, A.D. 1915.

D'ARCY SCOTT,
Ass't. Chief Commissioner.

IN THE MATTER OF the application of the Canadian Northern Quebec Railway Company, hereinafter called the 'Applicant Company', under Section 29 of the Railway Act, for an order amending the Order of the Board No. 18931, dated March 27th, 1913, requiring the Applicant Company, within fifteen days from the date of the Order, to file with the Board a blue print plan showing the location of a temporary passenger station and freight shed facilities at Maisonneuve; and within thirty days from the date of the Order, to file plans of the passenger and freight station proposed to be erected on the said location: File 18883

UPON the report and recommendation of the Chief Operating Officer of the Board, and reading what is alleged in support of the application--

IT IS ORDERED that the said Order No. 18931 be, and it is hereby, amended by striking out the words, 'and freight shed facilities', in the fourth line, and the words 'and freight', in the sixth line of the operative part of the said Order.

(Sgd.) D'ARCY SCOTT

Assistant Chief Commissioner,
Board of Railway Commissioners for Canada.

BOARD OF RAILWAY COMMISSIONERS
FOR CANADA.

Examined and certified as a true copy
under Section 23 of "The Railway
Act"

[Signature]
Secretary of Board of Railway Commissioners for Canada
Ottawa SEP 21 1915

26 Sept . 1913

M. L. J. S. Morin,
Montréal.

Mon cher monsieur,-

264/913
La Commission des Chemins de fer a, par un ordre en date du 22 septembre courant aménagé un ordre antérieur, daté du 31 mars dernier (1913), concernant la gare du Grand Nord. L'amendement consiste en ce que certains mots, que j'ai indiqués entre parenthèses, ont été retranchés dans le deuxième paragraphe dudit ordre du 31 mars 1913, lequel se litrait maintenant comme suit:

"IT IS ORDERED that, within fifteen days from the date of this Order, the Applicant Company file with the Board a blue print plan showing the location of a temporary passenger station (and freight shed facilities) at Maisonneuve; and within thirty days from the date of this Order file plans of the passenger (and freight) station proposed to be erected on the said location; the work to be completed within ninety days after the approval of the said plans".

Cette question vous a été posée avec prière de nous dire comment il se fait que cet ordre a été ainsi amendé hors de la connaissance du Conseil et sans avis.

J'ai l'honneur d'être
Votre très obéissant serviteur
M.P.
Sec. Trés.
de la Cité Maisonneuve.

/AT/

3 P25/B1,37

SMA SCHALT

2 4 6

2